

LEGISLATION SANITAIRE DE LA CHASSE ET DES MALADIES DU GIBIER EN FRANCE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 9 Juin 1966

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Jean-Claude BRANELLEC

Né le 12 Mai 1936, à SOUK-EL-KHÉMIS (Tunisie)



LYON

Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42

—
1966

LEGISLATION SANITAIRE
DE LA CHASSE
ET DES MALADIES DU GIBIER
EN FRANCE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LEGISLATION SANITAIRE
DE LA CHASSE
ET DES MALADIES DU GIBIER
EN FRANCE**

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 9 Juin 1966

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Jean-Claude BRANELLEC

Né le 12 Mai 1936, à SOUK-EL-KHÉMIS (Tunisie)



LYON

Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42

1966



PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Directeur	M. FLORIO
Directeur honoraire	M. JUNG
Directeur honoraire	M. TAPERNOUX

PROFESSEURS

15 chaires

Pharmacie et Toxicologie	MM. TAPERNOUX
Anatomie descriptive, Extérieur, Anatomie appliquée	BARONE
Physiologie, Thérapeutique, Pharmacodynamie	BOST
Histologie, Embryologie, Anatomie pathologique	LUCAM
Hygiène et industrie des aliments d'origine animale	FLACHAT
Zoologie appliquée, Parasitologie externe, Parasitologie interne ..	EUZEY
Pathologie médicale des équidés et des carnivores. Législation vétérinaire	FLORIO
Pathologie médicale du bétail et des animaux de basse-cour	COTTEREAU
Technique chirurgicale, Pathologie chirurgicale	COLLET
Obstétrique, Pathologie de la Reproduction	BERTRAND
Pathologie générale, Microbiologie, Immunologie	UDAR
Ethnologie, Hygiène, Zootechnie, Economie rurale	FROGET
Botanique appliquée, Agronomie, Alimentation	JEAN-BLAIN
Physique et Chimie biologiques et médicales	MAGAT
Maladies contagieuses, Zoonoses, Législation sanitaire	JOUBERT

MAITRES DE CONFERENCES

MM. BUSSIERAS, FERNEY, UDAR, RUCKEBUSCH

CHEF DE TRAVAUX AGREGÉ

M. VAN HAVERBEKE

CHEFS DE TRAVAUX

MM. CHANTEGRELET, DESCHANEL, JEAN-BLAIN Claude, LAPRAS,
LE NIHOUANNEN, PROY

MAITRE-ASSISTANT

M. DELATOUR

ASSISTANTS

MM. BOUCHET, CAILLÈRE ; M^{lle} DUFOUR

EXAMINATEURS DE LA THESE

Président : Monsieur le Professeur BERTOYE, de la Faculté de Médecine

Premier Assesseur : Monsieur le Professeur JOUBERT, de l'Ecole Vétérinaire

Deuxième Assesseur : Monsieur le Professeur UDAR, de l'Ecole Vétérinaire

La Faculté de Médecine et l'Ecole Nationale Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.



A MES PARENTS

A MA FAMILLE

A MES AMIS

A Monsieur le Professeur BERTOYE
de la Faculté de Médecine de Lyon

Qui nous a fait le grand honneur
d'accepter la présidence de notre jury
de thèse.

A Monsieur le Professeur JOUBERT
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

Il a bien voulu nous confier ce travail et nous aider à le réaliser.

En témoignage de notre reconnaissance et de notre profond respect.

A Monsieur le Professeur OUDAR
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

Nous le remercions pour l'honneur
et le plaisir qu'il nous fait en accep-
tant d'être l'un de nos juges.

A TOUS NOS MAITRES
DE L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE

AVANT-PROPOS

Aujourd'hui, avec la démocratisation de la chasse, le nombre de chasseurs est devenu considérable et, face au danger de raréfaction du gibier en France, la réglementation de la chasse n'a plus uniquement pour but de respecter la propriété ou de protéger les récoltes mais paraît surtout animée par un mobile étranger à nos ancêtres : la sauvegarde des animaux sauvages, la protection de la nature et des équilibres spontanés. La lutte contre les maladies peut représenter l'un des aspects de cette protection ; c'est pourquoi il nous a paru intéressant de faire une mise au point, d'une part sur la réglementation spéciale des maladies du gibier, d'autre part sur la coïncidence de certains textes généraux de la réglementation générale de la chasse avec ceux, particuliers, réglementant la prophylaxie des grandes maladies comme la rage, la fièvre aphteuse, la peste porcine, voire la tuberculose.

INTRODUCTION

Les maladies du gibier revêtent une grande importance pour les chasseurs et pour ceux qui possèdent des territoires de chasse, pour diverses raisons. Tout d'abord, la crainte de voir le cheptel cynégétique subir des pertes considérables, entraîne le désir, en observant les individus malades ou en examinant les cadavres, de déceler le péril qui les menace et d'en connaître la cause : ainsi pourra-t-on combattre une épidémie, voire prendre en temps utile les mesures de prophylaxie appropriées. Par ailleurs, il faut apporter un soin constant à réduire très attentivement et dans la plus grande mesure du possible, les pertes en petit gibier mais aussi celles qui frappent le gros gibier ou les espèces rares, actuellement en voie de régression. En outre, les maladies du gibier sont éventuellement transmissibles à l'homme ou aux animaux domestiques et peuvent mettre leur santé en danger, dans le cadre des zoonoses. Enfin, le gibier constituant un aliment, une délicate question d'hygiène se pose également. Pour toutes ces raisons, la pathologie de la faune sauvage présente un intérêt d'ordre général et non pas uniquement cynégétique.

En étudiant plus particulièrement l'état des pertes en Europe des principales catégories de gibier, nous pouvons nous rendre compte déjà de la gravité de certaines épidémies. Ainsi, chez le lapin de garenne, la myxomatose a entraîné de lourdes pertes. Chez le lièvre, pour lequel des renseignements très précis ont été donnés par de nombreuses stations de recherche, trois maladies contagieuses principales demeurent menaçantes : la pseudo-tuberculose, la pasteurellose et la tularémie. En ce qui concerne le sanglier, on a pu voir apparaître la peste porcine et la fièvre aphteuse. Remarquons toutefois que, pour certaines maladies, l'importance des variations que celles-ci font subir au peuplement cynégétique semble plus marquée dans les réserves ou sur du gibier maintenu en captivité dans les parcs.

Tel semble être le cas de la tuberculose car le gibier à poil (chevreuils, cerfs, daims, chamois, lièvre) paie un lourd tribut à cette maladie.

Si nous considérons le cheptel cynégétique en tant que réservoir de germes pathogènes pouvant se transmettre aux animaux domestiques ou à l'homme, nous pouvons encore mieux juger de l'effet bénéfique que peut apporter l'ensemble des lois et des règlements qui, en France, régissent la lutte contre les maladies contagieuses des animaux. Pour ce qui est de la Rage par exemple, les manifestations sporadiques souvent difficiles à expliquer ont conduit à envisager les problèmes posés par l'origine et la persistance du virus rabique. Cette étude a mis en lumière le rôle fort important tenu parfois par divers animaux sauvages dans la conservation et la dissémination du virus. Dans l'ensemble, ce sont les carnivores, aussi bien domestiques que sauvages, qui fournissent le plus grand nombre de cas de rage. Dans les Balkans et en Asie Mineure où les chiens errants et les chats harets sont nombreux, ceux-ci contribuent encore efficacement à l'extension de cette zoonose. Mais dans ces pays et dans les autres régions du globe, d'autres animaux sauvages, tel le renard, le skunks, le lynx et éventuellement le loup et le chevreuil, constituent des porteurs redoutables. En outre, la réglementation générale de chasse sur la divagation des chiens coïncide avec la prophylaxie de cette maladie. Bien d'autres maladies sont communes aux animaux sauvages et domestiques, d'où la possibilité d'une contamination réciproque. Citons, en Europe, parmi les maladies virales : la Fièvre Aphteuse qui sévit sur les ongulés domestiques mais aussi sur les chamois, cervidés, sangliers, et, dans les enclos de réserves, les bisons. Beaucoup moins fréquemment, on a pu l'observer chez les chevreuils, les daims et les animaux du genre mouflon. La Peste Porcine, que l'on retrouve chez le porc domestique et le sanglier. Parmi les maladies bactériennes, le charbon bactérien, qui menace l'Homme et les animaux domestiques à partir des cadavres de cerfs, daims, élans, chevreuils, ainsi que certaines pasteurelloses. La Brucellose, dont les divers types de *Brucella* ont été découverts chez les animaux sauvages : *Brucella abortus* chez le lièvre en Suisse et Tchécoslovaquie, chez le chevreuil en Silésie ; *Brucella suis* chez le lièvre au Danemark et dans le Palatinat rhénan ; *Brucella melitensis*

chez le lièvre en France. On a même été jusqu'à constater un certain parallélisme entre la diminution du nombre de lièvres figurant au tableau de chasse et la recrudescence de la Brucellose dans les peuplements de Bovins. Enfin, la Tuberculose, fléau social et économique, n'est pas, selon une opinion assez répandue, l'apanage de l'Homme et des animaux domestiques vivant en captivité mais atteint de nombreuses espèces animales, comme ont permis de le découvrir diverses observations. Dans les pays tropicaux, la peste bovine et la péripneumonie contagieuse, affectent aussi bien les bovins que les gazelles et les antilopes ; la Fièvre Aphteuse, dont les épidémies sévissent chez les ongulés domestiques, mais aussi chez les suidés sauvages tels que sangliers, phacochères, potamochères.

Dans le cadre de la législation visant la protection de la Santé publique, nous devons signaler le danger pour l'Homme que peut présenter la consommation de gibier malade.

Dans le travail qui suit, nous nous proposons d'envisager les textes de la *législation générale de la chasse* en France, suivis d'une étude détaillée de la *législation sanitaire des maladies du gibier*, réputées légalement contagieuses, c'est-à-dire :

- la *Tularémie*,
- la *Psittacose-Ornithose*,
- la *Myxomatose*,
- la *Peste Aviaire*,

assortie de commentaires et précédée d'une étude succincte de la *législation sanitaire générale* de ces maladies.

PREMIERE PARTIE

LEGISLATION GENERALE DE LA CHASSE

CHAPITRE PREMIER

EXERCICE DU DROIT DE CHASSE

C.R. ART. 365. — Nul n'a la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit.

Nul ne peut chasser, si la chasse n'est pas ouverte et s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente.

C.R. ART. 366. — Toutefois, le propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser en tout temps, sans permis de chasse, dans ses possessions attenantes à une habitation et entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins et empêchant complètement le passage de l'homme et celui du gibier à poil.

C.R. ART. 366 *bis*. — Le permis de chasse est délivré ou prorogé par le maire de la commune où la personne qui en fait la demande est domiciliée, réside, est propriétaire ou possède un droit de chasser. La décision du maire doit intervenir dans un délai maximum de quinze jours du dépôt de la demande. Le silence du maire est considéré comme un rejet implicite.

Le sous-préfet, ou le préfet dans l'arrondissement chef-lieu, a le pouvoir :

1° De retirer d'office à toute époque les permis irrégulièrement attribués, de même que ceux délivrés à des personnes se trouvant dans l'un des cas visés à l'article 367 ;

2° D'accorder les permis dont la délivrance ou la prorogation est indûment refusée. Dans ce dernier cas, la demande d'octroi du permis doit être adressée au sous-préfet, ou au préfet, dans les quinze jours du rejet de la demande par le maire. Le sous-préfet statue dans un délai de quinze jours.

Les modalités de délivrance des permis dans le département de la Seine sont fixées par décret.

Les permis de chasse demandés par les étrangers sont délivrés dans tous les cas par le préfet après avis du maire.

Toute personne demandant un permis de chasse déclarera, en faisant sa demande, qu'elle ne tombe pas sous le coup des articles 368 et 369. Le permis de chasse délivré sur une fausse déclaration sera nul de plein droit et il pourra être fait, le cas échéant, application des peines prévues contre ceux qui auront chassé sans permis.

A l'appui de la demande doit être produit le récépissé établissant que le demandeur s'est acquitté du montant de sa cotisation pour l'année courante, en tant que membre d'une société départementale. Cette cotisation est fixée à 0 fr. 25 par an ; elle est encaissée pour le compte du conseil supérieur ; la quittance en demeurera annexée au permis de chasse.

En outre, cette demande devra être accompagnée par une attestation délivrée par une entreprise d'assurance admise à pratiquer en France l'assurance de ce risque et permettant de constater que :

1° L'entreprise d'assurance garantit, dans les conditions minima fixées par arrêté conjoint du ministre des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre de l'agriculture, la responsabilité civile du demandeur pendant toute la durée de validité du permis, pour une somme illimitée, à raison des accidents corporels occasionnés par un acte de chasse, dans un lieu, un temps et au moyen d'engins non prohibés.

2° Aucune déchéance n'est opposable aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit.

Le permis cesse d'être valable en cas de résiliation du contrat d'assurance ou de suspension de la garantie prévue audit contrat, pour quelque cause que ce soit. Celui-ci ne pourra être remis en vigueur qu'après justification, par le demandeur, de la souscription d'un nouveau contrat ou de la cessation de la suspension de la garantie.

En cas de résiliation du contrat d'assurance ou de suspension de la garantie, l'entreprise d'assurance est tenue d'informer le préfet du département du domicile de l'assuré, quinze

jours au moins à l'avance, de la date à laquelle la garantie cessera d'avoir effet.

Dès réception de cette notification, le préfet prendra les mesures nécessaires en vue du retrait du permis.

Le nom de l'entreprise d'assurance, l'adresse de son siège social et le numéro de la police devront être mentionnés sur la demande de permis et sur le permis de chasse.

[CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS. - ART. 968. — Le permis de chasse est d'un type unique, dénommé « Permis national de chasse », valable sur tout le territoire français... 969. Les permis de chasse, à quelque époque qu'ils soient délivrés, sont valables pour une année à dater du 1^{er} juillet.]

C.R. ART. 367. — Le permis de chasse peut être refusé :

1° A tout individu majeur qui n'est point personnellement inscrit ou dont le père ou la mère ne sont pas inscrits au rôle des contributions ;

2° A tout individu qui, par une condamnation judiciaire, a été privé de l'un ou de plusieurs des droits énumérés dans l'article 42 du Code pénal, autres que le droit de port d'armes ;

3° A tout condamné à un emprisonnement de plus de six mois pour rébellion ou violence envers les agents de l'autorité publique ;

4° A tout condamné pour délit d'association illicite, de fabrication, débit, distribution de poudre, armes ou autres munitions de guerre ; de menaces écrites ou de menaces verbales avec ordre ou sous condition ; d'entraves à la circulation des grains ; de dévastation d'arbres ou de récoltes sur pied, de plants venus naturellement ou faits de main d'homme ;

5° A ceux qui ont été condamnés pour vagabondage, mendicité, vol, escroquerie, ou abus de confiance.

La faculté de refuser le permis de chasse aux condamnés dont il est question dans les paragraphes 3, 4 et 5 cesse cinq ans l'expiration de la peine.

C.R. ART. 368. — Le permis de chasse n'est pas délivré :

1° Aux mineurs qui n'ont pas seize ans accomplis ;

2° Aux mineurs de seize à vingt et un ans, à moins que le permis ne soit demandé pour eux par leurs père, mère, tuteur ou curateur, porté au rôle des contributions ;

3° Aux interdits.

C.R. ART. 369. — Le permis de chasse n'est pas accordé :

A ceux qui, par suite de condamnations, sont privés du droit de port d'armes ;

A ceux qui n'ont pas exécuté les condamnations prononcées contre eux pour l'un des délits prévus par le présent titre ;

A tout condamné en état d'interdiction de séjour.

En outre, la délivrance du permis de chasse peut être interdite aux alcooliques dangereux pour autrui dans les conditions fixées par l'article 90 du Code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme.

C.R. ART. 370. — Les gardes champêtres, avec l'autorisation du maire et l'approbation du préfet, les agents techniques des eaux et forêts et les agents de l'Administration des travaux publics commissionnés en qualité de gardes pêche du service de la navigation, avec l'autorisation de leur chef de service, peuvent obtenir la délivrance du permis de chasse, sous les réserves que l'autorité administrative locale juge éventuellement nécessaires dans l'intérêt de la police de la chasse et du service bénéficiaire.

En cas de négligence dans leur service, abus ou pour toute autre cause grave, le permis de chasse peut être retiré aux agents techniques des eaux et forêts ainsi qu'aux gardes pêche par décision du préfet sur demande motivée de leur chef de service.

Le permis ne donne la faculté d'exercer le droit de chasse que dans les limites territoriales suivantes :

Pour les agents techniques des eaux et forêts affectés à des postes organisés en district, en dehors de leur district et d'un périmètre fixé par l'Administration.

Pour les autres fonctionnaires visés ci-dessus, en dehors du territoire dont la surveillance leur a été confiée.

C.R. ART. 371. — Le ministre de l'Agriculture, assisté du conseil supérieur de la chasse détermine, par arrêtés publiés au moins dix jours à l'avance, les jours et heures des ouvertures

et les jours des clôtures des chasses, soit à tir, soit à courre, à cor et à cri, soit au vol, dans chaque département.

Il pourra, dans le même délai, sur l'avis du conseil supérieur de la chasse, retarder la date de l'ouverture et avancer la date de la clôture de la chasse, à l'égard d'une espèce de gibier déterminée.

Il pourra, en outre, dans les mêmes conditions, retarder l'ouverture de la chasse pour toute espèce de gibier, dans tout ou partie des bois et forêts classés en vertu de l'article 181 du Code forestier en prévision des dangers d'incendie.

C.R. ART. 371-1. — Le ministre de l'Agriculture, le conseil supérieur de la chasse entendu, peut, en vue d'assurer la survivance d'espèces de gibier de montagne menacées dans leur existence même, interdire totalement, et pour une durée maximum de trois ans, la mise en vente, la vente et l'achat sous toutes leurs formes, et notamment celles de pâtés et conserves, le transport en vue de la vente ou le colportage de ces gibiers.

C.R. ART. 372. — « Dans chaque département, il est interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter ou de colporter du gibier pendant le temps où la chasse n'y est pas permise. Pendant le temps où la chasse y est permise pour sauvegarder certaines espèces particulièrement menacées, le préfet peut, exceptionnellement, pour une période n'excédant pas un mois, en interdire la mise en vente, la vente, l'achat, le transport en vue de la vente ou le colportage.

« Le ministre de l'Agriculture, après avis du conseil supérieur de la chasse, peut réglementer la mise en vente, la vente, l'achat, le transport et le colportage des animaux classés comme nuisibles et régulièrement détruits dans les conditions prévues aux articles 373 et 393. »

Il est également interdit en toute saison de mettre en vente, de vendre, de transporter, de colporter ou même d'acheter sciemment le gibier tué à l'aide d'engins ou d'instruments prohibés.

En cas d'infraction à ces dispositions, le gibier sera saisi et immédiatement livré à l'établissement de bienfaisance le plus voisin, en vertu, soit d'une ordonnance du juge du tribunal d'instance, si la saisie a eu lieu au chef-lieu de canton, soit d'une autorisation du maire, si le juge du tribunal d'instance

est absent, ou si la saisie a été faite dans une commune autre que celle du chef-lieu.

Cette ordonnance ou cette autorisation sera délivrée sur la requête des agents ou gardes qui auront opéré la saisie et sur la présentation du procès-verbal régulièrement dressé.

La recherche du gibier ne pourra être faite à domicile que chez les aubergistes, chez les marchands de comestibles et dans les lieux ouverts au public. Hors de leur domicile, les chasseurs et les personnes les accompagnant sont tenus d'ouvrir leurs carniers, sacs ou poches à gibier à toute réquisition des agents ci-après : officiers de police judiciaire, y compris les gardes des fédérations départementales des chasseurs, mais à l'exclusion de tous autres gardes particuliers ; fonctionnaires de police et militaires de la gendarmerie non officiers de police judiciaire ; lieutenants de louveterie dans l'exercice de leurs fonctions. Cette vérification ne pourra être faite que dans les circonscriptions où les agents visiteurs ci-dessus désignés pourront dresser les procès-verbaux en matière de chasse. « Le présent alinéa est applicable dans les départements du Haut-Rhin et de la Moselle ».

« Dans le cas prévu à l'article 371-1, la recherche du gibier de montagne pourra également être faite à domicile chez tous les marchands de gibier mort ou vivant, qu'ils soient grossistes, demi-grossistes ou détaillants, tous hôteliers, restaurateurs, gérants ou directeurs de cantines, bouchers, charcutiers, fabricants de conserves, et généralement tous ceux qui peuvent détenir de la viande. »

Il est interdit, même en temps d'ouverture de la chasse, de transporter du gibier vivant sans permis de transport délivré par le directeur général des eaux et forêts ou par le conservateur des eaux et forêts du lieu d'origine du gibier ou par leurs délégués.

Il est interdit, en temps de fermeture, d'enlever des nids, de prendre ou de détruire, de colporter ou de mettre en vente, de vendre ou d'acheter, de transporter ou d'exporter les œufs ou les couvées de perdrix, faisans, cailles et de tous autres oiseaux, ainsi que les portées ou petits de tous animaux qui n'auront pas été déclarés nuisibles par des arrêtés du ministre de l'agriculture.

Les détenteurs du droit de chasse et leurs préposés auront le droit de recueillir, pour les faire couvrir, les œufs mis à découvert par la fauchaison ou l'enlèvement des récoltes.

C.R. ART. 373. — Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne à celui qui l'a obtenu le droit de chasser de jour, soit à tir, soit à courre, à cor et à cri, soit au vol, suivant les distinctions établies par des arrêtés du ministre de l'agriculture, sur ses propres terres et sur les terres d'autrui avec le consentement de celui à qui le droit de chasse appartient.

Tous les autres moyens de chasse, y compris l'avion et l'automobile, même comme moyens de rabat, sont formellement prohibés.

L'utilisation des bourses et furets destinés à prendre les lapins est autorisée dans les départeents ou parties de départements où le lapin est classé comme animal nuisible. Dans les autres lieux, des autorisations individuelles et exceptionnelles, données par les préfets, sont nécessaires pour la capture des lapins avec bourses et furets.

Néanmoins, le ministre de l'agriculture, assisté du conseil supérieur de la chasse, prend les arrêtés pour déterminer :

1° L'époque de la chasse des oiseaux de passage, autres que la caille, la nomenclature des oiseaux et les modes et procédés de chasse pour les diverses espèces ;

2° Le temps pendant lequel il est permis de chasser le gibier d'eau dans les marais, sur les étangs, fleuves et rivières.

Il peut prendre également des arrêtés :

1° Pour prévenir la destruction ou favoriser le repeuplement des oiseaux ou de toutes espèces de gibier, et sans qu'il soit ainsi dérogé au droit de destruction des bêtes fauves édicté à l'article 393 ;

2° Pour autoriser l'emploi des chiens lévriers pour la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles ;

3° Pour interdire la chasse pendant le temps de neige.

4° « Pour instituer et mettre en œuvre, chaque année, dans les départements intéressés, un plan de chasse du grand gibier substituant à la limitation annuelle de la période de chasse le nombre d'animaux à tirer (cerf, chevreuil, daim, chamois, isard,

bouquetin et mouflon) sur les territoires de chasse pendant la période de chasse propre à chaque département, telle qu'elle est définie au premier alinéa de l'article 371.

« L'arrêté du ministre est pris sur proposition du préfet, présentée à la demande conjointe du conservateur des eaux et forêts et du président de la fédération départementale des chasseurs. »

« En cas de calamité, incendie, inondations, gel prolongé, susceptible de provoquer ou de favoriser la destruction du gibier, le préfet pourra, pour tout ou partie du département, suspendre, dans un délai de quarante-huit heures, l'exercice de la chasse pendant une période de dix jours, soit à tout gibier, soit à certaines espèces de gibier.

« Cette période de suspension de dix jours peut être renouvelée, s'il y a lieu, dans le même délai. »

C.R. ART. 373-1. — Sur proposition des fédérations départementales de chasse, le ministre de l'agriculture arrêtera la liste des départements où pourront être créées des réserves communales de chasse.

Sur proposition de la fédération départementale de chasse, et après avis du conseil municipal, du conseil général et de la chambre d'agriculture, un arrêté du ministre de l'Agriculture établira pour chacun de ces départements la liste des communes dans lesquelles il sera créé obligatoirement une réserve de chasse avec indication pour chaque commune de la superficie minima de cette réserve.

L'emplacement des réserves sera déterminé d'accord avec l'association communale de chasse et les détenteurs du droit de chasse. A défaut d'accord, il sera procédé par rotation tous les quatre ans.

Toutefois, les territoires de plus de 50 hectares, dans lesquels la chasse est effectivement aménagée et exploitée pour assurer une conservation et une reproduction effectives du gibier, ne pourront être inclus dans la réserve sans le consentement écrit des propriétaires. Au cas de difficulté, le préfet statuera sur avis du conservateur des eaux et forêts.

La chasse est interdite en tout temps sur les réserves communales de chasse. Toutefois, les captures de gibier peuvent

être autorisées par arrêté préfectoral pris sur avis du conservateur des eaux et forêts et du président de la fédération départementale de chasse.

Un règlement d'administration publique fixera les modalités d'application du présent article.

CHAPITRE II

PENALITES

C.R. ART. 374. — Seront punis d'une amende de 180 fr. à 720 fr. :

1° Ceux qui auront chassé sans permis de chasse ;

2° Ceux qui auront chassé sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire.

L'amende pourra être portée au double si le délit a été commis sur des terres non dépouillées de leurs fruits ou s'il a été commis sur un terrain entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toutes communications avec les héritages voisins, mais non attenant à une habitation.

Pourra ne pas être considéré comme délit de chasse le fait du passage des chiens courants sur l'héritage d'autrui, lorsque ces chiens seront à la suite d'un gibier lancé sur la propriété de leur maître, sauf l'action civile, s'il y a lieu, en cas de dommages ;

3° Ceux qui auront contrevenu aux arrêtés réglementaires concernant la divagation des chiens, les oiseaux de passage, le gibier d'eau, la chasse en temps de neige, l'emploi des chiens lévriers, ou aux arrêtés concernant la destruction des oiseaux ou de toute espèce de gibier ainsi que celle des animaux nuisibles et malfaisants, ou encore aux arrêtés autorisant la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement ;

4° Ceux qui, en temps de fermeture, auront sans droit enlevé des nids, pris ou détruit, colporté ou mis en vente, vendu ou acheté, transporté ou exporté les œufs ou les couvées de perdrix, faisans, cailles et de tous oiseaux, ainsi que les portées ou petits de tous animaux qui n'auraient pas été déclarés nuisibles par les arrêtés du ministre de l'agriculture ;

5° Les fermiers de la chasse, soit dans les bois soumis au régime forestier, soit sur les propriétés dont la chasse est louée au profit des communes ou établissements publics, qui auront contrevenu aux clauses et conditions de leurs cahiers des charges, relatives à la chasse ;

6° Ceux qui, en temps d'ouverture, auront transporté sans autorisation du gibier vivant ;

7° Les chasseurs et les personnes les accompagnant qui se seront opposés à la visite de leurs carniers, sacs ou poches à gibier.

C.R. ART. 375. — Celui qui aura chassé sur le terrain d'autrui sans son consentement, si ce terrain est attenant à une maison habitée ou servant à l'habitation, et s'il est entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, sera puni d'une amende de 180 F à 1.080 F et pourra l'être d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

Si le délit a été commis pendant la nuit, le délinquant sera puni d'une amende de 360 F à 3.600 F et pourra l'être d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice, dans l'un et l'autre cas, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par le Code pénal.

C.R. ART. 376. — Seront punis d'une amende de 360 fr. à 1.800 fr. et pourront, en outre, l'être d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° « Ceux qui auront chassé en temps prohibé ou dans les réserves de chasse approuvées par le ministre de l'agriculture ou établies en application des dispositions de l'article 373-1 » ;

2° Ceux qui auront chassé pendant la nuit ou à l'aide d'engins et instruments prohibés, ou par d'autres moyens que ceux qui sont autorisés par les articles 373 et 393 ;

3° Ceux qui seront détenteurs ou ceux qui seront trouvés munis ou porteurs, hors de leur domicile, de filets, engins ou autres instruments de chasse prohibés ;

4° Ceux qui, en temps où la chasse est prohibée, auront mis en vente, vendu, acheté, transporté ou colporté du gibier,

ou ceux qui, en toute saison, auront mis en vente, vendu, transporté, colporté ou même acheté sciemment du gibier tué à l'aide d'engins ou d'instruments prohibés ;

5° Ceux qui auront employé des drogues ou appâts qui sont de nature à enivrer le gibier ou à le détruire ;

6° Ceux qui auront chassé avec appeaux, appelants ou chanterelles.

Les peines déterminées par le présent article pourront être portées au double contre ceux qui auront chassé pendant la nuit, sur le terrain d'autrui, et par l'un des moyens spécifiés au n° 2, si les chasseurs étaient munis d'une arme apparente ou cachée.

Les peines déterminées par l'article 374 et par le présent article seront toujours portées au maximum lorsque les délits auront été commis par les gardes champêtres ou forestiers des communes, par les gardes forestiers des établissements publics ainsi que par les chefs de district et agents techniques des eaux et forêts.

C.R. ART. 377. — Les peines déterminées par les trois articles qui précèdent pourront être portées au double si le délinquant était en état de récidive ou s'il était déguisé ou masqué, s'il a pris un faux nom, s'il a usé de violence envers les personnes, s'il a fait des menaces, s'il a fait usage d'un avion, d'une automobile ou de tout autre véhicule pour se rendre sur le lieu du délit ou pour s'en éloigner, sans préjudice, s'il y a lieu, de plus fortes peines peuvent être prononcées par la loi.

« Dans les cas prévus à l'alinéa précédent, la peine encourue par ceux qui auront chassé le grand gibier en contravention des prescriptions du plan de chasse pourra être portée au double de la peine contraventionnelle prévue contre ceux qui ont commis cette infraction sans récidive ni circonstance aggravante. »

Lorsqu'il y aura récidive, dans les cas prévus en l'article 374 la peine d'emprisonnement de six jours à trois mois pourra être appliquée si le délinquant n'a pas satisfait aux condamnations précédentes.

« Dans les cas prévus au premier alinéa ci-dessus, la peine encourue par ceux qui auront contrevenu à une interdiction prise en application de l'article 371-1 sera portée au double de

la peine contraventionnelle prévue contre ceux qui auront commis cette infraction sans récidive ni circonstance aggravante. »

C.R. ART. 378. — Il y a récidive lorsque, dans les douze mois qui ont précédé l'infraction, le délinquant a été condamné en vertu du présent titre.

C.R. ART. 379. — Tout jugement de condamnation prononcera, sous telle contrainte qu'il fixera, la confiscation des filets, engins et autres instruments de chasse, ainsi que des avions, automobiles ou autres véhicules utilisés par les délinquants. Il ordonnera, en outre, s'il y a lieu, la destruction des instruments de chasse prohibés.

Il prononcera également la confiscation des armes, excepté dans le cas où le délit aura été commis par un individu muni d'un permis de chasse, dans le temps où la chasse est autorisée.

Si les armes, filets, engins, instruments de chasse ou moyens de transport n'ont pas été saisis, le délinquant sera condamné à les représenter ou à en payer la valeur, suivant la fixation qui sera faite par le jugement, sans qu'elle puisse être au-dessous de 2 fr.

Les objets énumérés à l'alinéa précédent, abandonnés par les délinquants restés inconnus, seront saisis et déposés au greffe du tribunal compétent. La confiscation et, s'il y a lieu, la destruction en seront ordonnées, sur le vu du procès-verbal.

Dans tous les cas, la quotité des dommages-intérêts est laissée à l'appréciation des tribunaux.

Outre l'amende prévue à l'article 374, 1°, ceux qui auront chassé sans permis valable seront condamnés à payer une somme égale au prix du permis de chasse général.

Le recouvrement du montant de cette condamnation, non sujette aux décimes, sera poursuivi nonobstant l'application du sursis prévu par la loi du 26 mars 1891.

La portion du prix du permis que la loi attribue aux communes sera versée à la commune sur le territoire de laquelle le délit aura été constaté.

Les dispositions ci-dessus seront également applicables à ceux qui auront chassé en temps prohibé, sans préjudice de l'amende prévue par l'article 376, 1°.

C.R. ART. 380. — En cas de conviction de plusieurs délits prévus par le présent titre, par le Code pénal ordinaire ou par les lois spéciales, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Les peines encourues pour des faits postérieurs à la déclaration du procès-verbal de contravention pourront être cumulées, s'il y a lieu, sans préjudice des peines de la récidive.

C.R. ART. 381. — En cas de condamnation pour délits prévus par le présent titre, les tribunaux pourront priver le délinquant du droit d'obtenir un permis de chasse, pour un temps qui n'excèdera pas cinq ans.

C.R. ART. 382. — Une gratification de 1 fr. par condamnation, à due concurrence de l'amende prononcée et recouvrée, est accordée aux gardes et gendarmes verbalisateurs constatant les délits prévus au présent titre.

C.R. ART. 383. — Les délits prévus par le présent titre seront prouvés soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défaut de rapports et procès-verbaux, ou à leur appui.

C.R. ART. 384. — Le Gouvernement exerce la surveillance et la police de la chasse dans l'intérêt général.

Le ministre de l'Agriculture peut commissionner des gardes particuliers appartenant aux brigades mobiles de répression du braconnage des associations cynégétiques ou fédérations de sociétés de chasse, pour exercer, sauf opposition des propriétaires en ce qui concerne leurs terrains, les fonctions d'agents techniques des eaux et forêts chargés spécialement de la police de la chasse, dans l'étendue des arrondissements pour lesquels ils sont assermentés.

C.R. ART. 385. — Les procès-verbaux des maires et adjoints, commissaires de police, officiers, maréchaux des logis ou brigadiers de gendarmerie, gendarmes, agents techniques des eaux et forêts, gardes-pêche, gardes champêtres ou gardes assermentés des particuliers, lieutenants de louveterie assermentés devant le tribunal ou l'un des tribunaux de l'arrondissement de leur circonscription, font foi jusqu'à preuve contraire.

A l'égard des agents techniques des eaux et forêts, cette disposition s'applique en quelque lieu que les infractions soient

commises dans les arrondissements des tribunaux près desquels ils sont assermentés.

C.R. ART. 386. — Le procès-verbaux des agents des contributions indirectes font également foi jusqu'à preuve contraire, lorsque, dans la limite de leurs attributions respectives, ces agents recherchent et constatent les délits prévus par l'alinéa 1^{er} de l'article 372.

C.R. ART. 387. — Dans les vingt-quatre heures du délit, les procès-verbaux des gardes seront, à peine de nullité, affirmés par les rédacteurs devant le juge du tribunal d'instance ou l'un de ses suppléants, ou devant le maire ou l'adjoint soit de la commune de leur résidence, soit de celle où le délit aura été commis. Ce délai est porté à trois jours dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

« Les gardes particuliers des fédérations départementales des chasseurs, commissionnés en qualité d'agents techniques des eaux et forêts chargés spécialement de la police de la chasse, sont dispensés d'affirmer les procès-verbaux qu'ils ont eux-mêmes rédigés et signés. »

C.R. ART. 388. — Les délinquants ne pourront être saisis ni désarmés ; néanmoins, s'ils sont déguisés ou masqués, s'ils refusent de faire connaître leurs noms, ou s'ils n'ont pas de domicile connu, ils seront conduits immédiatement devant le maire ou le juge du tribunal d'instance, lequel s'assurera de leur individualité.

C.R. ART. 389. — Tous les délits prévus par le présent titre seront poursuivis d'office par le ministère public, sans préjudice du droit conféré aux parties lésées par l'article 182 du Code d'instruction criminelle.

Néanmoins, dans le cas de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, la poursuite d'office ne pourra être exercée par le ministère public, sans une plainte de la partie intéressée, qu'autant que le délit aura été commis dans un terrain clos, suivant les termes de l'article 366, et attendant à une habitation, ou sur des terres non encore dépouillées de leurs fruits.

C.R. ART. 390. — Ceux qui auront commis conjointement les délits de chasse seront condamnés solidairement aux amendes, dommages-intérêts et frais.

C.R. ART. 391. — Le père, la mère, le tuteur, les maîtres et commettants, sont civilement responsables des délits de chasse commis par leurs enfants mineurs non mariés, pupilles demeurant avec eux, domestiques ou préposés, sauf tout recours de droit.

Cette responsabilité est réglée conformément à l'article 1384 du Code civil, et ne s'appliquera qu'aux dommages-intérêts et frais, sans pouvoir toutefois donner lieu à la contrainte par corps.

C.R. ART. 392. — La procédure de l'amende de composition ne s'applique pas aux contraventions prévues au présent titre.

CHAPITRE III

GROUPEMENT DE CHASSEURS

C.R. ART. 396. — Nul ne peut obtenir la délivrance ou le renouvellement d'un permis de chasse s'il n'est membre d'une fédération départementale des chasseurs dont les statuts doivent être conformes au modèle de statuts adoptés par le ministre de l'agriculture.

Ces fédérations départementales des chasseurs ont pour objet la répression du braconnage, la constitution et l'aménagement des réserves de chasse, la protection et la reproduction du gibier. Il ne peut exister qu'une fédération départementale des chasseurs par département.

Les présidents des fédérations départementales des chasseurs sont nommés pour trois ans par le ministre de l'Agriculture. Ils sont remplacés dans les mêmes formes en cas de démission, décès ou révocation prononcée par le ministre de l'Agriculture. (Sur le statut des fédérations départementales, V. Arr. 26 juin 1963, B.L.D. 1963, 381 : *J.O.* 14 juillet.)

C.R. ART. 397. — Il est institué auprès du ministre de l'Agriculture un comité central des fédérations départementales des chasseurs dénommé conseil supérieur de la chasse et qui comprend quatorze membres, savoir :

- Le directeur général des Eaux et Forêts, président ;
- Trois ingénieurs des eaux et forêts ;
- Sept personnalités appartenant aux milieux cynégétiques ;
- Un représentant du garde des sceaux, ministre de la Justice ;
- Un représentant du ministre de l'Intérieur ;
- Un représentant du ministre des Finances.

Les membres du conseil supérieur de la chasse sont nommés par arrêté du ministre de l'Agriculture.

Le conseil supérieur de la chasse met au point, avec le concours du service central de la chasse formé d'ingénieurs des eaux et forêts spécialistes des questions cynégétiques, tous les textes relatifs à la réglementation de la chasse qui doivent être soumis à la signature du ministre de l'Agriculture. Il étudie tous les projets d'amélioration de la chasse, organise les recherches scientifiques concernant le gibier, en assure le financement et contribue aux dépenses de repeuplement des chasses. Il coordonne l'activité des fédérations départementales des chasseurs.

Le conseil supérieur de la chasse est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

C.R. ART. 398. — (Décr. n° 61-1198 du 4 nov. 1961.) « Sur le produit de la cotisation versée dans un département, conformément à l'article 968 du Code général des impôts, une somme de 4 F 20 est affectée au conseil supérieur de la chasse à raison de 1 F 20 pour son fonctionnement et de 3 F exclusivement pour le soutien de l'activité de certaines fédérations départementales des chasseurs, le surplus étant employé par le conseil supérieur de la chasse en subvention à la fédération des chasseurs du département qui en affectera obligatoirement au moins la moitié à l'entretien d'une ou plusieurs brigades chargées de la police de la chasse. »

Toutefois, le conseil supérieur de la chasse peut suspendre temporairement le versement de tout ou partie de cette subvention par une décision motivée, approuvée par le ministre de l'Agriculture.

Le budget des fédérations départementales est, avant d'être exécuté, soumis à l'ingénieur des eaux et forêts chargé du contrôle technique et financier. Il a notamment le droit d'y inscrire les dépenses obligatoires résultant de la disposition ci-dessus. La gestion d'office de ce budget peut, en outre, lui être confiée le cas échéant.

C.R. ART. 399. — Alinéas 1 et 2 abrogés par Décr. n° 57-578 du 10 mai 1957 - V. ce décret, Appendice IX, Chasse louveterie.

Les dépenses de fonctionnement des conseils régionaux de la chasse sont couvertes à l'aide des ressources dont dispose le conseil supérieur de la chasse.

Les conseils régionaux de la chasse donnent leur avis sur toutes les questions ayant trait à l'organisation et à l'amélioration de la chasse, ainsi que sur la réglementation de la chasse

à établir dans leurs régions respectives ; leurs propositions sont transmises au conseil supérieur de la chasse.

C.R. ART. 400. — Le conseil supérieur de la chasse, les conseils régionaux de la chasse et les fédérations départementales des chasseurs sont soumis au contrôle financier institué par le décret du 25 octobre 1935.

Loi du 10 juillet 1964

relative à l'organisation des associations
communales et intercommunales de chasse agréées

ART. PREMIER. — Les associations communales ou intercommunales de chasse agréées ont pour but de favoriser sur leur territoire le développement du gibier et la destruction des animaux nuisibles, la répression du braconnage, l'éducation cynégétique de leurs membres dans le respect des propriétés et des récoltes et, en général, d'assurer une meilleure organisation technique de la chasse pour permettre aux chasseurs un meilleur exercice de ce sport.

Ces associations sont constituées conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901. L'agrément leur est donné par les préfets.

ART. 2. — La liste des départements où devront être créées des associations communales de chasse sera arrêtée par le ministre de l'Agriculture sur proposition des préfets après avis conforme des conseils généraux, les chambres d'agriculture et les fédérations départementales des chasseurs ayant été consultées.

Dans les autres départements, la liste des communes où sera créée une association de chasse sera arrêtée par le préfet sur demande justifiant l'accord amiable de 60 p. 100 des propriétaires représentant 60 p. 100 de la superficie du territoire de la commune, cet accord étant valable pour une période d'au moins six années. Dans le calcul de cette proportion ne seront pas compris les territoires déjà aménagés au 1^{er} septembre 1963 supérieurs aux superficies déterminées au troisième alinéa de l'article 3 ci-après.

ART. 3. — Dans les communes où doit être créée une association communale de chasse, une enquête, à la diligence du

préfet, déterminera les terrains soumis à l'action de l'association communale de chasse par apport des propriétaires ou détenteurs de droits de chasse .

A la demande de l'association communale, ces apports sont réputés réalisés de plein droit pour une période renouvelable de six ans si, dans le délai de trois mois qui suit l'annonce de la constitution de l'association communale par affichage en mairie et par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à tout propriétaire ou détenteur de droits de chasse remplissant les conditions prévues au troisième alinéa, les propriétaires ou détenteurs de droits de chasse n'ont pas fait connaître à la mairie de la commune, par lettre recommandée avec accusé de réception, leur opposition justifiée à l'apport de leur territoire de chasse.

Pour être recevable, l'opposition des propriétaires ou détenteurs de droits de chasse doit porter sur des terrains d'un seul tenant et d'une superficie minimum de vingt hectares. Ce minimum est abaissé, pour la chasse au gibier d'eau, à trois hectares pour les marais non asséchés et à un hectare pour les étangs, s'ils sont isolés ; cette superficie est réduite à cinquante ares pour les étangs dans lesquels, au 1^{er} septembre 1963, existaient des installations fixes, huttes et gabions. Ce minimum est également réduit à un hectare sur les terrains où existaient, au 1^{er} septembre 1963, des postes fixes destinés à la chasse aux colombidés. Il est porté à cent hectares pour les terrains situés en montagne au-dessus de la limite de la végétation forestière. Des arrêtés pris, par département, dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 2 pourront augmenter les superficies minimales ainsi définies. Les augmentations ne pourront excéder le double des minima fixés.

Dans les chasses organisées (sociétés communales, chasses privées...) le droit de chasse dans les enclaves de superficie inférieure aux minima fixées à l'alinéa précédent doit être obligatoirement cédé à la fédération départementale des chasseurs, qui devra, par voie d'échange, d'accord ou de location, le céder au détenteur du droit de chasse sur le territoire duquel sont comprises ces enclaves ou le mettre en réserve.

Le propriétaire ou le détenteur de droits de chasse ayant formé opposition est tenu de payer les impôts et taxes pouvant être dus sur les chasses gardées, d'assurer la garderie de son

terrain, d'y procéder à la destruction des nuisibles et à la signalisation, en le limitant par des pancartes. Les fédérations départementales sont tenues, sur la demande des propriétaires, d'en assurer le gardiennage.

L'association communale est constituée sur les terrains autres que ceux :

Situés dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ;

Entourés d'une clôture telle que définie par l'article 366 du Code rural ;

Ayant fait l'objet de l'opposition des propriétaires ou détenteurs de droits de chasse sur des superficies d'un seul tenant supérieures aux superficies minimales visées au troisième alinéa du présent article ;

Faisant partie du domaine public de l'Etat, des départements et des communes, des forêts domaniales ou des emprises de la Société nationale des Chemins de Fer français.

Toutefois, dans les forêts domaniales et par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, certains terrains peuvent, par décision de l'autorité compétente, être amodiés à l'association communale ou intercommunale. Les autres terrains faisant partie du domaine privé de l'Etat peuvent, par décision de l'autorité compétente, être exclus, quelle que soit leur superficie, du champ d'application de la présente loi.

Il ne peut y avoir qu'une association communale agréée par commune. Cette association pourra inclure dans sa zone, à la demande des propriétaires ou tenants du droit de chasse, les territoires dépendant de propriétés limitrophes, sous réserve que ces surfaces n'empiètent pas sur la société voisine de plus d'un dixième de son étendue.

ART. 4. — Les statuts de chaque association doivent prévoir l'admission dans celle-ci des titulaires du permis de chasse :

Soit domiciliés dans la commune ou y ayant une résidence pour laquelle ils figurent, l'année de leur admission, pour la quatrième année sans interruption au rôle d'une des quatre contributions directes ;

Soit propriétaires ou détenteurs de droits de chasse ayant fait apport de leurs droits de chasse ainsi que de leurs conjoints, ascendants et descendants :

Soit preneurs d'un bien rural lorsque le propriétaire a fait apport de son droit de chasse.

Ils doivent prévoir également le nombre minimum de leurs adhérents et l'admission d'un pourcentage minimum de chasseurs ne rentrant dans aucune des catégories définies ci-dessus.

Le propriétaire non chasseur est de droit et gratuitement membre de l'association, sans être tenu à l'éventuelle couverture du déficit de l'association.

La qualité de membre d'une association communale de chasse confère le droit de chasser sur l'ensemble du territoire de chasse de l'association, conformément à son règlement.

ART. 5. — Les associations communales de chasse agréées peuvent constituer une ou plusieurs associations intercommunales de chasse agréées dans des conditions qui seront fixées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 10 ci-dessous.

ART. 6. — Les associations communales devront être constituées dans un délai d'un an à partir de la publication des arrêtés ministériels ou préfectoraux établissant ou complétant la liste des départements ou des communes visés à l'article 2.

A l'expiration du même délai, aucune société ou association de chasse actuellement existante ne pourra prétendre, à défaut de son agrément par le préfet au bénéfice de la présente loi, ni à l'appellation d'association communale de chasse agréée.

ART. 7. — Les associations communales et intercommunales de chasse agréées sont tenues de constituer une ou plusieurs réserves de chasses communales ou intercommunales, conformément aux dispositions de la loi n° 56-236 du 7 mars 1956.

La superficie minimale des réserves sera d'un dixième de la superficie totale du territoire de l'association.

ART. 8. — L'apport de ses droits de chasse par le propriétaire ou le détenteur de droits de chasses entraîne l'extinction de tous autres droits de chasser, sauf clause contraire passée entre les parties.

Cet apport donne lieu à indemnité, à charge de l'association si le propriétaire subit une perte de recettes provenant de la privation de revenus antérieurs. Le montant de cette réparation sera fixé par le tribunal compétent, de même que celle due par l'association au détenteur du droit de chasse qui a apporté des améliorations sur le territoire dont il a la jouissance cynégétique.

Le propriétaire ou le détenteur de droits de chasse, d'un terrain d'une étendue supérieure aux superficies minimales visées au troisième alinéa de l'article 3 ci-dessus qui désirerait se retirer de l'association ne pourra le faire qu'à l'expiration de chaque période de six ans, avec un préavis de deux ans. L'association pourra, dans ce cas, lui réclamer une indemnité qui sera fixée par le tribunal compétent et qui correspondra à la valeur des améliorations apportées par celle-ci.

Une loi fixera les moyens de financement des associations communales. Des avantages spéciaux seront prévus pour les associations intercommunales.

Les associations communales ou intercommunales de chasse sont exonérées de tous droits de taxes pouvant être perçues sur les chasses gardées.

ART. 9. — La présente loi n'est pas applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

ART. 10. — Un règlement d'administration publique fixera les modalités d'application de la présente loi.

Toutes dispositions contraires sont abrogées.

CHAPITRE IV

DESTRUCTION ET CHASSE DES ANIMAUX NUISIBLES CHASSE-LOUVETERIE

1. — Généralités

C.R. ART. 393. — Le ministre de l'agriculture, assisté du conseil supérieur de la chasse, prend des arrêtés pour déterminer les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier peut, en tout temps, détruire sur ses terres et les conditions de l'exercice de ce droit, sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou au fermier de repousser ou de détruire, même avec des armes à feu, mais à l'exclusion du collet et de la fosse, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés.

C.R. ART. 394. — Sans préjudice des dispositions de l'article 90, 9°, de la loi municipale du 5 avril 1884, modifié par la loi du 2 avril 1946 (Code de l'administration communale, art. 75), il est fait chaque fois qu'il est nécessaire, sur l'ordre du préfet, après avis de l'ingénieur des eaux et forêts, des chasses et battues générales ou particulières aux loups, renards, blaireaux et aux autres animaux nuisibles.

(L. n° 60-792 du 2 août 1960) « Toutefois, dans les communes situées à proximité des massifs forestiers où les cultures sont menacées périodiquement de destruction par les sangliers et dont la liste est établie par arrêté préfectoral, le préfet peut déléguer ses pouvoirs aux maires des communes intéressées. Les battues seront organisées sous le contrôle et la responsabilité techniques des lieutenants de louveterie. »

C.R. ART. 395. — Il en est de même pour le lapin de garenne dans les départements ou parties de département où il est déclaré gravement nuisible par des arrêtés préfectoraux

pris sur avis du conservateur des eaux et forêts, le conseil général entendu.

Le préfet ordonne d'office les battues ou autres mesures nécessaires après avoir mis en demeure les propriétaires ou les détenteurs du droit de chasse d'opérer eux-mêmes les destructions pendant le temps qui leur est fixé. Il détermine les conditions auxquelles est soumise l'exécution de ces mesures dont la direction et la surveillance sont confiées au lieutenant de l'ouvèterie.

Il est prélevé, en faveur de l'hospice ou, à défaut, en faveur du bureau de bienfaisance de la commune où est exécutée la mesure exceptionnelle de destruction, au moins la moitié des lapins tués.

La mise en demeure ci-dessus prescrite a lieu par lettre recommandée et ne fait pas obstacle, si elle reçoit satisfaction, à des mises en demeure ultérieures pour le cas où, malgré la destruction, il est reconnu que le lapin de garenne est encore surabondant.

Destruction des Rapaces.

Le problème de la protection des rapaces n'a pas échappé aux Services du Ministère de l'Agriculture, précisément pour les motifs avancés par l'honorable parlementaire, d'une nécessaire révision des appréciations portées sur la nocivité des rapaces et d'une crainte justifiée de la disparition de certaines espèces. C'est ainsi qu'un arrêté, en date du 27 novembre 1964, pris à l'échelon national, vient d'interdire la chasse des aigles, des pygargues, du balbuzard fluviatile et du grand duc. Comme les mêmes espèces ont été, par une révision complémentaire des arrêtés permanents réglementant la police de la chasse dans chaque département, rayés de la liste des animaux nuisibles dont la destruction pouvait être pratiquée en dehors des périodes d'ouverture de la chasse, la protection desdites espèces, ainsi que celle du gypaète barbu et du circaète Jean le Banc, se trouve ainsi assurée toute l'année. Il est rappelé, à cet égard, que si les arrêtés réglementaires permanents sont pris pour chaque département en fonction de sa situation propre, les décisions n'en ressortissent pas moins au seul Ministre de l'Agriculture qui assure ainsi les coordinations et les synthèses nécessaires. En ce qui concerne le piège à poteau, des mesures,

tendant à son interdiction, ont été soumises au Parlement sous forme d'une proposition de loi. En attendant que les Assemblées se soient prononcées sur les mesures ainsi envisagées, il n'apparaît pas opportun d'apporter une modification à la réglementation actuelle.

(Réponse J.O., Débats, 16 janvier 1965).

2. — Arrêté du 19 pluviôse an V

Le Directoire exécutif, sur le rapport du ministre des finances, considérant que son arrêté du 28 vendémiaire dernier, portant défense de chasser dans les forêts nationales, ne doit mettre aucun obstacle à l'exécution des règlements qui concernent la destruction des loups et autres animaux voraces ;

— Que l'ordonnance de janvier 1583, article 19, enjoint aux agents forestiers de rassembler un homme par feu de leur arrondissement, avec armes et chiens propres à la chasse aux loups, trois fois l'année, aux temps les plus commodes ;

— Que celles de 1600 et de 1601, ainsi que les arrêts du ci-devant Conseil, des 6 février 1697 et 14 janvier 1698, leur enjoignent de contraindre les sergents louvetiers à chasser aux loups, renards et autres animaux nuisibles, et de veiller à ce que cette chasse soit faite de trois mois en trois mois, ou plus souvent, suivant qu'il en sera besoin, par ceux qui avaient le droit exclusif de chasse dans leurs terres ; — Arrête ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté du 28 vendémiaire dernier relatif à la prohibition de chasser dans les forêts nationales, continuera d'être exécuté.

ART. 2. — V. C. rur., art. 394.

ART. 3. — Les chasses et battues seront ordonnées par les administrations centrales des départements, de concert avec les agents forestiers de leur arrondissement, sur la demande de ces derniers et sur celle des administrations municipales de canton.

ART. 4. — Les battues ordonnées seront exécutées sous la direction et la surveillance des agents forestiers, qui régleront,

de concert avec les administrations municipales de canton, les jours où elles se feront, et le nombre d'hommes qui y seront appelés.

ART. 5. — Les corps administratifs sont autorisés à permettre aux particuliers de leur arrondissement qui ont des équipages et autres moyens pour ces chasses, de s'y livrer sous l'inspection et la surveillance des agents forestiers.

ART. 6. — Il sera dressé procès-verbal de chaque battue, du nombre et de l'espèce des animaux qui auront été détruits : un extrait en sera envoyé au ministre des finances.

ART. 7. — Il lui sera également envoyé un état des animaux détruits par les chasses particulières mentionnées en l'article 5, et même par les pièges tendus dans les campagnes par les habitants ; à l'effet d'être pourvu, s'il y a lieu, sur son rapport, au paiement des récompenses promises par l'article 20, section 4, du Code rural, et le décret du 11 ventôse, an III.

ART. 8. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera envoyé aux administrations centrales des départements.

3. — Ordonnance du 15 août 1814

sur les attributions du grand veneur

ARTICLE PREMIER. — La surveillance et la police des chasses dans les forêts de l'Etat sont dans les attributions du grand veneur.

ART. 2. — La louveterie fait partie des mêmes attributions.

ART. 3. — Les conservateurs, les inspecteurs et les gardes forestiers recevront les ordres du grand veneur pour tout ce qui a rapport aux chasses et à la louveterie.

4. — Ordonnance du 20 août 1814

portant règlement relativement aux chasses dans les forêts
et bois des domaines de l'Etat

ARTICLE PREMIER. — Tout ce qui a rapport à la police des chasses est dans les attributions du grand veneur, conformément à l'ordonnance du roi, en date du 15 août 1814.

ART. 2. — Le grand veneur donne des ordres aux conservateurs forestiers, pour tous les objets relatifs aux chasses ; il en prévient, en même temps, l'administration générale des forêts.

ART. 3. — Il est défendu, à qui que ce soit, de prendre ou de tuer, dans les forêts et bois royaux, les cerfs et les biches.

ART. 4. — Les conservateurs, inspecteurs, sous-inspecteurs et gardes forestiers sont également chargés de la conservation des chasses, sous les ordres du grand veneur, sans que ce service puisse les détourner de leurs fonctions de conservateurs des bois et forêts de l'Etat. Tout ce qui a rapport à l'administration de ces bois et forêts reste sous la surveillance directe de l'administration forestière, et dans les attributions du ministre des finances.

ART. 5. — Les conservateurs et inspecteurs forestiers veilleront à ce que les lois et les règlements sur la police des chasses, et notamment le décret du 30 avril 1790, soient ponctuellement exécutés. Ceux qui chasseront sans permission seront poursuivis conformément aux dispositions de ce décret.

5. — **Ordonnance du 20 août 1814**

portant règlement sur l'organisation de la louveterie

ARTICLE PREMIER. — La louveterie est dans les attributions du grand veneur.

ART. 2. — Le grand veneur donne des commissions honorifiques de lieutenant de louveterie, dont il détermine les fonctions et le nombre par conservation forestière et par département, dans la proportion des bois qui s'y trouvent et des loups qui les fréquentent. — V. Ord. 15 août 1814, art. 2 ; 14 sept. 1830, art. 1^{er}.

ART. 3. — (Décr. 23 déc. 1939, art. 1^{er}) : « Ces commissions sont accordées pour trois ans. Toutefois, en cas de vacance d'un poste par suite de révocation, de démission ou de toute autre cause, un nouveau titulaire ne peut être nommé que pour le temps qui reste à courir jusqu'à la date d'expiration des fonctions qui avaient été confiées à son prédécesseur ».

ART. 4. — Les dispositions qui peuvent être faites par suite des différents arrêtés concernant les animaux nuisibles appartiennent à ses attributions.

ART. 5. — Les lieutenants de louveterie reçoivent les instructions et les ordres du grand veneur pour tout ce qui concerne la chasse des loups.

ART. 6. — Ils sont tenus d'entretenir, à leurs frais, un équipage de chasse, composé au moins d'un piqueur, deux valets de limiers, un valet de chiens, dix chiens courants et quatre limiers.

ART. 7. — Ils sont tenus de se procurer les pièges nécessaires pour la destruction des loups, renards et autres animaux nuisibles, dans la proportion des besoins.

ART. 8. — Dans les endroits que fréquentent les loups, le travail principal de leur équipage doit être de les détourner, d'entourer les enceintes avec les gardes forestiers et de les faire tirer au lancé ; on découple, si cela est jugé nécessaire, car on ne peut jamais penser à détruire les loups en les forçant. Au surplus, ils doivent présenter toutes leurs idées pour parvenir à la destruction de ces animaux.

ART. 9. — Dans le temps où la chasse à courre n'est plus permise, ils doivent particulièrement s'occuper à faire tendre des pièges, avec les précautions d'usage, faire détourner les loups, et, après avoir entouré les enceintes de gardes, les attaquer à traits de limiers sans se servir de l'équipage, qu'il est défendu de découpler ; enfin, faire rechercher avec grand soin les portées de louves.

ART. 10. — Ils feront connaître ceux qui auront découvert des portées de louveteaux. Il sera accordé par chaque louveteau une gratification, qui sera double si l'on parvient à tuer la louve.

ART. 11. — Quand les lieutenants de la louveterie ou les conservateurs des forêts jugeront qu'il sera utile de faire des battues, ils en feront la demande au préfet, qui pourra lui-même provoquer cette mesure. Ces chasses seront alors ordonnées par le préfet, commandées et dirigées par les lieutenants de louveterie qui, de concert avec lui et le conservateur, fixe-

ront le jour, détermineront les lieux et le nombre d'hommes : le préfet en prévendra le ministre de l'intérieur et le grand veneur.

ART. 12. — Tous les habitants sont invités à tuer les loups sur leurs propriétés. Ils en enverront les certificats aux lieutenants de louveterie de la conservation forestière, lesquels les feront passer au grand veneur, qui en fera un rapport au ministre de l'intérieur à l'effet de faire accorder des récompenses.

ART. 13. — Les lieutenants de louveterie feront connaître journallement les loups tués dans leur arrondissement, et, tous les ans, enverront un état général des prises.

ART. 14. — Tous les trois mois, ils feront parvenir au grand veneur un état des loups présumés fréquenter les forêts soumises à leur surveillance.

ART. 15. — Les préfets sont invités à envoyer les mêmes états, d'après les renseignements particuliers qu'ils pourraient avoir.

ART. 16. — Attendu que la chasse du loup, qui doit occuper principalement les lieutenants de louveterie, ne fournit pas toujours l'occasion de tenir les chiens en haleine, ils ont le droit de chasser à courre, deux fois par mois, dans les forêts de l'Etat faisant partie de leur arrondissement, le chevreuil-brocard, le sanglier ou le lièvre, suivant les localités. Sont exceptés les forêts ou les bois du domaine de l'Etat de leur arrondissement, dont la chasse est particulièrement donnée par le roi aux princes ou à toute autre personne.

ART. 17. — Il leur est expressément défendu de tirer sur le chevreuil et le lièvre ; le sanglier est excepté dans cette disposition, dans le cas seulement où il tiendrait aux chiens.

ART. 18. — Ils seront tenus de faire connaître, chaque mois, le nombre des animaux qu'ils auront forcés.

ART. 19. — Les commissions de lieutenants de louveterie seront renouvelées tous les ans ; elles seront retirées dans le cas où les lieutenants n'auraient pas justifié de la destruction des loups.

ART. 20. — Tous les ans, au 1^{er} mai, il sera fait sur le nombre des loups tués dans l'année un rapport général qui sera mis sous les yeux du roi.

6. — Ordonnance du 14 septembre 1830

qui attribue à l'Administration des Forêts la police de la chasse dans les forêts de l'Etat, et supprime les fonctions de grand veneur

ARTICLE PREMIER. — Provisoirement, et jusqu'à ce que des mesures définitives aient pu être adoptées, la surveillance et la police de la chasse dans les forêts de l'Etat sont confiées à l'administration des forêts, laquelle remplira à cet égard les fonctions attribuées au grand veneur.

ART. 2. — Les dispositions du règlement du 20 août 1814, relatif aux chasses dans les forêts et bois du domaine de l'Etat, continueront à être exécutées en tout ce qui n'est pas contraire à la présente ordonnance.

7. — Décret du 20 mai 1903

portant règlement sur l'organisation de la gendarmerie

ART. 210. — La gendarmerie dresse procès-verbal contre tous individus trouvés en contravention aux lois et règlements sur la chasse et la pêche, conformément aux règles spéciales en vigueur à cet égard, et contre ceux qui commettent des délits forestiers.

Elle reçoit des préfets ou sous-préfets, au moyen d'états nominatifs, communication des listes de permis de chasse.

8. — Loi du 23 juillet 1907

assurant la destruction des corbeaux et des pies dans les contrées où le trop grand nombre de ces oiseaux occasionne des dommages aux ensemencements et aux récoltes.

ARTICLE PREMIER. — Après avoir pris l'avis du Conseil général, le préfet d'un département où des ravages seraient occa-

sionnés aux récoltes par des corbeaux ou des pies, aura le droit d'ordonner la destruction des nids de ces oiseaux nuisibles.

ART. 2. — Cette destruction sera faite par tout propriétaire, fermier, locataire, métayer, usufruitier ou usager des terrains où sont les arbres portant les nids et suivant les conditions imposées par la loi du 24 décembre 1888 concernant la destruction des insectes, des cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture.

ART. 3. — Dans chaque département, la destruction au fusil des pies et des corbeaux sera réglementée par le préfet, dans son arrêté sur la police de la chasse, après avis du conseil général.

9. — Loi du 16 août 1929

fixant les modes d'exploitation de la chasse
dans les forêts domaniales

ARTICLE UNIQUE. — La chasse dans les forêts domaniales sera exploitée au profit de l'Etat soit par voie d'adjudication publique, soit par concessions de licences à pris d'argent.

Un décret déterminera les règles qui assureront l'exécution de cette disposition. — V. Décr. 18 déc. 1929 (C.P. 1930-4-118 ; B.L.D. 1930-507).

(L. 13 août 1936, art. 20) : « Toutefois, il pourra être consenti une amodiation directe aux sociétés de chasse dans les conditions qui seront fixées par un décret rendu sur la proposition des ministres des finances et de l'agriculture ». — V. Décr. 9 juin 1937 (D.P. 1938-4-106 ; B.L.D. 1937-513).

10. — Loi du 20 août 1943

relative à la compétence des gardes-chasse
commissionnés au titre des eaux et forêts

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à une date qui sera fixée par décret, la compétence des gardes particuliers commissionnés, en application de l'article 22 de la loi du 3 mai 1844 (art. 384 C. Rur.), pour exercer les fonctions de gardes des eaux et forêts chargés spécialement de la police de la chasse, est étendue à la

recherche et à la constatation des délits et contraventions aux lois et règlements ayant pour but la protection des récoltes et des bois non soumis au régime forestier.

11. — Arrêté du 16 mars 1955

relatif à l'interdiction de la divagation des chiens

ARTICLE PREMIER. — Pour prévenir la destruction des oiseaux et de toutes espèces de gibier et pour favoriser leur repeuplement, il est interdit de laisser divaguer les chiens dans les terres cultivées ou non, les prés, les vignes, les vergers, les bois, ainsi que dans les marais et sur le bord des cours d'eau, étangs et lacs.

ART. 2. — Tout contrevenant au présent arrêté sera passible des peines de l'art. 11 de la loi du 3 mai 1844 (C. Rur. art. 374).

ART. 3. — L'arrêté ministériel du 19 février 1949 relatif à la divagation des chiens est abrogé.

ART. 4. — Les préfets, sous-préfets, conservateurs des eaux et forêts, commandants de gendarmerie, lieutenants de louveterie, commissaires de police, agents techniques et chefs de districts des eaux et forêts, gardes des fédérations départementales des chasseurs, gardes particuliers assermentés, gardes champêtres, gardes-pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans chaque commune par l'intermédiaire de l'autorité préfectorale et par les soins des maires.

Les maires prennent toutes les mesures propres à empêcher la divagation des chiens ; ils peuvent ordonner que les chiens soient tenus en laisse ou muselés. Ils prescrivent que les chiens errants et tous ceux qui seraient trouvés, sur la voie publique ou dans les champs, non munis d'un collier portant le nom et le domicile de leur maître seront conduits à la fourrière et abattus après un délai de quarante-huit heures, s'ils n'ont pas été réclamés et si le propriétaire reste inconnu.

Le délai est porté à huit jours francs pour les chiens avec collier ou portant la marque de leur maître.

Les propriétaires, fermiers ou métayers ont le droit de saisir ou de faire saisir par le garde champêtre ou tout autre agent de la force publique les chiens que leurs maîtres laissent divaguer dans les bois, les vignes ou les récoltes. Les chiens saisis sont conduits au lieu de dépôt désigné par l'autorité communale et si, dans les délais ci-dessus fixés, ces chiens n'ont point été réclamés et si les dommages et les autres frais ne sont point payés, ils peuvent être abattus sur l'ordre du maire.

CODE RURAL, ART. 213.

Pour prévenir la destruction des oiseaux ou pour favoriser leur repeuplement, les chats rencontrés à plus de 200 mètres des habitations seront considérés comme chats-harets et pourront être détruits dans les mêmes conditions que ces animaux lorsqu'ils auront été classés comme nuisibles dans les arrêtés réglementaires permanents relatifs à la police de la chasse.

(A.M., 7 novembre 1949.)

12. — **Décret du 10 mai 1957**

relatif aux régions cynégétiques

ARTICLE PREMIER. — Le territoire métropolitain est divisé en régions cynégétiques délimitées par arrêté du Ministre de l'Agriculture.

Les présidents des fédérations départementales de chasseurs de chacune de ces régions forment un conseil régional de la chasse.

ART. 2. — Les deux premiers alinéas de l'article 399 du Code rural sont abrogés.

13. — **Décret du 22 mai 1957**

portant codification des textes législatifs
concernant l'administration communale

ART. 75. — Le maire est chargé, sous le contrôle du conseil municipal et sous la surveillance de l'administration supé-

rieure : ... 9° De prendre sous le contrôle du conseil municipal, à défaut des propriétaires ou des détenteurs du droit de chasse, à ce dûment invités, toutes les mesures nécessaires à la destruction des animaux nuisibles désignés dans l'arrêté pris en vertu de l'article 393 du Code rural ainsi que des loups et sangliers remis sur le territoire ; de requérir, à l'effet de les détruire, les habitants avec armes et chiens propres à la chasse de ces animaux ; de surveiller et d'assurer l'exécution des mesures ci-dessus et d'en dresser procès-verbal.

14. — **Arrêté du 7 août 1959**

relatif aux reprises de gibier vivant en vue de repeuplement

ARTICLE PREMIER. — Les propriétaires ou les ayants droit, autorisés individuellement par les préfets, pourront capturer, même en temps prohibé, avec les engins et dans les conditions déterminées par lesdites autorisations, certaines espèces de gibier pour les conserver provisoirement et les relâcher ensuite dans un but de repeuplement.

CHAPITRE V

OUVERTURE DE LA CHASSE

Arrêté du 5 avril 1962

relatif aux dates d'ouverture de la chasse

ARTICLE PREMIER. — Sauf dans les réserves approuvées par le ministre de l'agriculture où la chasse est interdite en tous temps et sous réserve des dispositions des articles ci-après, les dates d'ouvertures annuelles de la chasse sont fixées conformément au tableau ci-après :

I. — CHASSE A TIR

Gibier ordinaire

a) Tous gibiers sauf faisan, gibier d'eau, grand gibier et gibiers de montagne :

Le troisième dimanche d'août, à 6 heures, dans le département de la Corse.

Le dernier dimanche d'août, à 6 heures, dans les départements de :

Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Ariège, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Charente, Charente-Maritime, Drôme, Gard, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Landes, Lot-et-Garonne, Lozère, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse.

Le dimanche le plus proche du 7 septembre, à 7 heures, dans les départements de :

Ain, Aisne, Allier, Ardennes, Aube, Territoire de Belfort, Calvados, Cantal, Cher, Corrèze, Côte-d'Or, Creuse, Dordogne, Doubs, Eure, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loir, Isère, Jura,

Loir-et-Cher, Loire, Haute-Loire, Loiret, Lot, Maine-et-Loire, Marne, Haute-Marne, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nièvre, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Rhône, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Sarthe, Savoie, Haute-Savoie, Seine, Seine-Maritime, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres, Somme, Vendée, Vienne, Haute-Vienne, Vosges, Yonne.

Le troisième dimanche de septembre, à 8 heures, dans les départements de :

Côtes-du-Nord, Finistère, Ile-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Manche, Morbihan.

b) Faisan, quinze jours au moins après la date de l'ouverture de la chasse de la perdrix, dans tous les départements énumérés ci-dessus.

II. — CHASSE A COURRE

A la date de l'ouverture de la chasse du gibier ordinaire, dans tous les départements.

ART. 2. — Les dates d'ouverture de la chasse des gibiers autres que ceux énumérés à l'article 1^{er}, et éventuellement du faisan, seront fixées par arrêté ministériel intervenant chaque année pour chaque département.

ART. 3. — Sont prohibés toute l'année et dans tous les départements :

1° La chasse des espèces suivantes :

Poules de bruyères (grand et petit tétas), spatules, flamants, ibis, cygnes sauvages (Arr. 27 nov. 1964) « Aigles, pygargues, balbuzard fluviatile, grand duc », gypaètes barbus, vautours, circaètes Jean-le-Blanc, mouettes ou goélands, sternes ou hirondelles de mer, fous de bassan, échasses et aigrettes garzettes.

Bouquetins, mouflons, cerfs de Corse, chamois et isards de l'année, faon, hère, chevrillard, ours.

2° La chasse à tir de la perdrix et du faisan au poste, soit à l'agrainée, soit à proximité d'abreuvoirs. Est prohibé ainsi l'acte consistant à se poster derrière des affûts construits ou non de la main de l'homme à proximité d'emplacements où l'oiseau est attiré par la présence d'appâts ou de nourriture ou encore par la proximité de plans d'eau ou même d'abreuvoirs.

Le déterrage de la marmotte.

3° L'emploi, pour la chasse, des armes à feu non susceptibles d'être épaulées sans appui, même pour la chasse aux oiseaux de passage.

La pose et l'emploi des pièges, fages, filets, lacets, gluaux et celui de tous autres moyens quelconques ayant pour objet de faciliter la capture ou la destruction en masse des oiseaux.

ART. 4. — Les dispositions des arrêtés réglementaires permanents sur la police de la chasse, dans chaque département, sont maintenues en vigueur en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

CHAPITRE VI

ARMES DE CHASSE

Arrêté du 14 novembre 1960

relatif à l'interdiction de l'emploi du « silencieux »
sur les armes de chasse

ARTICLE PREMIER. — Est interdit l'emploi, sur les armes à feu utilisées à la chasse, de tout dispositif destiné à atténuer le bruit provoqué par la déflagration de la poudre au moment du départ du projectile.

Arrêté du 26 septembre 1961

relatif aux restrictions de l'emploi
de certaines armes de chasse

ARTICLE PREMIER. — L'emploi comme arme de chasse de canne-fusil est interdit.

ART. 2. — Les armes de chasse à canon rayé devront être munies d'une hausse ou de tout dispositif de visée ne permettant le tir qu'à une distance maximale de 300 mètres.

ART. 3. — Les armes visées à l'article précédent ne devront tirer que des cartouches expansives du commerce.

CHAPITRE VII

COMMERCE DU GIBER

Décret du 25 janvier 1957

portant réglementation
de la vente et de l'achat du gibier mort et du gibier vivant

ARTICLE PREMIER. — La vente et l'achat de tout gibier, mort ou vivant, ne peut avoir lieu que dans les conditions fixées à l'article 2 ci-après.

ART. 2. — Tous marchands de gibier mort et tous marchands de gibier vivant, qu'ils soient grossistes, demi-grossistes ou détaillants, tous hôteliers, restaurateurs, gérants de cantines et tous éleveurs producteurs de gibier même non commerçants sont tenus d'avoir un registre coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police sur lequel ils inscrivent, jour par jour et sans blanc ni rature, les nom, qualité et adresse de leurs contractants, ainsi que le nombre et l'espèce des gibiers achetés ou vendus. Le registre doit être présenté à toute réquisition des agents désignés à l'article suivant.

Les marchands détaillants de gibier mort, les hôteliers, les restaurateurs et les gérants de cantines sont dispensés de mentionner sur le registre les noms et adresses de leurs acheteurs.

ART. 3. — Les agents des services vétérinaires des eaux et forêts, et tous agents de la force publique ainsi que les gardes des fédérations départementales de sociétés de chasse assermentés au titre des eaux et forêts pourront se faire présenter ledit registre et relever toute infraction aux dispositions du présent décret.

ART. 4. — Toute infraction aux mesures prescrites par les articles qui précèdent sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Décret du 10 septembre 1959

réprimant les infractions aux interdictions de mise en vente, vente, achat, transport en vue de la vente ou colportage du gibier

ARTICLE PREMIER. — Seront punis d'une amende de 400 F à 1.000 F et pourront en outre l'être d'un emprisonnement de dix jours à un mois ceux qui, pendant le temps où la chasse est permise, auront procédé à la mise en vente, à la vente, à l'achat, au transport en vue de la vente ou au colportage de gibier, dès lors que ces opérations sont interdites par un arrêté du préfet, pris en vertu des dispositions de l'article 372 du Code rural.

Les peines pourront être portées au double si le contrevenant était en état de récidive ou s'il était déguisé ou masqué, s'il a pris un faux nom, s'il a usé de violence envers les personnes, s'il a fait des menaces, s'il a fait usage d'un avion, d'une automobile ou de tout autre véhicule pour se rendre sur le lieu du délit ou s'en éloigner, sans préjudice, s'il y a lieu, de plus fortes peines prononcées par la loi.

Arrêté du 5 août 1965

portant interdiction totale de la vente
de certaines espèces de gibier

Pendant une période de trois ans à compter de la publication du présent arrêté, sont interdits sur tout le territoire de la France continentale et de la Corse la mise en vente, la vente et l'achat sous toutes leurs formes, et notamment celles de pâtés et conserves, le transport en vue de la vente ou le colportage des espèces de gibier ci-après :

Le chamois (*Rupicapra rupicapra*).
L'isard (*Rupicapra rupicapra pyrenaïca*).
L'urogalle ou grand tétras (*Tetrao urogallus*).
Le petit coq de bruyère ou petit tétras (*Lyrurus tetrix*).
La perdrix bartavelle (*Alectoris graeca saxatilis*).
La gélinotte (*Tetrastes bonasia*).
La perdrix blanche ou lagopède (*Lagopus mutus*).

(A.M., 5 août 1965.)

Les cailles destinées au commerce à l'état mort ou plumé pourront être munies d'une marque papier conforme à un modèle réglementaire fixé à la patte et scellé par une pince portant le numéro de l'éleveur. Les animaux vivants pourront être transportés en emballage plombés au n° de l'éleveur.

(A.M., 23 janvier 1964.)

CHAPITRE VIII

REGLEMENT DEPARTEMENTAL PERMANENT SUR LA POLICE DE LA CHASSE

(ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ANNUEL SUJET A MODIFICATIONS)

Titre Premier

Modes et procédés de chasse

CHAPITRE PREMIER. — *Chasse à tir, à courre, à cor et à cri, au vol.*

ARTICLE PREMIER. — Les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse à tir, de la chasse à courre, à cor et à cri et de la chasse au vol sont fixées chaque année par arrêté ministériel.

Pour prévenir la destruction et favoriser le repeuplement du gibier, les équipages de chasse à courre au lièvre ne pourront utiliser que des meutes qui seront composées d'au moins six chiens créancés de race homogène et qui auront été reconnus par la Société de Vénérerie et la Fédération départementale des Chasseurs.

Il est interdit de faire usage, pour quelque chasse que ce soit, de chiens lévriers ou de chiens-loups, purs-sang ou croisés.

CHAPITRE II. — *Chasse en temps de neige.*

ART. 2. — La chasse est interdite en temps de neige.

Il n'est fait exception à cette interdiction que pour chasser le gibier d'eau avec ou sans chien d'arrêt, dans les marais non asséchés, sur les lacs, étangs, fleuves et rivières.

On entend par « temps de neige » celui où la neige facilite la recherche ou la poursuite du gibier : il en est ainsi lorsque, dans une localité déterminée, la terre est couverte de neige, sans qu'il soit fait exception pour les emplacements où la neige a fondu plus rapidement qu'ailleurs.

CHAPITRE III. — *Chasse du gibier d'eau et des oiseaux de passage.*

A. — GIBIER D'EAU

ART. 3. — Hors la période d'ouverture générale de la chasse, la chasse à tir du gibier d'eau, avec ou sans chien d'arrêt, est permise pendant le temps déterminé par l'arrêté annuel d'ouverture de la chasse, mais seulement dans les marais non asséchés, sur les lacs, étangs, fleuves et rivières.

Pour la chasse des espèces de gibier d'eau migratrices, on pourra employer des sifflets ou appeaux, des appelants vivants ou artificiels et utiliser des loges ou gabions ainsi que des huttes fixes ou roulantes.

Tous autres engins ou instruments tels que pièges, filets ou hameçons, sont prohibés.

Afin de prévenir la destruction et de favoriser le repeuplement des oiseaux :

1° il est interdit d'utiliser pour rabattre, approcher ou poursuivre les oiseaux d'eau, tout bateau à moteur fixe ou amovible, tout hydroglisseur tel que pédalboat, pédalo, etc... ;

2° des arrêtés ministériels préciseront, chaque année, les zones où pourra s'exercer la chasse au gibier d'eau hors la période d'ouverture générale.

Nomenclature : Les principales espèces de gibier d'eau dont la chasse est autorisée, sont les suivantes : le barge, le bécasseau ou cul blanc, la bécassine, le bécasson ou courre vite, le courlis, la foulque, la grèbe, le héron, le macareux, l'oie sauvage, le butor, le martin-pêcheur, le canard sauvage, le chevalier, le plongeon, le pluvier, la poule d'eau, le râle, la sarcelle et le vanneau.

B. — OISEAUX DE PASSAGE

ART. 4. — La chasse aux oiseaux de passage, autres que le gibier d'eau, n'est permise que pendant la période d'ouverture générale et à tir seulement. Toutefois, la chasse à la grive à la repasse, ainsi que la chasse à la bécasse pourront être autorisées en temps de fermeture générale par arrêté ministériel.

Il pourra être fait usage du miroir et du sifflet pour la chasse à tir de l'alouette.

Titre II

Conservation des oiseaux

CHAPITRE PREMIER. — *Espèces protégées et moyens de chasse prohibés.*

ART. 5. — Sont interdits en tout temps, même lorsque la chasse est ouverte, la destruction, la chasse, la capture, l'importation, le transport, le colportage, la mise en vente et l'achat des oiseaux ci-après :

Rapaces diurnes

Circaète, Jean-le-Blanc.

Rapaces nocturnes

Chevêches, chevêchettes, chouettes, hulottes ou chats-huants, effraies, hibous, brachyottes, moyens-ducs et petits-ducs.

Grimpeurs

Pics de toutes espèces.

Syndactyles

Rolliers ordinaires, guépiers.

Passereaux

Huppes vulgaires, grimpereaux, tichodromes, sittelles, martinets, engoulevents, rossignols, gorges-bleues, rouges-queus, rouges-gorges, traquets, accenteurs, fauvettes de toutes sortes

y compris les fauvettes aquatiques, rousserolles, phragmites, locustelles, pouillots, roitelets, troglodytes, mésanges de toutes sortes, gobe-mouches, hirondelles de toutes sortes, lavandières, bergeronnettes, pipits, becs croisés, venturons, serins, chardonnerets et tarins et en général tous les PETITS OISEAUX d'une taille inférieure à celle de la caille, de la grive ou du merle, sauf l'alouette, l'ortolan et le bouvreuil.

Echassiers

Cigognes blanches et noires, avocettes, échasses flamants, ibis, spatules, grues.

Palmipèdes

Fous de Bassan, mouettes, goélands, sternes ou hirondelles de mer, cygnes sauvages.

ART. 6. — Il est interdit, en tout temps, d'enlever les nids, de prendre les œufs, de transporter, de vendre ou d'acheter les couvées des oiseaux énumérés ci-dessus.

ART. 7. — Sont prohibés, même pour la chasse aux oiseaux de passage, les armes à feu non susceptibles d'être épaulées sans affût, la pose et l'emploi de pièges, cages, filets, lacets, gluaux et tous autres moyens ayant pour objet de faciliter la capture ou la destruction en masse des oiseaux.

ART. 8. — Afin de prévenir la destruction de la perdrix et du faisan, il est interdit de chasser ces espèces à tir au poste soit à l'agrainée, soit à proximité d'abreuvoirs. Est prohibé ainsi l'acte consistant à se poser en attitude de chasse, derrière des affûts, construits ou non de la main de l'homme, à proximité d'emplacements où l'oiseau est attiré par la présence d'appâts ou de nourriture, ou encore, par la proximité de points d'eau ou même d'abreuvoirs.

CHAPITRE II. — *Divagation des chiens et des chats.*

ART. 9. — Pour l'application de l'arrêté du 16 mars 1955, interdisant de laisser divaguer les chiens dans les terres cultivées ou non, les prés, les vignes, les vergers, les bois ainsi que dans les marais et sur le bord des cours d'eau, étangs et lacs,

sont réputés en état de divagation les chiens sans distinction de race ou de catégorie, qui, se trouvant hors de la portée de la voix de leur maître, sont abandonnés à leur instinct naturel.

ART. 10. — Pour prévenir la destruction des oiseaux et favoriser leur repeuplement, la divagation des chats est interdite. Est réputé en état de divagation tout chat domestique rencontré à plus de 250 mètres, à vol d'oiseau, d'une maison d'habitation.

Titre III

Destruction des animaux malfaisants ou nuisibles

CHAPITRE PREMIER. — *Temps de neige : chiens-lévriers et chiens-loups.*

ART. 11. — Les dispositions qui suivent sont valables, même en temps de neige, sauf dispositions contraires.

L'interdiction de faire usage de chiens-lévriers et de chiens-loups prévus à l'article premier du présent arrêté, s'applique en matière de destruction d'animaux nuisibles.

CHAPITRE II. — *Nomenclature.*

ART. 12. — Sont classés comme animaux malfaisants ou nuisibles :

QUADRUPEDES : la belette, le blaireau, le chat-haret, le chat sauvage, la civette, l'écureuil, la fouine, le lapin, le loup, la loutre, la martre, le putois, le rat-musqué ou ondatra, le ragondin, le renard, le roselet.

OISEAUX : l'autour, les balbusards fluviatiles, les busards, la buse, les corbeaux, les corneilles, les éperviers, les faucons (à l'exception des faucons cresserelles, cresserines, kobèzes et pélerins), le geai, la pie.

CHAPITRE III. — *Mesures individuelles.*

1° § : DESTRUCTION PAR LE PROPRIÉTAIRE, POSSESSEUR, FERMIER OU MÉTAYER.

ART. 13. — Le propriétaire, possesseur, fermier ou métayer peut, dans les conditions indiquées ci-après, détruire sur ses terres les animaux malfaisants ou nuisibles soit par l'enlèvement et la destruction des nids, couvées et portées, soit par le piégeage, soit à l'aide du fusil, soit par empoisonnement.

A) *Enlèvement des nids des oiseaux nuisibles.*

ART. 14. — Les nids, couvées et portées des oiseaux nuisibles énumérés à l'article 12, peuvent être enlevés en tout temps sans aucune formalité administrative.

B) *Piégeage.*

ART. 15. — Sont interdits les batteries d'armes à feu, les fosses à loups, les collets, lacets et trappes.

Les pièges employés contre les quadrupèdes ne pourront être tendus, sauf les exceptions ci-après, que de nuit. Ils devront être éloignés des habitations, à une distance minimum de CENT mètres et placés au minimum à CINQUANTE mètres des routes et chemins, sauf ceux que les intéressés tendraient dans les vergers, jardins et potagers attenants directement à leur habitation.

En ce qui concerne la destruction spéciale des renards, blaireaux et loutres, les pièges pourront être tendus de jour et de nuit, mais pour les renards et blaireaux uniquement aux abords immédiats des terriers et pour les loutres dans le lit, sur les rives ou les berges des cours d'eau et des étangs.

Les pièges destinés à la capture des rats musqués ou ondatras ne pourront être tendus que sous l'eau dans les chemine-ments de rats musqués pratiqués à travers les plantes aquatiques.

Avant de placer les pièges destinés à la capture des quadrupèdes, il devra être fait à la Mairie une déclaration sur papier libre, indiquant le nombre des engins à utiliser et les lieux où ils seront placés. Le Maire fera publier dans la com-

mune cette déclaration qui devra être renouvelée, éventuellement, chaque année.

Le piégeage en coulée est interdit, sauf pour le rat musqué.

Les pièges employés contre les oiseaux nuisibles seront placés au moins à DEUX mètres du sol, ils seront tendus le matin et détendus le soir.

C) Emploi du fusil.

ART. 16. — Les propriétaires, possesseurs, fermiers ou métayers doivent être munis du permis de chasse pour procéder à des destructions au fusil.

a) Destruction de tous animaux malfaisants ou nuisibles.

Ces animaux peuvent être détruits par les intéressés, sur leurs terrains, dans un rayon de CENT mètres autour de l'habitation et de ses dépendances.

Au-delà de ce rayon cette destruction pourra être effectuée au fusil et de jour, jusqu'au 31 mars, en vertu d'une autorisation renouvelable chaque année accordée par le Préfet ou le Sous-Préfet, sur avis motivé du Maire de la Commune.

b) Destruction des Oiseaux rapaces et becs droits.

Les opérations de destruction au fusil, de jour et sans chien, seront autorisées par arrêté du Maire si l'avenir du repeuplement du gibier sédentaire et la protection des ressources agricoles l'exigent et dans les conditions ci-après :

Les destructions qui pourront avoir lieu du 15 avril au 1^{er} juin seront effectuées par équipes de trois ou quatre tireurs avec un maximum de trois équipes nommément désignées dans l'arrêté municipal ;

Cet arrêté sera porté à la connaissance de la Brigade de Gendarmerie 48 heures au moins avant chaque destruction ; les préposés des Eaux et Forêts, les gardes particuliers de la Fédération départementale des Chasseurs et des Sociétés de Chasse seront invités à participer aux destructions sur les terrains soumis à leur surveillance.

c) Destruction des nids de tous oiseaux nuisibles.

Cette destruction pourra être opérée au fusil de jour sur simple déclaration faite à la Mairie de la Commune et préci-

sant la nature et la situation exacte des terrains à protéger ; cette déclaration sera visée par le Maire qui remettra un exemplaire au déclarant pour lui valoir titre auprès des agents chargés de la police de la chasse et transmettre un second exemplaire au Préfet ou au Sous-Préfet.

D) *Empoisonnement.*

ART. 17. — Le poison ne peut être employé que conformément aux dispositions de l'article 28 du présent arrêté.

E) *Autres procédés de destruction.*

a) *Enfumage des terriers et déterrage des renards et blaireaux.*

ART. 18. — Les renards et les blaireaux pourront être détruits toute l'année, dans leurs terriers sans formalités ou conditions spéciales, par le déterrage avec emploi, s'il y a lieu, de chiens fox-terriers ou bassets. L'enfumage des terriers pourra être pratiqué sans autorisation.

b) *Destruction des bêtes fauves.*

ART. 19. — Le propriétaire, possesseur, fermier ou métayer a le droit de repousser ou de détruire, en tout temps et par tout procédé, à l'exclusion du collet et de la fosse, les bêtes fauves qui porteraient dommage à sa propriété.

Cette destruction n'est licite que dans le cas de dommage actuel ou imminent. L'exercice de ce droit ne comporte ni la recherche, ni la poursuite de l'animal.

Sont considérés comme bêtes fauves :

la belette, le blaireau, le cerf, le chat sauvage, la fouine, le loup, la loutre, la martre, l'ours, le putois, le renard, le sanglier.

2° § : *DESTRUCTIONS PAR LES DÉTENTEURS DU DROIT DE CHASSE (PORTEURS DU PERMIS DE CHASSE).*

ART. 20. — Les détenteurs du droit de chasse pourront être autorisés à détruire les animaux malfaisants ou nuisibles par l'enlèvement des nids, le piégeage, l'emploi du fusil, l'empoisonnement, dans les conditions indiquées pour les propriétaires, possesseurs, fermiers ou métayers, aux articles 14 et 18.

Ils auront, en outre, la faculté d'organiser des destructions au fusil et d'utiliser le grand-duc dans les conditions des articles ci-après :

A) Destruction au fusil :

ART. 21. — Les détenteurs de droit de chasse pourront procéder à des destructions au fusil avec chiens et rabatteurs.

Ils auront la faculté de s'adjoindre un nombre de chasseurs titulaires du permis de chasse qui ne devra pas dépasser celui que fixe le bail ou le cahier des charges de l'adjudication.

Les destructions pourront avoir lieu :

1° Hors le temps de neige, de la clôture de la chasse au 15 février, de jour seulement, uniquement dans les bois, fourrés et ronciers dans la limite de deux destructions par semaine pour un même territoire (lot) de chasse et sur autorisation délivrée dans les conditions fixées à l'article 23 ci-après ;

2° En temps de neige, de l'ouverture de la chasse au 31 mars, de jour seulement, sur tous les terrains boisés ou non, sans limitation du nombre et sur simple déclaration en mairie désignant les propriétés affectées et les participants ; copie de cette déclaration, visée par le Maire, sera transmise au Préfet ou au Sous-Préfet.

B) Destruction par l'emploi du grand-duc :

ART. 22. — Le grand-duc vivant ou artificiel pourra être utilisé sur autorisation établie conformément à l'article 23 ci-dessous, pendant le jour seulement.

C) Dispositions communes :

ART. 23. — Les autorisations de destruction visées aux articles 21 et 22 seront délivrées par le Préfet ou le Sous-Préfet.

Le Pétitionnaire indiquera dans sa demande les jours choisis pour les destructions, le nombre de chasseurs titulaires du permis de chasse qu'il désire s'adjoindre, les terrains sur lesquels il envisage d'opérer (pour le grand-duc, les emplacements des huttes seront précisés).

A toute requête sera jointe l'avis du Maire de la Commune de situation des lieux, qui précisera les références cadastrales de la propriété, certifiera l'abondance des animaux nuisibles

et la possession par le pétitionnaire de moyens propres à opérer les destructions dont il s'agit.

Les autorisations fixeront les conditions des destructions.

Le Chef de Brigade de Gendarmerie ou l'Agent technique des Eaux et Forêts devra être informé par écrit, au plus tard la veille de chaque destruction, du lieu du rendez-vous.

En ce qui concerne les forêts soumises au régime forestier, toute demande sera adressée au Conservateur des Eaux et Forêts, qui la transmettra avec son avis au Préfet ou au Sous-Préfet.

ART. 24. — Dans les forêts domaniales, les fermiers de la chasse que le Conservateur des Eaux et Forêts, en exécution des clauses du cahier des charges d'adjudication, aura mis en demeure de détruire dans un délai déterminé et dans certaines conditions les animaux nuisibles, seront habilités « ipso facto » à opérer cette destruction.

Faute par le fermier de la chasse de se conformer à cette mise en demeure, le Service des Eaux et Forêts procédera d'office à la destruction.

D) Gardes-chasse.

ART. 25. — Les gardes-chasse agréés et assermentés, munis du permis de chasse, sont autorisés à détruire au fusil, en tout temps, les animaux nuisibles, sur les terrains dont ils assurent la surveillance, sous réserve de l'assentiment du détenteur du droit de chasse qui les a fait commissionner.

CHAPITRE IV. — *Mesures collectives.*

1° § : *Destructions préfectorales : Battues.*

ART. 26. — Les animaux essentiellement nuisibles (loup, renard, blaireau) ou susceptibles de le devenir, comme les sangliers en cas de surabondance, pourront être détruits par des battues prescrites, d'office, par le Préfet, à la demande de toute Autorité qualifiée et après avis du Conservateur des Eaux et Forêts.

Dans les communes fixées par arrêté préfectoral en application de l'article 25 de la loi du 2 août 1960, le Préfet pourra

déléguer ses pouvoirs aux Maires des Communes intéressées, pour l'organisation de battues aux sangliers.

Toutes les battues sont dirigées par le Lieutenant de Louveterie, sous la surveillance de l'Administration des Eaux et Forêts, dont le représentant local devra être prévenu 24 heures au moins à l'avance de la date, de l'heure et du lieu de rendez-vous.

Dans le cas où un Lieutenant de Louveterie serait empêché de diriger une battue, le Conservateur des Eaux et Forêts devra être prévenu suffisamment à l'avance pour pouvoir faire désigner un autre Lieutenant de Louveterie ou un Ingénieur des Eaux et Forêts afin de remplacer le défaillant.

Les Lieutenants de Louveterie rechercheront et désigneront les auxiliaires dont ils auront besoin pour concourir aux destructions ordonnées. Toutefois, dans le cas où ils se trouveraient dans l'impossibilité de recruter le personnel nécessaire et notamment le nombre suffisant de tireurs couverts par une assurance de chasse individuelle contre les risques d'accidents causés aux tiers, ils feront appel au droit de l'Autorité Municipale de requérir des habitants pour compléter l'effectif des tireurs.

Dans les forêts domaniales, les adjudicataires de la chasse seront invités à concourir à l'exécution des battues préfectorales.

Dans tous les cas, le Lieutenant de Louveterie, directeur d'une battue, adressera un compte rendu à l'Autorité Préfectorale.

2° § : *Destructions municipales - Traques et battues.*

ART. 27. — Les mesures et réquisitions que les Maires sont habilités, en application de l'article 75, paragraphe 9, du Code Municipal, à prendre ou à faire, pour la destruction des animaux nuisibles en cas de graves dommages causés aux cultures, devront satisfaire aux conditions suivantes :

Préalablement, le Maire constatera ou fera constater par toute personne qualifiée la réalité et l'étendue des dommages causés.

Cette constatation devra obligatoirement être faite par un agent de l'Administration des Eaux et Forêts pour les forêts soumises au régime forestier ainsi que pour les réserves de

chasse domaniales et par un représentant de la Fédération départementale des Chasseurs pour les réserves approuvées par le Ministre de l'Agriculture.

Les dommages étant constatés, le Maire mettra, par voie d'arrêtés individuels, les propriétaires et les détenteurs du droit de chasse en demeure d'avoir à détruire, dans un délai déterminé, les animaux nuisibles se trouvant sur leurs terrains respectifs.

Dans les cas de défaillance des intéressés ou si leur intervention a été dépourvue d'efficacité ou simplement insuffisante, une opération de destruction collective pourra être ordonnée par un arrêté du Maire transmis immédiatement, avec le ou les arrêtés de mise en demeure, au Préfet ou au Sous-Préfet.

Les destructions seront faites, normalement, sous la forme de « traques » sans chien, les traqueurs étant uniquement chargés de pousser vers les tireurs, garnissant l'enceinte, les animaux qui seraient mis sur pied.

Les destructions organisées sous la forme de battues seront exceptionnelles et il ne sera recouru l'emploi des chiens que si la nécessité, appréciée par le Directeur de la Battue, en est évidente et seulement en dehors des périodes de reproduction du gibier.

Les traques seront dirigées, à défaut d'un Lieutenant de Louveterie, par des personnes techniquement qualifiées et nommément désignées à cet effet dans l'arrêté municipal.

Les battues auront lieu obligatoirement sous la direction de Lieutenant de Louveterie, ou, dans les forêts soumises au Régime forestier d'Agents de l'Administration des Eaux et Forêts.

Après toute opération de destruction collective, la personne désignée pour en assurer la direction devra permettre au Maire, en double exemplaire, un compte rendu des résultats obtenus et des incidents survenus. Le Maire adressera les deux exemplaires de ce compte rendu, revêtus de ses observations, au Conservateur des Eaux et Forêts qui transmettra un exemplaire au Préfet ou au Sous-Préfet.

CHAPITRE V. — *Empoisonnement individuel ou collectif.*

ART. 28. — L'emploi du poison et des somnifères (gluco-chloral et produits similaires) pour la destruction des animaux nuisibles par mesures tant individuelles que collectives, n'est permis que sur autorisation du Préfet après avis, le cas échéant, de la Fédération départementale des Chasseurs et du Conservateur des Eaux et Forêts.

Les diverses autorisations d'empoisonnement des animaux malfaisants ou nuisibles fixeront soit le jour, soit les périodes où l'usage du poison et autres produits sus-visés, pourra être fait et elles régleront le détail des précautions à prendre.

Titre IV

Transport, Colportage et Vente du Gibier

ART. 29. — Sauf les exceptions ci-après, il est interdit d'importer, de transporter (même en transit) de colporter, de mettre en vente, de vendre, d'acheter toute espèce de gibier mort ou vivant, pendant le temps où la chasse n'en est pas permise.

Il est interdit, en temps de fermeture, d'enlever des nids, de prendre ou de détruire, de colporter ou de mettre en vente, de vendre ou d'acheter, de transporter ou d'exporter les œufs ou les couvées de perdrix, faisans, cailles, et de tous autres oiseaux, ainsi que les portées ou les petits de tous animaux qui n'auront pas été déclarés nuisibles.

Les détenteurs du droit de chasse et leurs préposés auront le droit de recueillir, pour les faire couvrir, les œufs mis à découvert par la fauchaison ou l'enlèvement des récoltes.

ART. 30. — Le gibier vivant ne peut être transporté sans un permis délivré par le Conservateur des Eaux et Forêts du lieu d'origine ou par son délégué, même en temps d'ouverture de la chasse.

ART. 31. — Les lapins de garenne morts peuvent être importés, transportés, colportés et vendus, en tout temps, sans formalité.

ART. 32. — Sont autorisés, en tout temps, l'importation, sous plombs de douane et sur soumission modèle D 48, le transport, le colportage, la mise en vente, la vente et l'achat des seules espèces de gibier de provenance étrangère dont les noms suivent :

Le gibier d'eau n'ayant pas de similaire en France, la gélinotte russe, les faisans dorés, argentés et de Lady Amherst (à condition, pour les oiseaux des quatre dernières espèces, qu'ils soient revêtus de leurs plumes), l'ours, le renne et le lièvre blanc de Russie recouvert de son pelage et le chevre-tain porte-musc.

CHAPITRE IX

PARCS NATIONAUX

ARTICLE PREMIER. — Le territoire de tout ou partie d'une ou de plusieurs communes peut être classé par décret en Conseil d'Etat en « Parc National », lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, du sous-sol, de l'atmosphère, des eaux et en général d'un milieu naturel présente un intérêt spécial et qu'il importe de préserver ce milieu contre tout effet de dégradation naturelle et de le soustraire à toute intervention artificielle susceptible d'en altérer l'aspect, la composition et l'évolution. Le territoire délimité par le décret peut s'étendre au domaine public.

ART. 2. — Le décret créant un parc national, qui est pris après enquête publique et les consultations déterminées par règlement d'administration publique, peut soumettre à un régime particulier et, le cas échéant, interdire à l'intérieur du parc la chasse et la pêche, les activités industrielles, publiques et commerciales, l'exécution de travaux publics et privés. L'extraction de matériaux concessibles ou non, l'utilisation des eaux, la circulation du public quel que soit le moyen emprunté, toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune et de la flore et, plus généralement, d'altérer le caractère de parc national.

Ce décret réglementera, en outre, l'exercice des activités agricoles, pastorales et forestières. Des sujétions particulières des zones dites « réserves intégrales » peuvent être édictées par décret afin d'assurer, dans un but scientifique, sur une ou plusieurs parties déterminées d'un parc national, une protection plus grande de certains éléments de la faune et de la flore sans préjudice, s'il y a lieu, des dispositions de l'article 8 bis de la loi du 2 mai 1930, modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1957.

Les « réserves intégrales » seront établies en tenant compte de l'occupation humaine et de ses caractères.

ART. 3. — Le décret de classement peut délimiter autour du parc une zone dite périphérique, où les diverses administrations publiques prennent, suivant un programme défini en liaison avec l'organisme de gestion prévu à l'article 4 ci-dessous, toutes mesures pour permettre un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel, tout en rendant plus efficace la protection de la nature dans le parc.

A l'intérieur du parc, certaines réalisations et améliorations pourront être, le cas échéant, également entreprises.

Dans ces zones périphériques, la publicité sera strictement limitée dans les conditions qui seront précisées dans le règlement d'administration publique prévu à l'article 8.

ART. 4. — L'aménagement et la gestion des parcs nationaux, confiés à un organisme pouvant constituer un établissement public où sont représentées les collectivités locales intéressées, ont lieu dans les conditions fixées par règlement d'administration publique. Le décret détermine, sous réserve des règles générales établies par ce règlement, les attributions et les pouvoirs de cet organisme. Certaines attributions des collectivités locales, notamment en ce qui concerne la gestion du domaine privé, la voirie et la police, pourront lui être par règlement d'administration publique transférées, dans la mesure nécessaire à l'application des dispositions de l'article 2 ci-dessus.

ART. 5. — Les contestations relatives aux indemnités éventuellement dues aux intéressés et incombant soit à l'organisme chargé du parc national, soit à l'Etat dans les conditions fixées par règlement d'administration publique, seront réglées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 6. — Les ressources de l'organisme chargé d'un parc national sont constituées notamment par des participations de l'Etat et, éventuellement, des collectivités publiques, par toutes subventions publiques et privées et, s'il y a lieu, par des redevances.

ART. 7. — Les infractions spécialement définies pour la protection des parcs nationaux ainsi que les infractions commises dans ces parcs en matière forestière, de chasse et de pêche sont constatées par des agents assermentés, commissionnés par le ministre de l'Agriculture, dans des procès-verbaux dispensés de l'affirmation et faisant foi jusqu'à preuve contraire.

Les procès-verbaux dressés par ces agents sont remis ou envoyés par lettre recommandée directement au procureur de la République. Cet envoi doit avoir lieu, à peine de nullité, dans les cinq jours au plus tard y compris celui où le fait, objet du procès-verbal, a été constaté.

Les agents déjà habilités à constater les infractions en matière forestière, de chasse et de pêche ont qualité pour constater, dans les conditions prévues aux alinéas précédents, les infractions spécialement définies pour la protection des parcs nationaux.

DEUXIEME PARTIE

**LEGISLATION SANITAIRE GENERALE
DES MALADIES DU GIBIER**

CHAPITRE PREMIER

EPIZOOTIES VOLONTAIRES - GUERRE ET DESTRUCTION MICROBIOLOGIQUES DU GIBIER

« Toute personne qui aura volontairement fait naître ou qui aura volontairement contribué à répandre une épizootie chez les animaux énumérés à l'article 452, chez les chiens, les chats, les animaux de basse-cour ou de volières, les abeilles, les vers à soie, le gibier et les poissons des lacs et rivières, sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 25.000 francs à 2 millions de francs. La tentative sera punie comme le délit consommé.

« Toute personne qui, en communiquant sciemment à un animal quelconque une maladie contagieuse, aura involontairement fait naître ou aura involontairement contribué à répandre une épizootie dans une des espèces précitées, sera punie d'une amende de 24.000 francs à 1 million de francs ».

(Loi du 31 octobre 1955, complétant le Code Pénal par un article 454 bis).

Toxiques - Désherbants - Insecticides

Les travaux effectués cette année au laboratoire de toxicologie du Conseil Supérieur de la Chasse ont montré que les *désherbants de la catégorie dite « colorants dinitrés »* avaient à l'égard du gibier à poil et à plume une toxicité qui, compte tenu des doses appliquées sur les cultures, rendait possible l'apparition d'accidents mortels sur les animaux consommant des produits souillés ou gîtant dans des cultures traitées par ces substances. Quelques examens de lièvres morts, reçus en 1959, ont montré que des cas d'intoxication se sont déjà produits.

A toutes fins utiles, je crois devoir vous rappeler que les désherbants appelés colorants dinitrés, d'usage courant en France, sont :

- le dinitro-orthocrésol et ses sels de sodium et d'ammonium ;
- le dinitro-orthophénol et son sel d'ammonium ;
- le dinitro-butylphénol et son sel d'ammonium.

Ces produits sont commercialisés, soit sous la forme d'une poudre cristallisée, soit sous la forme d'une préparation huileuse ; les bouillies désherbantes préparées à partir de ces produits sont jaune clair ; cette teinte est communiquée aux plantes traitées et, le cas échéant, aux poils ou plumes du gibier entré à leur contact.

Dans sa séance du 16 décembre 1959, le Conseil Supérieur de la Chasse a estimé opportun d'organiser en 1960 une enquête sur les effets des désherbants à l'égard du gibier et de recommander l'envoi au laboratoire des cadavres suspects d'avoir été intoxiqués par ces produits.

Je vous recommande, au moment de l'exécution des traitements désherbants de votre région, de prendre contact avec M. L'Ingénieur en Chef, Directeur des Services Agricoles, et M. l'Ingénieur des Eaux et Forêts, pour recueillir tous renseignements concernant l'objet de cette enquête.

Dans le cas où votre laboratoire départemental serait amené à suspecter l'existence d'une intoxication sur le gibier par les colorants dinitrés, il conviendrait, pour compléter les recherches en cours, de prendre contact avec le laboratoire de toxicologie du Conseil Supérieur de la Chasse, Route de St-Cyr à Versailles (Seine-et-Oise).

(Note, 11 février 1960).

En vérité, le risque que la protection des récoltes — des récoltes dont il se nourrit — fait courir au gibier, est fort mince au regard de tous les risques que subit et qu'accepte l'agriculture qui n'est cependant, à l'inverse de la chasse, ni un « luxe » ni un « sport ».

(Communiqué du Comité d'Etudes pour la défense et l'amélioration des cultures, 1961).

CHAPITRE II

MALADIES CONTAGIEUSES DU GIBIER

C.R. ART. 214, 215 et 243. — Le Ministre de l'Agriculture peut, suivant les modalités prévues par un arrêté conjoint des Ministres de l'Agriculture et des Finances, prendre toutes mesures destinées à prévenir l'apparition, à enrayer le développement et à poursuivre l'extinction des maladies des animaux réputées contagieuses, en vertu du présent titre.

Des décrets en Conseil d'Etat définiront les modalités selon lesquelles pourront être prises les mesures de lutte contre les maladies des animaux non ainsi réputées contagieuses.

Un Comité Consultatif des Epizooties, dont l'organisation est déterminée par un règlement d'administration publique, donne son avis sur les mesures que peut exiger une maladie. Le Ministre lui communique tous les renseignements relatifs aux épizooties.

Le Ministre de l'Agriculture peut accorder aux exploitants qui en font la demande, en vue du diagnostic, de la prévention et du traitement des maladies des animaux, de l'élimination des animaux malades, de la réfection du logement des animaux et de l'assainissement du milieu, des subventions dont le montant est déterminé par des arrêtés conjoints des Ministres de l'Agriculture et des Finances.

Ces arrêtés fixent les conditions d'indemnisation des propriétaires dont les animaux ont été abattus sur l'ordre de l'Administration (C.R., Art. 214 ; D., 18 février 1963).

Un Service des Epizooties est établi dans chacun des départements, en vue d'assurer l'exécution de toutes les prescriptions de police sanitaire des animaux.

Les frais de ce Service sont compris parmi les dépenses obligatoires à la charge des budgets départementaux et assi-

milés aux dépenses classées sous les paragraphes 1° à 4° de l'article 60 de la loi du 10 août 1871 (C.R. Art. 215).

Des arrêtés conjoints des Ministres de l'Agriculture et des Finances fixent les conditions d'indemnisation des propriétaires dont les animaux ont été abattus sur l'ordre de l'Administration.

Toute infraction aux dispositions du présent titre et aux règlements rendus pour leur exécution peut entraîner la perte de l'indemnité. La décision appartient au Ministre, sauf recours à la juridiction administrative (C.R., Art. 243).

C.R. ART. 224. — Les maladies réputées contagieuses et qui donnent lieu à déclaration et à l'application des mesures sanitaires sont — du point de vue de gibier :

- La *rage* dans toutes les espèces ;
- La *peste bovine* dans toutes les espèces de Ruminants ;
- La *fièvre charbonneuse* chez les animaux de toutes espèces (D. 16 août 1965) ;
- La *psittacose* et l'*Ornithose* chez les oiseaux de toutes espèces (D. 13 juillet 1937 et 16 août 1965) ;
- La *tularémie* dans toutes les espèces de Rongeurs domestiques et sauvages (D. 2 juin 1948) ;
- La *peste aviaire* sous toutes ses formes (Peste, pseudo-pestes, maladie de Newcastle) dans toutes les espèces d'Oiseaux (D. 21 août 1948) ;
- La *myxomatose* infectieuse des Rongeurs (D. 27 mai 1953).

Légalité de règlements administratifs selon les pouvoirs réglementaires du chef de gouvernement concernant la salubrité publique

Il appartient au chef du gouvernement, en vertu de ses pouvoirs propres, d'édicter des mesures de police nécessaires à la protection de la salubrité publique sur l'ensemble du territoire national.

En raison des dangers que présente à cet égard la propagation des *maladies du gibier*, il a pu légalement exiger, par

le décret du 25 janvier 1957, des marchands de gibiers, hôteliers, restaurateurs, gérants de cantines, éleveurs-producteurs, *la tenue d'un registre mentionnant le nombre et l'espèce des gibiers achetés ou vendus avec les noms, qualité et adresse de leurs contractants.*

NOTE. — La décision résumée ci-dessus rappelle le caractère extrêmement général des pouvoirs de police du chef du gouvernement. Le Conseil d'Etat, après avoir constaté que le décret attaqué ne trouvait son fondement légal ni dans l'article 214 du Code rural, puisqu'il ne tendait pas à combattre les maladies des animaux domestiques, ni dans l'article 8 de la loi du 15 février 1902, car il n'édicte pas de mesures temporaires destinées à faire face à une épidémie déterminée, n'en a pas moins reconnu sa légalité. Il appartient, en effet, au chef du Gouvernement de *prendre les mesures de police qui peuvent s'avérer nécessaires pour assurer sur le plan national la tranquillité, la sécurité ou la salubrité publiques.* Le Conseil d'Etat reconnaît ainsi au Président du Conseil des ministres de la Constitution de 1946 les pouvoirs qu'il avait précisés en faveur du chef de l'Etat dans sa célèbre décision Labonne, 8 août 1919 (*Gaz. Trib.* 30 septembre 1919) à propos du Code de la route.

(*Conseil d'Etat. Assemblée plénière,*
13 mai 1960.)

ARTICLE PREMIER. — Tous animaux de mêmes espèces que les différents gibiers sont considérés comme *animaux domestiques* s'ils sont nés et élevés en captivité.

ART. 2. — Sur justification de leur origine et sous réserve de la réglementation en matière sanitaire et des dispositions de l'article 6 ci-dessous, la mise en vente, la vente, l'achat, le transport et le colportage desdits animaux sont libres en tous temps.

ART. 3. — Les éleveurs se livrant à la production des animaux visés à l'article 1^{er} en vue de leur commercialisation ou de leur colportage devront en effectuer la déclaration. Celle-ci sera facultative pour les éleveurs non commerçants. Les élevages à but lucratif sont nécessairement reconnus, immatriculés et contrôlés.

a) *Déclaration d'élevage.* — L'éleveur adressera au directeur départemental des Eaux et Forêts une déclaration, sur papier libre, indiquant :

- les nom et prénom du déclarant ;
- le lieu exact où est situé l'élevage ;
- si cet élevage a un but commercial ou non ;
- la nature de l'installation.

b) *Reconnaissance.* — En ce qui concerne les éleveurs qui, sur leur déclaration, auront indiqué qu'ils se livrent au commerce, même partiel, d'animaux de mêmes espèces que les différents gibiers, une reconnaissance de l'élevage sera effectuée par le Service des Eaux et Forêts sans préjudice du contrôle sanitaire. Cette reconnaissance portera principalement sur la nature des installations et sur les espèces et quantités de gibiers de production pouvant être fournis par l'élevage.

c) *Immatriculation.* — Au vu du résultat de cette reconnaissance, il sera attribué et notifié par lettre recommandée à l'éleveur un numéro d'immatriculation qu'il devra porter sur toutes les marques et tampons qu'il est tenu d'apposer. Cette immatriculation comportera obligatoirement deux nombres. Le premier sera le numéro d'ordre du département (numéro utilisé pour l'immatriculation des automobiles), le deuxième sera le numéro affecté suivant l'ordre d'inscription dans le département à chaque éleveur.

d) *Contrôle.* — A tout moment l'élevage pourra être contrôlé par :

- les représentants de l'administration des Eaux et Forêts ;
- les agents des services vétérinaires ;
- les gardes commissionnés des fédérations départementales des chasseurs.

ART. 4. — Tout commerçant éleveur cessant définitivement son activité devra en faire déclaration à l'ingénieur départemental des Eaux et Forêts. Dès l'accusé de réception de sa déclaration, il ne pourra plus faire usage du matricule qui lui avait été affecté.

Il sera aussitôt accusé réception de chaque déclaration fournie.

Marquage du gibier de production

ART. 5. — Tous les animaux visés à l'article 1^{er} ou leurs œufs provenant d'élevages déclarés et immatriculés devront être marqués.

Les conditions dans lesquelles ce marquage devra être effectué sont les suivantes :

Œufs. — Chaque œuf devra être muni d'une marque de couleur bleue apposée au moyen d'un cachet de caoutchouc.

Cette marque sera composée d'un cercle de 15 millimètres de diamètre portant en son milieu le numéro d'ordre du département et au-dessous le numéro d'immatriculation de l'éleveur. Les chiffres auront 4 millimètres de hauteur.

Oiseaux. — Chaque oiseau adulte devra être muni d'une agrafe en aluminium de teinte naturelle conforme au modèle réglementaire déposé au Ministère de l'Agriculture (Direction générale des Eaux et Forêts, Service de la Chasse).

Elle comportera obligatoirement, apposée en estampe, l'immatriculation de l'éleveur. Cette agrafe devra être fixée à l'aile par rivetage définitif.

Seuls les poussins ou oiseaux non encore adultes pourront, sans être marqués individuellement, être transportés en emballages plombés ou agrafés au matricule de l'éleveur.

Mammifères. — Tout mammifère sera muni :

Pour le petit gibier :

D'une agrafe du modèle prévu précédemment pour les oiseaux et qui sera apposée à l'oreille par rivetage définitif.

Pour le grand gibier :

D'un bracelet de marquage en métal blanc, conforme au modèle réglementaire déposé au ministère de l'Agriculture (Direction générale des Eaux et Forêts, Service de la Chasse).

Il comportera obligatoirement, apposé en estampe, le numéro d'immatriculation de l'éleveur.

Ce bracelet sera fixé à la patte par rivetage définitif.

Il appartiendra aux éleveurs de se procurer dans le commerce les marques conformes aux modèles réglementaires ; ils devront y faire figurer eux-mêmes, au moyen de pinces à estamper, leur numéro d'immatriculation.

Tenue et contrôle du registre prévu pour les éleveurs, les marchands de gibier, les hôteliers, les restaurateurs et les gérants de cantine

ART. 6. — Tout mouvement d'animaux visés à l'article 1^{er} devra être consigné sur le registre prévu par le décret du 25 janvier 1957 portant réglementation de la vente et de l'achat du gibier mort et du gibier vivant, que tous marchands de gibier mort et tous marchands de gibier vivant, qu'ils soient grossistes, demi-grossistes ou détaillants, tous hôteliers, restaurateurs et gérants de cantine sont tenus d'avoir.

ART. 7. — Les animaux vivants en captivité ou morts et les œufs porteurs des marques spécifiées à l'article 5 sont présumés animaux domestiques.

Les animaux vivants porteurs des marques spécifiées à l'article 5 devront, préalablement à leur lâcher dans un but de repeuplement, être dépouillés de ces marques devenues alors inutilisables.

(A.M., 28 février 1962.)

La réglementation actuelle en matière de police de chasse ne fait aucune discrimination entre le gibier d'élevage et le gibier sauvage. Par ailleurs, il est techniquement impossible de distinguer d'une façon certaine un gibier né et élevé en captivité d'un gibier sauvage. Aussi, en l'absence de toute disposition spéciale concernant le gibier d'élevage, les services répressifs ne peuvent faire de discrimination. Dans ces conditions, si des procès-verbaux sont dressés lors du transport ou de la vente de gibiers nés et élevés en captivité, il appartient aux tribunaux seuls de se prononcer. Il est, par ailleurs, impossible de préjuger de la valeur que ces tribunaux accorderaient à la production de pièces attestant qu'il s'agit bien de gibier d'élevage. Devant la complexité du problème, il est apparu indispensable d'établir une réglementation appli-

cable aux animaux gibiers nés et élevés en captivité. Cette réglementation est actuellement en cours de préparation.

(Réponse « J.O. », Débats, 28 janvier 1960.)

En raison tant des dangers de contagion pour l'homme et les animaux domestiques que de l'importance économique et sociale du gibier, il est opportun d'observer de la manière la plus attentive l'apparition et l'évolution des maladies du gibier et à mettre en œuvre toutes les mesures qui doivent permettre d'en limiter l'extension. Indépendamment des mesures réglementaires dont l'application doit être immédiate dès l'apparition d'une maladie légalement contagieuse, il apparaît que le vétérinaire doit, en tout temps, apporter votre concours aux Fédérations Départementales des Chasseurs et au Service des Eaux et Forêts, en vue d'identifier dans le meilleur délai toutes maladies constatées sur le gibier. Il importe de faire connaître à ces organismes que les laboratoires régionaux et départementaux des Services Vétérinaires sont en mesure de procéder aux examens ordinaires en vue du diagnostic des maladies animales et peuvent, le cas échéant, faire appel au Laboratoire Central de Recherches Vétérinaires qui, grâce à l'heureuse initiative du Conseil Supérieur de la Chasse, possède maintenant un service d'études et de recherches sur les maladies du gibier. Il conviendra de prendre contact avec ce service toutes les fois que ce sera nécessaire.

(C.M., 17 août 1955.)

Les élevages de gibier destiné au repeuplement des chasses se font de plus en plus nombreux sur tout le territoire. Certains sont dus à l'initiative privée, d'autres se constituent dans le cadre d'une Fédération de Chasseurs sous la forme de centres de sauvetage ou d'élevage proprement dit.

Tous sont actuellement à la merci de nombreuses maladies parasitaires, virales ou microbiennes qui font que parfois la bonne volonté, les efforts, l'argent sont dépensés en pure perte. Ces mauvais résultats s'aggravent du fait que les survivants, porteurs de parasites ou de germes pathogènes, sont utilisés pour le repeuplement. Une partie, trop affaiblie, est dès le lâcher la proie des carnassiers sauvages ou des chiens

errants, les autres dont la vigueur subsiste contaminent le gibier indigène.

Aussi, le Conseil Supérieur de la Chasse et les Fédérations de Chasseurs ont-ils, comme les services vétérinaires, estimé nécessaire de favoriser le contrôle sanitaire à ces différents lieux de production du gibier, de telle façon que les organismes acheteurs puissent bénéficier de la garantie qu'offre un certificat sanitaire à l'achat.

Pratiquement, l'élevage du gibier se limite actuellement en France à deux espèces : le faisan et la perdrix.

Les dominantes pathologiques ne sont pas les mêmes pour ces deux espèces et, s'il est possible de rencontrer sur elles toutes les maladies habituelles de la basse-cour, les grandes causes de pertes sont :

- pour le Faisan : la coccidiose, la syngamose, la variole, la tuberculose ;
- pour la Perdrix : la coccidiose, l'histomonose, la syngamose, la pullorose, la maladie de Newcastle, la variole.

Toutes maladies pour lesquelles des mesures rapides sont indispensables et possibles.

Les éleveurs désireux de se prévaloir du contrôle sanitaire officiel devront en faire la demande à la Préfecture (Direction des Services Vétérinaires) de leur département ; cette demande comportera leur engagement à se soumettre aux obligations découlant du contrôle organisé comme suit :

1° Le Directeur des Services Vétérinaires ou son représentant visitera l'élevage deux fois par an. Au cours de ces visites qui seront inopinées, l'éleveur pourra recevoir des conseils quant à l'hygiène et à la santé de ses animaux.

2° Lorsque, dans l'intervalle des deux visites de contrôle, surviendront des cas de mortalité, l'éleveur devra en aviser le Directeur des Services Vétérinaires et faire appel au vétérinaire sanitaire de son choix qui tiendra le Directeur des Services Vétérinaires au courant de l'évolution de la maladie.

3° Les sujets nouvellement introduits dans l'élevage devront être isolés pendant 15 jours dans des volières aménagées en lazaret.

4° Lors de la vente du gibier, les éleveurs demanderont au Directeur des Services Vétérinaires la délivrance d'une fiche de garantie sanitaire.

Cette attestation ne pourra être accordée qu'à la suite d'une visite sanitaire favorable effectuée au cours de la quinzaine précédant la vente, par le vétérinaire de l'élevage.

5° Sauf dans le cas de maladie légalement contagieuse (Maladie de Newcastle) et pour les deux visites annuelles prévues au 1°), tous les frais de surveillance et de contrôle seront à la charge des éleveurs ou des fédérations de chasseurs.

Dans le cas où le vétérinaire sanitaire appelé pour donner des soins à un élevage jugera utile de faire confirmer son diagnostic par le laboratoire, il aura la possibilité de s'adresser soit au laboratoire des Services Vétérinaires de son département, soit au Laboratoire Central de Recherches Vétérinaires, section Pathologie du Gibier, 22 rue Pierre-Curie à Alfort.

Il m'apparaît opportun à cette occasion de rappeler aux vétérinaires que lorsqu'il s'agit d'oiseaux ou de petits animaux en général, il est préférable d'adresser au Laboratoire des Malades ou, à défaut, des cadavres frais entiers non ouverts. Sinon, la putréfaction peut masquer les lésions et compliquer l'étude bactériologique et parasitologique demandée.

Pour qu'un tel contrôle puisse porter ses fruits, il y aura lieu de recommander aux acheteurs de gibier de repeuplement de s'approvisionner uniquement dans les élevages pouvant délivrer une fiche de garantie sanitaire.

(C.M., 17 juillet 1956.)

Le rapport sanitaire annuel devra donner, par espèce de gibier destiné au repeuplement :

- le nombre de stations d'élevage sous contrôle ;
- l'état sanitaire (morbidité, mortalité) ;
- les maladies observées, par ordre d'importance ;
- les dispositions prises et les résultats,

afin d'effectuer un contrôle sanitaire des élevages de gibier de repeuplement.

(C.M., 14 décembre 1965.)

CHAPITRE III

COMMERCE DU GIBIER MALADE

« L'exposition, la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses sont interdites ».

(C.R., Art. 240.)

« La chair des animaux morts de maladies quelles qu'elles soient ou abattus comme atteints... des maladies charbonneuses et de la rage, ne peut être vendue et livrée à la consommation ».

(C.R., Art. 253.)

CHAPITRE IV

IMPORTATION DU GIBIER

Le Ministre de l'Agriculture peut prohiber l'entrée en France ou ordonner la mise en quarantaine des animaux susceptibles de communiquer une maladie contagieuse ou tous les objets pouvant présenter le même danger.

Il peut, à la frontière, prescrire l'abattage sans indemnité, des animaux malades ou ayant été exposés à la contagion, et enfin prendre toutes les mesures que la crainte de l'invasion d'une maladie rendrait nécessaires.

(C.R., Art. 247.)

Les mesures sanitaires à prendre à la frontière sont ordonnées par les maires dans les communes rurales, par les commissaires de police dans les gares frontières et dans les ports de mer, conformément à l'avis du vétérinaire désigné par l'administration pour la visite du bétail.

(C.R., Art. 248.)

A la frontière, peuvent être prescrits l'abattage sans indemnité, des animaux malades ou ayant été exposés à la contagion et toutes les mesures que la crainte de l'invasion d'une maladie rendrait nécessaires (C.R. Art. 247. Loi du 31 décembre 1938).

En général, l'importation des équidés, bovins, ovins, caprins et porcins domestiques et *sauvages*, destinés ou non à la boucherie, de leurs viandes et abats, est frappée d'une prohibition formelle, sauf dérogations ou exceptions concernant l'origine géographique des animaux (A.M. 31 août 1949, 18 novembre 1960, 15 février 1949, 3 février 1965). Il en est de même des Oiseaux (A.M. 17 février 1930 et 24 janvier 1949), des carnivores (A.M. 2 novembre 1957), des Rongeurs (A.M. 22 et 24 janvier 1948 et 19 mars 1964).

TROISIEME PARTIE

LEGISLATION SANITAIRE SPECIALE DES MALADIES DU GIBIER

Parmi les maladies réputées contagieuses chez les animaux sauvages et le gibier, certaines ne seront qu'évoquées : *rage, peste bovine, fièvre charbonneuse*. En effet, les deux premières sont à ce point exceptionnelles, en France, qu'il est possible de considérer le pays comme assaini, bien qu'en d'autres lieux, le gibier représente un redoutable réservoir viral. Quant à la fièvre charbonneuse, sa rareté actuelle, due à la vaccination systématique des animaux domestiques réceptifs dans les régions polluées, permet également de ne la suggérer.

En revanche, la législation sanitaire spéciale de la *psittacose-ornithose*, de la *tularémie*, de la *peste aviaire* et de la *myxomatose* doit être étudiée en détail, en raison de la fréquence et de l'importance économique et hygiénique considérable de ces maladies.

TULAREMIE

Espèces visées

Toutes les espèces de Rongeurs domestiques et sauvages (1).

(C.R. Art. 224 et 225 - D. 2 juin 1948.)

Déclaration

Obligatoire par le propriétaire, le vétérinaire ou toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint de tularémie vivant ou mort (2).

Cette déclaration doit être faite immédiatement au maire de la commune où se trouve l'animal. Le maire en informe le Préfet.

Doit également être déclarée toute mortalité élevée chez les lièvres, lapins de garenne et autres Rongeurs sauvages.

(C.R., Art. 226 - A.M., 3 juin 1948
et 27 mai 1953.)

En outre, tout cas de tularémie décelé en dehors du gibier doit être déclaré (3).

(Note, 1950.)

(1) Essentiellement le lièvre et en particulier lièvre de repeuplement importé d'Europe Centrale (Hongrie, Tchécoslovaquie), réservoir européen de tularémie. D'autres espèces (Rongeurs mais aussi Ruminants, Porc, Carnivores, Oiseaux) peuvent être exceptionnellement atteints et parmi le gibier à plume : Gelinotte, perdrix, tétras.

(2) Ce sont, pour le gibier, surtout les chasseurs et les gardes-chasse qui seront amenés à déclarer la tularémie et, le plus souvent, la *suspicion de tularémie* qui doit être systématique sur tout lièvre trouvé mort sur une chasse.

(3) En raison de la constatation d'un cas de tularémie dans la Nièvre chez un homme mordu par un putois, atteint ou simple porteur buccal passif à la suite d'un repas infectant.

Type d'arrêté préfectoral

— Arrêté de déclaration d'infection sur avis des Services Vétérinaires et des Eaux et Forêts (4).

A l'intérieur

I. — MESURES DANS UN ÉLEVAGE (Rongeurs domestiques ou gibier né et élevé en captivité.)

Malades ou cadavres, suspects et contaminés, sont visés indistinctement :

Tout animal atteint ou soupçonné d'être atteint de tularémie (5) doit être immédiatement, et avant même que l'autorité administrative ait répondu à l'avertissement, séquestré, séparé et maintenu isolé autant que possible des autres animaux susceptibles de contracter la maladie.

L'isolement est également obligatoire pour tout rongeur mort ou soupçonné d'être mort de tularémie (5) ou pour tout animal abattu qui, à l'ouverture du cadavre, est reconnu atteint ou suspect de tularémie.

Il est interdit de transporter l'animal ou le cadavre avant que le vétérinaire l'ait examiné. La même interdiction est applicable à l'enfouissement, à moins que le maire, en cas d'urgence n'en ait donné l'autorisation spéciale.

(C.R., Art. 226).

— Mise en Interdit d'un périmètre déclaré infecté.

— Visite des animaux, autopsie des cadavres par le vétérinaire sanitaire.

(4) Mesure sévère légitimée par la contagiosité élevée de la maladie, sa propagation indirecte par arthropodes et les morsures non strictement sédentaires du lièvre, non attaché à un terrier, surtout en période de chasse où les menées par chiens courants risquent de pousser le lièvre très largement en dehors de son quartier de gîte.

(5) Les symptômes de la tularémie sont peu significatifs : l'animal est blotti au gîte ou dans un coin sombre du clapier, apathique. S'il se déplace, il chancelle et présente des mouvements désordonnés : bonds, manèges circulaires, pirouettes.

Les lésions spécifiques sont spléniques (hypertrophie de la rate « en cigare ») ganglionnaires (hypertrophie, aspect nacré, succulent à la coupe) et hépatiques (piqueté blanchâtre d'origine nécrotique), à distinguer de la tuberculose, de la pseudo-tuberculose, de la coccidiose et de la distomatose.

- Isolement, séquestration, visite, recensement, marque des animaux dans ce périmètre.
- Interdiction momentanée des marchés et des transports.
- Désinfection du clapier, des véhicules, des objets.

(C.R., Art. 227 et 228).

Les désinfectants autorisés sont les suivants :

- bichlorure de mercure à 1 % additionné d'acide chlorhydrique à 5 % ;
- hypochlorite de soude commercial au 1/10^e ;
- lait de chaux à 10 % ;
- eau bouillante projetée sous forme de vapeur sous pression ;
- soude caustique à 4 à 8 ‰ additionnée ou non de chaux à 5 % ;
- produits bactéricides à fonction ammonium quaternaire ;
- formol et ses dérivés ;
- huile de pin ;
- orthoquinoléine et ses sels.

(A.M., 1^{er} avril 1898 ;

C.M., 23 mars 1938, 15 déc. 1955 et 24 janv. 1956.)

— Exposition, vente, mise en vente des rongeurs atteints ou soupçonnés d'être atteints sont interdites.

Si la vente a eu lieu, elle est nulle de droit, sous réserve du respect des délais de la mise en règle (45 jours pour un animal vivant, 10 jours pour un cadavre).

La chair des animaux morts ne peut être vendue et livrée à la consommation.

(C.R., Art. 240 et 253.)

— Les cadavres doivent, au plus tard dans les 24 heures, être détruits par un procédé chimique ou par combustion ou, à défaut, être enfouis préalablement recouverts de chaux vive, de telle sorte que la couche de terre au-dessus du cadavre ait au moins un mètre d'épaisseur.

(C.R., Art. 241.)

— Enfouissement obligatoire dans un enclos communal spécialement affecté à cet usage, en dehors des zones d'habitation individuelle ou collective prévues au plan d'aménagement par application du code de l'urbanisme ou de l'habita-

tion ou, à défaut de ce plan, à une distance minima de 100 mètres des habitations et, en tout état de cause, à une distance minima de 100 mètres des points, sources ou cours d'eau, et entourée d'une clôture suffisante pour en défendre l'accès aux animaux.

Aucune récolte de fourrage ne peut être effectuée sur les terrains réservés à l'enfouissement ; les herbes poussant sur ces terrains sont brûlées sur place.

(C.R., Art. 274.)

— Si les cadavres pèsent au total plus de 75 kgs, il est interdit de les enfouir ou de les incinérer. Obligation de les remettre en entier et non dépouillés à un équarisseur. Le transport doit s'effectuer en véhicules étanches.

(C.R., Art. 265.)

II. — MESURE POUR LES RONGEURS SAUVAGES.

Délimitation d'un périmètre infecté sur avis des Services Vétérinaires et des Eaux et Forêts. Apposition, aux limites de ce périmètre, de pancartes portant l'inscription :

« Tularémie, maladie contagieuse animale ».

Interdiction de l'entrée et de la sortie des rongeurs sauvages dans et hors de ce périmètre.

Organisation de battues sous la direction d'un lieutenant de louveterie (6).

(A.M., 30 juin 1948.)

Levée d'interdit : Six mois après la constatation du dernier cas (7).

En raison tant des dangers de contagion pour l'homme et les animaux domestiques que de l'importance économique et sociale du gibier, il importe d'observer de la manière la plus attentive l'apparition et l'évolution des maladies du gibier et à mettre en œuvre toutes les mesures qui doivent permettre

(6) Les modalités de la lutte contre la tularémie sylvatique sont difficiles à appliquer. Le périmètre interdit s'appuiera sur des zones naturelles (collines, cours d'eau, réserves de chasse) délimitées par les mœurs particulières du lièvre. Le repeuplement et la reprise du gibier en seront interdits.

(7) En raison de la propagation entomologique de la maladie qui entraîne une latence épidémiologique considérable et de la difficulté du dépistage d'une maladie spéciale au gibier.

d'en limiter l'extension. Indépendamment des mesures réglementaires dont l'application doit être immédiate dès l'apparition d'une maladie légalement contagieuse, il apparaît que vous devez, en tout temps, apporter votre concours aux fédérations départementales des chasseurs et au service des Eaux et Forêts, en vue d'identifier dans le meilleur délai toutes les maladies constatées sur le gibier. Il importe de faire connaître à ces organismes que les laboratoires régionaux et départementaux des Services Vétérinaires sont en mesure de procéder aux examens ordinaires en vue du diagnostic des maladies animales et peuvent, le cas échéant, faire appel au Laboratoire Central de Recherches Vétérinaires qui, grâce à l'heureuse initiative du Conseil Supérieur de la Chasse, possède maintenant un service d'études et de recherches sur les maladies du gibier. Il conviendra de prendre contact avec ce service toutes les fois que ce sera nécessaire et, d'autre part, de communiquer à son directeur, M. Lucas, tous les renseignements qui seront demandés.

D'autre part, les laboratoires régionaux et départementaux des Services Vétérinaires doivent rester en mesure de procéder aux examens courants en vue du diagnostic des maladies du gibier.

Il était important de souligner quelques aspects de ce problème pour persuader que l'étude et la prophylaxie des maladies du gibier restent dans le cadre de l'activité des Services Vétérinaires.

(C.M., 17 août 1955.)

Aux Frontières

Interdiction de l'importation ou du transit :

- des rongeurs domestiques et sauvages vivants ou morts;
- des peaux fraîches ou vertes des rongeurs domestiques ou sauvages.

(C.R., Art. 247 - A.M., 22 janvier 1948.)

Toutefois, des dérogations à l'importation peuvent être accordées en tenant compte de la situation sanitaire des pays d'origine.

(A.M., 22 janvier 1948.)

Les dérogations pour les peaux brutes de rongeurs fraîches ou vertes, salées ou non, sont accordées sous réserve de la présentation en douane, à l'entrée en France, d'un certificat attestant que le territoire d'origine est indemne de tularémie depuis au moins trois mois (8).

(Avis, 24 août 1955.)

Tularémie, Zoonose

Déclaration et désinfection obligatoires sous le n° 23 (9).

(D., 10 juillet 1947.)

(8) La garantie la plus sûre pour la protection du gibier et celle de la Santé Publique contre la tularémie demeure la réglementation de l'importation, en particulier du lièvre de repeuplement à partir des pays infectés, surtout originaire d'Europe Centrale. C'est à la suite de dérogations à la prohibition générale d'importation des Rongeurs (en 1947) que les premiers cas de tularémie animale et humaine ont été enregistrés en France, motivant l'inscription de la maladie sur la liste des maladies réputées contagieuses chez l'animal et chez l'homme.

(9) La tularémie humaine, zoonose accidentelle, professionnelle ou de loisir (chasse) est souvent sévère mais curable à l'aide des antibiotiques, (streptomycine, chloramphénicol, tétracyclines). Elle se manifeste en général, après contact avec la dépouille d'un lièvre infecté, par un syndrome grippal, des ulcérations cutanées et des adénites suppurées ; son diagnostic allergique à l'aide de la tularine est facile.

PSITTACOSE ORNITHOSE

Espèces visées

Oiseaux de toutes espèces (1).

(*Psittacose*, D., 13 juillet 1937 ;
Ornithose, D., 16 août 1965.)

Déclaration

obligatoire par le propriétaire, le vétérinaire ou toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un oiseau atteint ou soupçonné d'être atteint de Psittacose ou d'Ornithose, vivant ou mort. Cette déclaration doit être faite immédiatement au maire de la commune où se trouve l'oiseau.

(C.R., Art. 226.)

(1) L'interprétation de « Psittacose et Ornithose chez les Oiseaux de toutes espèces » doit être la plus large possible : — en raison de la gravité économique, certes relativement faible mais croissante de la maladie chez les Psittacidés (oiselières, parcs zoologiques), chez les oiseaux de basse-cour (dindon, pigeon et canard surtout) et des places publiques (pigeon, moineau), chez les oiseaux sauvages et le gibier à plume ; — en raison surtout de l'aspect hygiénique de la maladie, qui se transmet à l'Homme par voie pulmonaire et qui est en conséquence inscrite sur la liste des maladies humaines à déclaration et désinfection obligatoires.

Il importe donc de réunir, dans cette législation, les deux maladies dues à deux expressions virulentes d'un même virus :

— d'une part la *psittacose* proprement dite, maladie majeure grave généralisée des *Psittacidés* (*entérotypus* des perroquets, perruches, cacatoès, aras...) et de l'Homme (*pneumotypus* humain) ;

— d'autre part l'*ornithose*, maladie mineure, moins sévère, sauf exception, souvent même inapparente chez les oiseaux domestiques (dindon, pigeon, canard) et sauvages (près de 50 espèces), transmissible à l'Homme (pneumonie atypique subaiguë), surtout en tant que maladie professionnelle des éleveurs, oiselières, marchands de volailles, amateurs d'oiseaux exotiques et colombo-philés. Comme le virus de la psittacose-ornithose appartient au même groupe des *Néorickettsias* et que l'on isole de plus en plus fréquemment de nombreux agents de ce groupe chez les mammifères (Ovins en particulier), il est nécessaire de considérer l'ensemble Oiseaux - Mammifères - Homme pour les enquêtes épidémiologiques et les mesures sanitaires à instituer.

Type d'arrêté préfectoral

Déclaration d'infection d'un périmètre infecté (2).

— *Vis-à-vis des malades* (3) (cliniquement atteints) *et des suspects* (4) (présentant des symptômes ou des lésions ne pouvant être rattachés d'une façon certaine à une autre maladie) :

- Isolement, séquestration, visite, recensement, marque.

(C.R., Art. 228.)

● Transport de l'oiseau vivant ou du cadavre interdit avant l'examen du vétérinaire sanitaire.

— *Vis-à-vis des contaminés* (5) (apparemment sains mais en contact avec les oiseaux atteints) :

Vente autorisée pour la boucherie seulement. L'abattage aura lieu dans la localité, sous la surveillance du vétérinaire sanitaire, qui fait l'autopsie, ou dans un abattoir public surveillé par un vétérinaire. Dans le cas de transport à l'abattoir, le vétérinaire sanitaire délivre un laissez-passer qui est visé par le maire ; ce laissez-passer est rapporté au maire dans un délai de 5 jours avec un certificat attestant que les animaux ont été abattus. Les animaux envoyés à l'abattoir ne peuvent y être transportés qu'en voiture.

(D., 6 octobre 1904, Art. 83.)

(2) En l'absence d'une réglementation spéciale, les mesures de police sanitaire générale sont applicables à cette maladie. L'attitude dilatoire de l'Administration s'explique en partie par l'importance restreinte de la maladie chez l'Homme et l'animal et par la difficulté du diagnostic de la maladie. En raison du caractère peu diffusible de la maladie, le périmètre infecté ne comprend que l'exploitation avicole ou les volières des parcs zoologiques. Il peut être plus étendu lorsque la maladie a été diagnostiquée sur les pigeons des places publiques.

(3) Les *malades* sont les oiseaux atteints d'une maladie apparente sans symptôme caractéristique, chez lesquels le laboratoire a révélé l'existence de la maladie : — soit *directement* par mise en évidence du virus (réussite de l'inoculation de fèces, de rate, de foie à la souris et présence sur calques de foie ou de rate de corps élémentaire Macchiavello) ;

— soit *indirectement* grâce à une sérologie positive de groupe (réaction directe ou indirecte de fixation du complément, microagglutination des corps. élémentaire, à l'aide du sérum de l'oiseau suspect).

La marque pourra être faite aux ciseaux.

(4) Les *suspects* constituent tous les oiseaux malades du voisinage.

(5) La récupération des *contaminés* pour la consommation (Dindons, Pigeons, Canards) est possible puisqu'aucun cas de transmission à l'Homme après consommation de chair d'oiseau contaminé n'a été décrit. Cependant il est nécessaire de faire prendre des précautions très précises au personnel d'abattoir et de laboratoire, la contamination par les squames alaires et les fientes pulvérulentes étant très courante.

Dans tous les autres cas, surtout pour les Psittacidés, la vente devra être interdite.

— *Vis-à-vis des cadavres* :

- Destruction obligatoire dans les 24 heures.
- Enfouissement interdit avant l'examen du vétérinaire sanitaire, à moins que le maire, en cas d'urgence, n'en ait donné l'autorisation spéciale (*C.R., Art. 226*).
- Enfouissement obligatoire dans un enclos communal spécialement affecté à cet usage (*C.R., Art. 274*).
- Transport à l'atelier d'équarrissage (6) ou à la fosse d'enfouissement en véhicule étanche.

Les voitures sont disposées de manière qu'aucune matière solide ou liquide ne puisse s'en échapper durant le trajet ; elles sont immédiatement nettoyées et désinfectées ainsi que tous les objets ayant été en contact avec les animaux morts ou abattus comme atteints de maladie.

Les conducteurs et autres personnes employées au chargement ou déchargement et à l'enfouissement des cadavres sont soumis aux mesures de désinfection jugées nécessaires (*D. 6 octobre 1904, Art. 84*).

— *Vis-à-vis des locaux* :

- Mise en interdit ainsi que le périmètre délimité déclaré infecté (*C.R., Art. 228*).

● Désinfection obligatoire immédiate en cours de maladie (*C.R., Art. 227*), à l'aide de l'un des antiseptiques autorisés :

- bichlorure de mercure à 1 % additionné d'acide chlorhydrique à 5 % ;
- hypochlorite de soude commercial au 1/10° ;
- lait de chaux à 10 % ;
- eau bouillante projetée sous forme de vapeur sous pression ;
- soude caustique à 4 à 8 % additionnée au non de chaux à 5 % ;
- produits bactéricides à fonction ammonium quaternaire ;
- formol et ses dérivés ;
- huile de pins ;
- orthoxyquinoléine et ses sels.

(*A.M., 1^{er} avril 1898 ; C.M., mars 1938 ;
15 décembre 1955 et 24 janvier 1956*) (7).

Levée de l'arrêté d'infection : non indiquée.

(6) Cette mesure suppose un lot important de cadavres, éventualité possible si la maladie revêt un jour en France l'allure enzootique qu'elle manifeste dans d'autres pays (Etats-Unis surtout).

Mesures à prendre dans les foires et marchés

Malades et contaminés appartenant au même propriétaire sont mis en fourrière jusqu'à complète guérison de la maladie. Pendant la durée de la séquestration, le propriétaire peut faire abattre ses animaux pour la boucherie.

L'abattage des animaux malades a lieu dans la localité même, sous la surveillance du vétérinaire inspecteur du marché. Les animaux simplement contaminés peuvent être envoyés à l'abattoir public le plus voisin.

Les oiseaux appartenant à d'autres propriétaires qui ont été en contact sur le marché ou pendant le transport avec les malades ne peuvent sortir du marché qu'avec un laissez-passer délivré par le vétérinaire inspecteur.

Ce laissez-passer lui est renvoyé dans le délai de 5 jours, revêtu du visa du maire de la commune où les animaux ont été conduits. Dès l'arrivée des animaux, le maire de ladite commune informe le vétérinaire sanitaire qui visite ces animaux et adresse son rapport au Préfet.

(D., 6 octobre 1904, Art. 94.)

Gibier

En raison, tant des dangers de contagion pour l'homme et les animaux domestiques que de l'importance économique et sociale du gibier, il convient d'observer de la manière la plus attentive l'apparition et l'évolution des maladies du gibier et à mettre en œuvre toutes les mesures qui doivent permettre d'en limiter l'extension. Indépendamment des mesures régle-

(7) La désinfection peut être effectuée soit par le propriétaire lui-même (à recommander alors les pulvérisations de lait de chaux à 5 % sodé à 8 ‰) soit de préférence par les organismes spécialisés (camions de désinfection utilisant les ammoniums quaternaires, les sels d'orthoxyquinoléine et surtout le formol).

mentaires dont l'application doit être immédiate dès l'apparition d'une maladie légalement contagieuse, il apparaît qu'en tout temps un concours soit apporté aux Fédérations départementales des Chasseurs et au Service des Eaux et Forêts, en vue d'identifier, dans le meilleur délai, toutes maladies constatées sur le gibier. Il importe de faire connaître à ces organismes que les laboratoires régionaux et départementaux des Services Vétérinaires sont en mesure de procéder aux examens ordinaires en vue du diagnostic des maladies animales et peuvent, le cas échéant, faire appel au Laboratoire Central de Recherches Vétérinaires qui, grâce à l'heureuse initiative du Conseil Supérieur de la Chasse, possède maintenant un Service d'études et de recherches sur les maladies du gibier.

D'autre part, les laboratoires régionaux et départementaux des Services Vétérinaires doivent rester en mesure de procéder aux examens courants en vue du diagnostic des maladies du gibier.

(C.M., 17 avril 1955.)

Destruction des pigeons de place dans les villes

Le risque de propagation de l'ornithose par les pigeons des places publiques de Paris n'est pas tel qu'il doit à lui seul entraîner la suppression de ces oiseaux. D'autres raisons telles que la souillure et la dégradation des immeubles conduisent cependant à considérer comme souhaitable la réduction du nombre de ces oiseaux qui semble avoir considérablement augmenté depuis quelques années (8).

(Réponse « J.O. », 17 mai 1962.)

Eradication de la Psittacose (9)

PRINCIPE

A) A L'ÉCHELON NATIONAL

— *Sur le plan vétérinaire*, le Ministre de l'Agriculture peut, suivant les modalités prévues par un arrêté conjoint des

(8) La solution actuelle consiste à capturer les oiseaux au filet et à les relâcher dans des campagnes éloignées

(9) On ne saurait trop recommander l'éradication de la maladie, en particulier sur le plan local ou régional. On voit que les deux législations, humaine et vétérinaire, se complètent harmonieusement et peuvent éventuellement se substituer réciproquement.

Ministres de l'Agriculture et des Finances, prendre toutes mesures destinées à poursuivre l'extinction des maladies des animaux réputées contagieuses.

Le Comité Consultatif des Epizooties donne son avis sur les mesures que peut exiger une maladie. Le Ministre lui communique tous renseignements relatifs aux épizooties.

(C.R., Art. 214.)

— *Sur le plan de la Santé Publique* : Lorsqu'une épidémie menace tout ou partie du territoire ou s'y développe et que les moyens de défense locaux sont reconnus insuffisants, un décret détermine, après avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France, les mesures propres à empêcher la propagation de cette épidémie. Il règle les attributions, la composition et le ressort des autorités et administrations chargées de l'exécution de ces mesures et leur délègue, pour un temps déterminé, le pouvoir de les exécuter.

Les frais d'exécution de ces mesures, en personnel et en matériel, sont à la charge de l'Etat. Les décrets et actes administratifs qui prescrivent l'application de ces mesures sont exécutoires dans les 24 heures à partir de leur publication au *Journal Officiel*.

(Code de la Santé Publique, Art. 18.)

B) A L'ÉCHELON COMMUNAL OU DÉPARTEMENTAL

— *Sur le plan vétérinaire* :

La Police Municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique. Elle comprend notamment :

.....

6° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, tels que... les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure.

(C.M., Art. 97.)

— *Sur le plan de la Santé Publique :*

En cas d'urgence, c'est-à-dire en cas d'épidémie ou d'un autre danger imminent pour la Santé Publique, le préfet peut ordonner l'exécution immédiate, tous droits réservés, des mesures prescrites par les règlements sanitaires prévus dans la législation de la Santé Publique.

L'urgence doit être constatée par un arrêté du maire et, à son défaut, par un arrêté du préfet, que cet arrêté spécial s'applique à une ou plusieurs personnes ou qu'il s'applique à tous les habitants de la commune.

(Code de la Santé Publique, Art. 17.)

Mesures aux frontières (Importation ou transit) (10)

L'importation des psittacidés en France métropolitaine est interdite.

(A.M., 17 février 1930 ; C.R., Art. 247 ;
A.M., 17 février 1930 et 24 janvier 1948).

Des raisons sanitaires ont interdit l'importation et le transit sur le territoire de la France métropolitaine des oiseaux en provenance de tous pays, sous réserve de dérogations.

Une dérogation générale d'importation et de transit est accordée pour les oiseaux de volière vivants ou morts, quelle que soit leur provenance.

Toutefois, les présentes dispositions ne sont pas applicables aux psittacidés (toutes variétés de perroquets, perruches, cacatoès), aux coqs et poules, dindes et dindons, pintades, faisans, perdrix, paons, canards, oies, cygnes et pigeons).

(10) L'interdiction d'importer des psittacidés est soumise à un certain nombre de dérogations non officielles (repeuplement des parcs zoologiques, expositions avicoles, oiseaux de cirque, etc...) et c'est là la raison de l'éclosion, de temps à autre, d'un foyer de psittacose. Il semble donc légitime de respecter cette interdiction malgré la proposition récente, dans le rapport FAO/OMS de 1958, d'administrer aux Psittacidés d'importation, par ailleurs isolés pendant quatre à six semaines, une nourriture médicamenteuse, antibiotiques, en particulier auréomycine à dose supérieure à 100 mmg/kg) pendant trente jours au moins, avec reprise ultérieure si nécessaire. Les suspects et les porteurs de germes seraient bactériologiquement guéris de cette pratique.

Pour ces différents oiseaux, l'importation reste soumise à la présentation d'une dérogation sanitaire d'importation délivrée par le Ministre de l'Agriculture.

(*Avis*, 26 mai 1957.)

Psittacose, zoonose

La psittacose est inscrite sur la liste des maladies à déclaration et désinfection obligatoires, sous le numéro 19.

(*D.*, 26 juillet 1941.)

MYXOMATOSE

Espèces visées

Rongeurs de toutes espèces, domestiques et sauvages (1).

(C.R., Art. 224, 225 et D., 27 mai 1953.)

Déclaration

obligatoire au maire de la commune où se trouve l'animal par le propriétaire, le vétérinaire ou toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un lapin domestique atteint ou soupçonné d'être atteint de myxomatose infectieuse des Rongeurs, vivant ou mort.

Doit être également déclarée toute mortalité élevée sur les lapins de garenne.

Le Maire en informe le Préfet.

(C.R., Art. 226 ; A.M., 27 mai 1963.)

Type d'arrêté préfectoral

Arrêté de déclaration d'infection (2) sur proposition du Directeur des Services Vétérinaires et après avis du Conservateur des Eaux et Forêts et du Président de la Fédération départementale des Chasseurs.

I. — MESURES DANS UN ELEVAGE (lapins domestiques).

Sans distinction de malades, suspects et contaminés, les mesures portent sur l'ensemble du clapier, soit :

(1) Essentiellement le lapin domestique et le lapin de garenne (*Oryctolagus*) car le lapin sauvage (*Sylvilagus*) et le lièvre (*Lepus*) sont très résistants au virus myxomateux ; toutefois, quelques cas de myxomatose sont exceptionnellement signalés chez eux.

Ces mesures ont été édictées à la suite de l'épizootie européenne de myxomatose artificiellement déclenchée en Sologne par le Professeur Armand DELILLE dans le dessein de détruire les Rongeurs dans sa propriété.

(2) Mesure sévère légitimée par la haute contagiosité de la myxomatose et sa transmission entomologique.

1° L'isolement, la séquestration, la visite, le recensement et la marque des lapins de l'exploitation atteinte, l'autopsie des cadavres ;

2° La mise en interdit du clapier de cette exploitation ;

3° La désinfection du clapier et des objets à l'usage des animaux malades et contaminés ou qui ont été souillés par eux, des paniers et voitures ayant servi à leur transport et, d'une manière générale, des objets quelconques pouvant servir de véhicules à la contagion.

Les cadavres seront détruits par le feu ou enterrés entre deux lits de chaux, à une profondeur suffisante pour les mettre à l'abri des chiens.

(C.R., Art. 226, 227, 228, 240, 241 ; A.M., 27 mai 1953.)

L'isolement est également obligatoire pour tout rongeur mort ou soupçonné d'être mort de myxomatose (3) ou pour tout animal abattu qui, à l'ouverture du cadavre, est reconnu atteint ou suspect de myxomatose.

Il est interdit de transporter l'animal ou le cadavre avant que le vétérinaire sanitaire l'ait examiné. La même interdiction est applicable à l'enfouissement, à moins que le maire, en cas d'urgence, n'en ait donné l'autorisation spéciale.

(C.R., Art. 226.)

Les désinfectants autorisés sont le suivants :

- bichlorure de mercure à 1 % additionné d'acide chlorhydrique à 5 % ;
- hypochlorite de soude commercial au 1/10° ;
- lait de chaux à 10 % ;
- eau bouillante projetée sous forme de vapeur sous pression ;
- soude caustique à 4 à 8 % additionnée ou non de chaux à 5 % ;
- produits bactéricides à fonction ammonium quaternaire ;

(3) Les symptômes et les lésions de la myxomatose consistent essentiellement dans des manifestations oculaires avec œdème céphalique fluent (facies léonin et bouffissure de la tête), des manifestations anogénitales (œdèmes et turgescence) et des manifestations cutanées (tumeurs nodulaires). Dans certaines formes atténuées, au décours d'épizooties, seule une forme nodulaire nasale et auriculaire sèche, autocurable, peut être constatée.

- formol et ses dérivés ;
- huile de pin ;
- orthoquinoléine et ses sels.

(A.M., 1^{er} avril 1898 ;

C.M., 23 mars 1938, 15 déc. 1955 et

24 janvier 1956.)

Exposition, vente, mise en vente des rongeurs atteints ou soupçonnés d'être atteints sont interdites.

Si la vente a lieu, elle est nulle de droit, sous réserve du respect des délais de la mise en règle (45 jours pour un animal vivant, 10 jours pour un cadavre).

La chair des animaux morts ne peut être vendue et livrée à la consommation.

(C.R., Art. 240 et 253.)

Les cadavres doivent, au plus tard dans les 24 heures, être détruits par un procédé chimique ou par combustion ou, à défaut, être enfouis préalablement recouverts de chaux vive, de telle sorte que la couche de terre au-dessus du cadavre ait au moins un mètre d'épaisseur.

(C.R., Art. 241.)

Enfouissement obligatoire dans un enclos communal spécialement affecté à cet usage, en dehors des zones d'habitation individuelle ou collective prévues au plan d'aménagement par application du code de l'Urbanisme ou de l'Habitation ou, à défaut de ce plan, à une distance minima de 100 mètres des habitations et, en tout état de cause, à une distance minima de 100 mètres des points, sources ou cours d'eau, et entourée d'une clôture suffisante pour en défendre l'accès aux animaux.

Aucune récolte de fourrage ne peut être effectuée sur les terrains réservés à l'enfouissement ; les herbes poussant sur ces terrains sont brûlées sur place.

(C.R., Art. 274.)

Si les cadavres pèsent au total plus de 75 kgs, il est interdit de les enfouir ou de les incinérer. Obligation de les remettre en entier et non dépouillés à un équarrisseur. Le transport doit s'effectuer en véhicules étanches.

(C.R., Art. 265.)

II. — MESURES POUR LES LAPINS DE GARENNE

ART. 3. — S'il s'agit de lapins de garenne, le Préfet, sur proposition du Directeur départemental des Services Vétérinaires, après avis du Conservateur des Eaux et Forêts et du Président de la Fédération départementale des Chasseurs, prescrira, par voie d'arrêté, les mesures suivantes :

a) Délimitation d'un large périmètre déclaré infecté et apposition de pancartes portant les mots « Myxomatose, maladie contagieuse du lapin » pour désigner les limites de ce périmètre ;

b) Interdiction d'entrer ou de sortir des lapins de garenne à destination ou en provenance du périmètre déclaré infecté ;

c) Organisation éventuelle de battues sous la direction d'un lieutenant de louveterie (4).

(A.M., 27 mai 1953.)

En raison, tant des dangers de contagion pour l'homme et les animaux domestiques que de l'importance économique et sociale du gibier, il convient d'observer de la manière la plus attentive l'apparition et l'évolution des maladies du gibier et à mettre en œuvre toutes les mesures qui doivent permettre d'en limiter l'extension. Indépendamment des mesures réglementaires dont l'application doit être immédiate dès l'apparition d'une maladie légalement contagieuse, il apparaît qu'en tout temps un concours soit apporté aux Fédérations départementales des Chasseurs et au Service des Eaux et Forêts, en vue d'identifier, dans le meilleur délai, toutes maladies constatées sur le gibier. Il importe de faire connaître à ces organismes que les laboratoires régionaux et départementaux des Services Vétérinaires sont en mesure de procéder aux examens ordinaires en vue du diagnostic des maladies animales et peuvent, le cas échéant, faire appel au Laboratoire Central de Recherches Vétérinaires qui, grâce à l'heureuse initiative du Conseil Supérieur de la Chasse, possède maintenant un Service d'études et de recherches sur les maladies du gibier.

(4) Les mesures destinées à lutter contre une maladie du gibier sont toujours difficiles à mettre en application.

D'autre part, les laboratoires régionaux et départementaux des Services Vétérinaires doivent rester en mesure de procéder aux examens courants en vue du diagnostic des maladies du gibier. Sur le point particulier de la lutte contre la myxomatose, vous voudrez bien, dès maintenant, prévoir l'exécution des mesures suivantes, en liaison avec le Service d'études et des recherches sur les maladies du gibier :

1° Enquête sur l'évolution de la myxomatose dans les diverses régions de chaque département, en s'efforçant de mettre en évidence les variations du taux de morbidité et de mortalité et, le cas échéant, l'apparition de formes cliniques à évolution lente avec survie d'un certain nombre de malades ;

2° Capture de sujets atteints de formes à évolution lente ou ayant résisté à une atteinte de la maladie. L'objet essentiel de ces mesures est d'isoler un virus spontanément atténué qui pourrait servir à la préparation d'un vaccin homologue ; les plus récentes observations faites en Australie permettent de penser que ce programme de recherches doit être retenu.

(C.M., 17 avril 1955.)

Il convient de souligner que les réveils et la persistance de la myxomatose peuvent trouver leur explication dans le mode de transmission de la maladie par les moustiques et dans l'impossibilité d'entreprendre une action sanitaire efficace à l'égard du réservoir permanent de virus que constituent les lapins sauvages. Il ne semble donc pas, compte tenu du caractère épidémiologique de la myxomatose, que sa persistance ou ses recrudescences puissent être délibérément attribuées au fait « qu'on procède à une relance de la maladie », favorisée par une application insuffisante des dispositions de la loi du 31 octobre 1955 réprimant la destruction de certains animaux par des épizooties provoquées. Il n'est pas inutile de mentionner, à ce propos, que l'on a enregistré une régression considérable et constante du nombre de communes infectées de myxomatose des lapins domestiques depuis l'année 1953 jusqu'à la période actuelle. Je crois devoir préciser que la production et la détention de produits biologiques susceptibles de provoquer des épizooties sur le gibier, et notamment sur le lapin, font l'objet d'une réglementation sévère. L'importation de ces produits en France est subordonnée à une autorisation délivrée

par le Ministère de l'Agriculture et confirmée par le Ministère de la Santé Publique et de la Population. Il apparaît bien que le service des douanes effectue, à l'égard des produits biologiques, un contrôle particulièrement sévère. Je tiens enfin à assurer l'honorable parlementaire que je ne manquerai pas de veiller à la stricte application des mesures tendant à renforcer l'efficacité de la lutte contre la myxomatose.

(Réponse, « J.O. », 31 janvier 1961).

III. — VIANDES ET DEPOUILLES

ART. 5. — Les viandes et les dépouilles de lapins atteints de myxomatose ne peuvent être ni mises en vente, ni vendues (5).

(A.M., 27 mai 1953.)

Levée de l'arrêté d'infection :

ART. 4. — Les mesures prises pourront être levées lorsqu'il se sera écoulé un délai d'au moins six mois après la dernière constatation d'un cas de myxomatose.

Toutefois, dans le cas de myxomatose chez les lapins domestiques, la levée des mesures pourra être proposée soit quinze jours après l'abattage de tous les lapins de l'exploitation et après accomplissement de toutes les prescriptions relatives à la désinfection, soit trois mois après le dernier cas et désinfection (6).

(A.M., 27 mai 1953 et 17 avril 1959.)

La lecture des bulletins sanitaires adressés chaque quinzaine par les départements fait manifestement apparaître — notamment en ce qui concerne la myxomatose — que, trop fréquemment, les chiffres concernant le nombre de foyers existant en fin de quinzaine sont reconduits, les arrêtés déclaratifs d'infection venus à expiration n'ayant pas été levés.

(5) En effet, la virémie est importante, les viandes sont congestionnées, la carcasse est répugnante et, en outre, les tumeurs restent adhérentes à la peau et disparaissent après dépouillement.

(6) Délai très long en raison de la persistance entomologique du virus myxomateux.

Il faut souligner le caractère préjudiciable de cette pratique, aussi bien pour nos exportations que pour la prophylaxie elle-même (7).

(C.M., 8 janvier 1955
et Note, 14 août 1959.)

L'état sanitaire en matière de myxomatose sera porté sur le bulletin de quinzaine.

(C.M., 9 juillet 1953.)

Description scientifique de la myxomatose.

(Note, 20 janvier 1953.)

Les Fédérations départementales des Chasseurs mettront leurs gardes à la disposition des Services Vétérinaires pour la prospection des foyers de myxomatose. Les Services Vétérinaires s'adresseront au Conseil Supérieur de la Chasse, 243, boulevard Saint-Germain, Paris (7^e).

Réciproquement, les Services Vétérinaires répondront aux demandes de renseignements des Fédérations sur la situation sanitaire du gibier.

(C.M., 23 juillet 1953.)

Une enquête a été effectuée dans le Maine-et-Loire en vue de vérifier la valeur du vaccin.

(C.M., 14 décembre 1964.)

Mesures aux frontières

Interdiction de l'importation ou du transit :

- des Rongeurs domestiques et sauvages, vivants ou morts ;
- les peaux fraîches ou vertes des Rongeurs domestiques et sauvages (8).

(C.R., Art. 247 et A.M., 22 janvier 1948.)

(7) Cette omission entraîne en effet de graves préjudices commerciaux pour l'exploitant.

(8) En accord avec les résolutions prises par l'Office International des Epizooties (Paris, 13-14 novembre 1953) :
Mesures de protection :

1° Interdiction des importations et du transit des animaux vivants appar-

Toutefois, des dérogations à l'importation peuvent être accordées en tenant compte de la situation sanitaire des pays d'origine.

(A.M., 22 janvier 1948.)

ARTICLE PREMIER. — Sont autorisés l'importation et le transit en Algérie des rongeurs domestiques vivants ou morts ainsi que leurs peaux fraîches ou vertes, salées ou non, en provenance de la métropole.

ART. 2. — Toutefois, les animaux ou produits animaux devront être accompagnés, au moment de leur importation, d'un certificat sanitaire et d'origine délivré par le Directeur départemental des Services Vétérinaires du département de provenance. Ce certificat attestera que, dans la localité d'origine et pendant les trois mois précédents, aucun cas de maladie contagieuse des animaux de l'espèce et notamment de myxomatose et de tularémie, n'a été constaté.

Ce document devra également indiquer l'espèce et le nombre des animaux ou la quantité et la nature des produits animaux expédiés.

Il ne devra pas avoir été délivré plus de trois jours avant la mise en route des animaux.

(A.M., 16 mars 1960.)

L'importation et le transit des lapins domestiques et de garenne, ainsi que de leurs viandes ou de leurs peaux à l'état frais, sont subordonnés à la délivrance, pour chaque cas, d'une autorisation préalable des services du Ministère de la Santé. Ces autorisations sont délivrées compte tenu de la situation des foyers de myxomatose dans les pays de provenance par rapport au lieu d'origine des animaux, viandes ou peaux.

(C.R., Art. 224, 225 et D., 27 mai 1953.)

tenant aux espèces sensibles à la myxomatose (y compris le lièvre), originaires de pays où existe la maladie.

- 2° La même interdiction s'applique, pour ces mêmes espèces, aux animaux morts et à leurs produits (viande, dépouilles...), sauf dérogation accordée sous certaines conditions sanitaires (stérilisation, désinfection, etc...) offrant toutes garanties.
- 3° Déclaration obligatoire de la maladie dès son apparition et de tout nouveau foyer.

Mesures d'éradication :

- 1° *Lapins domestiques* : isolement, séquestration, mise en interdit des exploitations ou des zones infectées, abattage des animaux malades ou contaminés, destruction des cadavres, désinfection.
- 2° *Lapins sauvages* (éventuellement autres espèces sensibles) : Extermination dans les zones infectées et suspectes et destructions de cadavres.

PESTE AVIAIRE

I. — Espèces visées

Toutes les espèces d'oiseaux (1) et sous toutes ses formes (2) (Peste, pseudo-pestes, maladie de Newcastle).

(C.R., Art. 224 et 225 ; D., 21 août 1948 et D., 16 août 1965 ; A.M., 23 juillet 1959.)

La Maladie de Newcastle peut être causée par deux types de virus, identiques du point de vue antigénique, mais présentant la particularité clinique de donner, l'un (virus de type asiatique) une forme suraiguë ou aiguë de la maladie, s'accompagnant d'une soudaine et très forte mortalité à la suite d'une évolution très rapide, l'autre (virus dit de type américain) entraînant une maladie sévissant d'emblée sous une forme subaiguë ou chronique, mais dont l'aboutissement est, ici encore, fatal dans la majorité des cas. Il va sans dire que le type asiatique peut, chez certains individus, provoquer une évolution plus lente aboutissant aux formes chroniques de la maladie, de même que le type américain peut entraîner des cas d'évolution rapide aboutissant à la mort en quelques jours, sur les jeunes en particulier.

(1) Soit domestiques (poules, pigeons, dindons, canards, pintades, oies), soit sauvages (perdrix, faisans, cailles, canards, moineaux, corbeaux), soit entretenus dans les parcs zoologiques. La déclaration doit s'étendre, par conséquent, non seulement aux oiseaux de la ferme ou des élevages industriels, mais encore au gibier sauvage ou d'élevage et aux oiseaux des parcs zoologiques. Rarement transmissible à l'Homme (conjonctivites, méningites), la maladie ne figure pas sur la liste des zoonoses majeures et n'est soumise à aucune réglementation.

(2) La peste aviaire revêt de nombreuses formes cliniques, les unes aiguës, voire suraiguës, d'évolution rapide, les autres d'allure lente et chronique (pneumo-encéphalite). Elle est déterminée par de nombreuses variétés d'ultra-virus, dont le seul connu en France est le virus de Newcastle.

Avec l'un comme l'autre type de virus, la grande importance de la morbidité dans un troupeau infecté ne peut être comparée à celle d'aucune autre maladie.

(C.M., 17 juin 1959.)

II. — Déclaration

Obligatoire par le propriétaire, le vétérinaire ou toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un oiseau atteint ou soupçonné d'être atteint de peste aviaire, vivant ou mort.

Cette déclaration doit être faite immédiatement au maire de la commune où se trouve l'animal.

(C.R., Art. 226.)

Même lorsqu'elle est diagnostiquée, la Maladie de Newcastle n'est pas toujours déclarée par les propriétaires et les vétérinaires par crainte des mesures sanitaires et de leurs conséquences. Bien au contraire, il arrive que les éleveurs se hâtent de vendre leurs animaux, soit vivants, soit après abattage, à des marchands ou sur les marchés et la contagion se répand ainsi souvent au loin. Il va sans dire qu'il importe de s'élever contre de telles pratiques et de veiller à ce qu'elles soient réprimées avec la plus grande sévérité. Il ne semble pas cependant que la crainte des pénalités prévues en cas de non-déclaration de maladie contagieuse et de mise en vente de sujets atteints ou contaminés soit suffisante pour inciter, dans tous les cas, les propriétaires à déclarer la maladie. Il en est de même de leur éventuelle responsabilité civile en cas d'extension de la contagion à d'autres élevages.

Il est nécessaire que les propriétaires des élevages infectés puissent avoir le sentiment de n'être pas les auteurs de leur propre ruine en déclarant la maladie, ce qui est parfois le fait de l'application des règlements sanitaires (3).

(C.M., 20 décembre 1955.)

(3) On mesure l'importance de la déclaration précoce de la peste aviaire dans la prophylaxie de ce fléau de l'aviculture, comme du reste pour toutes les grandes épizooties (fièvre aphteuse, peste porcine...).

III. — Type d'arrêté préfectoral

Déclaration d'infection d'un périmètre infecté (4).

(A., 23 juillet 1959, Art. 1^{er}.)

Le périmètre infecté englobe une *zone de séquestration* et une *zone d'interdiction* (4).

La *zone de séquestration* comprend, en totalité ou en partie, l'exploitation dans laquelle la maladie a été constatée, soit à la suite d'un examen clinique, soit à la suite d'une épreuve expérimentale.

La *zone d'interdiction* comprend la totalité du territoire situé à la périphérie de la zone de séquestration, jusqu'à cinq cents mètres au minimum des limites de cette dernière. Elle doit être étendue à toutes les exploitations, à tous les locaux, emplacements ou passages qui peuvent être considérés comme contaminés, directement ou indirectement.

(A.M., 23 juillet 1959, Art. 1^{er} et 2.)

IV. — Diagnostic

1. — Dépistage en général

Il convient d'insister sur la nécessité d'un diagnostic précoce de la maladie (5).

Si celle-ci est facilement reconnue dans ses formes *aiguës*, par contre elle passe souvent inaperçue dans ses formes *chroniques*. En vue d'en obtenir un meilleur dépistage, les aviculteurs industriels ou fermiers devront s'adresser aux laboratoires des Services Vétérinaires pour le diagnostic de toutes les affections entraînant une certaine *mortalité* ou comportant

(4) Mesures semblables à celles prises contre la fièvre aphteuse et la peste porcine.

(5) Il est souvent difficile d'éliminer avec certitude du point de vue clinique et même anatomo-pathologique la laryngo-trachéite infectieuse, la bronchite infectieuse et la maladie respiratoire chronique (CRD). Dans tous les cas suspects, seule la recherche directe ou indirecte du virus permet de trancher le problème.

des *symptômes nerveux* sur les volailles malades. Il convient d'insister sur le caractère *gratuit* des examens qui seront effectués, soit que le laboratoire pratique régulièrement ces examens à titre gratuit, soit qu'une somme correspondant au montant des examens soit déléguée au titre de crédits d'état affectés à la prophylaxie des maladies animales, conformément à un programme d'interventions approuvé.

En vue du dépistage des formes chroniques de la maladie, il importe d'autre part de développer la pratique de l'hémo-agglutination inhibition test. Les « H.I. Tests » doivent être pratiqués systématiquement dans les élevages dont les propriétaires sollicitent l'intervention des Services Vétérinaires pour le contrôle de la Pullorose. Les détails de la technique du H.I. Test sont bien précisés. Afin de limiter, dans toute la mesure du possible, les divergences des laboratoires dans le diagnostic de la Maladie de Newcastle, une *standardisation des techniques d'examen est à l'étude*.

(C.M., 20 décembre 1955.)

2. — Eléments de suspicion ante et post mortem et méthodes expérimentales dans le diagnostic de la maladie de Newcastle

Les diagnostics clinique, nécropsique et expérimental de la maladie de Newcastle ont fait l'objet de la circulaire du 3 septembre 1963.

La partie de cette circulaire relative aux méthodes expérimentales de diagnostic est suffisamment développée pour que les laboratoires départementaux puissent les pratiquer dans les meilleures conditions.

Il convient, *dans tous les cas*, d'avoir recours au diagnostic expérimental, qu'il s'agisse de suspicion, ou qu'il s'agisse de confirmation lorsque les examens cliniques et nécropsiques ont amené le vétérinaire sanitaire à considérer qu'il a pu identifier la maladie.

Les prélèvements nécessaires sont pratiqués par un vétérinaire sanitaire ou, à défaut, par un agent de la Direction départementale des Services Vétérinaires. Les épreuves doivent être effectuées par un laboratoire officiel relevant du Service Vétérinaire ou agréé par lui.

(C.M., 30 juillet 1959 et 6 novembre 1963.)

1. — SYMPTOMES

A) SUR LE POULET : c'est une pneumoencéphalite et, à ce titre, elle se caractérise par des signes respiratoires et des signes nerveux diversement associés.

1° *Sur les adultes :*

Les poules pondeuses montrent, comme premier signe, une chute soudaine de la ponte qui, en 3 à 5 jours, s'arrête totalement sur l'ensemble du troupeau.

L'inappétence est également un symptôme frappant. On note de la tristesse, une toux caractéristique, un coryza possible, enfin une diarrhée verte et brillante.

La mort survient en quelques heures ou quelques jours.

Lorsque la maladie dure quelques jours, les signes nerveux apparaissent. On constate que les oiseaux se tiennent immobiles, fléchis sur leurs tarses, les ailes tombantes.

Ils ne se déplacent qu'avec difficulté, à demi-paralysés et tombent sur le côté.

Enfin, ces symptômes nerveux, si l'évolution de la maladie dépasse cinq à six jours, peuvent devenir caractéristiques.

Sur certains oiseaux, le cou est tordu et entraîne des positions très anormales de la tête, soit en positions latérales, soit sur le dos, soit entre les pattes. Sur d'autres, on note des paralysies diverses des ailes et des pattes et de l'incoordination motrice.

2° *Sur les jeunes :*

Sur les poussins d'un jour l'attention est attirée par la mortalité et les symptômes nerveux. Ceux-ci consistent en mouvements désordonnés et en crises convulsives. Un bruit soudain déclenche les crises.

Sur les poulets de 2 à 3 semaines, ce sont surtout les signes respiratoires, et notamment la toux qui, avec la mortalité, attirent l'attention. Certains individus montrent en même temps des signes nerveux.

B) SUR LES AUTRES ESPÈCES : chez les espèces d'oiseaux domestique autres que le poulet, il est bon de savoir :

1° que, sur le *dindon*, la maladie est moins grave que sur le poulet.

Les jeunes présentent la forme aiguë.

Les moins jeunes (jusqu'à 3 mois) montrent une évolution suffisamment longue pour faire apparaître les mêmes symptômes nerveux que ceux décrits sur le poulet. Les pertes atteignent ici 30 à 40 %.

Sur les adultes, on ne note que peu de symptômes. Ils se limitent à un hochement ou un dodelinement de la tête, sur des animaux en excellent état d'embonpoint ;

2° que les *canards* et les *oies*, s'ils ne montrent pas les signes cliniques de la maladie, peuvent cependant être des porteurs de virus et que l'épreuve d'inhibition de l'hémagglutination peut les dépister.

2. — LÉSIONS

Aucune lésion macroscopique ne peut être considérée comme spécifique de la maladie.

Cependant on peut trouver, diversement marquées et associées, quand elles existent, les lésions suivantes :

- de l'entérite,
- de la congestion de l'appareil respiratoire,
- de petites hémorragies ou des pétéchies au niveau : du larynx, du bréchet, de la graisse cardiaque, du proventricule, de l'intestin, du cloaque,
- de la congestion de la grappe ovarienne,
- de la ponte abdominale,
- des écoulements légers, oculaire et nasal.

3. — METHODES EXPERIMENTALES DE DIAGNOSTIC

Les signes *ante* et *post-mortem* décrits montrent bien qu'aucun diagnostic de certitude ne peut être posé, dans cette maladie, en se basant sur les seuls éléments cliniques.

A l'inverse, les procédés de laboratoire permettent de se faire assez rapidement une opinion. Ils visent à rechercher soit le virus au début de la maladie, soit les anticorps lorsque l'évolution clinique dure depuis quelques jours.

Tout d'abord, dans les formes aiguës de la maladie, un seul procédé, l'inoculation à l'œuf embryonné, peut donner des résultats par la mise en évidence du virus lui-même.

Dans les formes chroniques, se traduisant par des signes nerveux, seule l'épreuve d'inhibition de l'hémagglutination (H.I. Test), sous l'influence des anticorps contenus dans le sérum, peut donner un résultat.

Entre ces deux périodes, c'est-à-dire entre le troisième et le septième jours d'évolution clinique, il sera toujours nécessaire de mettre en œuvre l'une et l'autre épreuve.

A) RECHERCHE DU VIRUS (6) :

Son principe consiste à cultiver le virus éventuel en inoculant un broyat du matériel suspect (poumon, cerveau, rate, moelle osseuse) sur la membrane chorio-allantoïque ou dans le sac allantoïque d'un œuf embryonné de 9 à 11 jours. Le virus de la maladie de Newcastle tue l'embryon en 24 à 48 heures.

La partie la plus riche en virus est le liquide allantoïque.

On s'assure que la mort de l'embryon est bien due au virus de la maladie de Newcastle, par la mise en culture de ce liquide sur les milieux habituels, qui doivent rester stériles et, surtout, par l'épreuve de l'hémagglutination (H.A. Test), le virus ayant la propriété d'agglutiner les hématies du poulet sain.

Technique :

Le matériel d'étude consiste, ici, en un cadavre frais, entier, non ouvert.

(6) Cette méthode de recherche directe du virus peut être utilisée dans des cas de suspicion clinique lorsque l'on dispose de tout le temps nécessaire ou lorsque la méthode indirecte est impossible ou n'a pas procuré des résultats déterminant. Elle peut en outre être nécessaire dans la recherche de porteurs de virus immunisés. Elle constitue, de plus, la méthode de choix pour l'examen des carcasses congelées importées.

a) Les organes choisis pour l'inoculation seront les poumons, la rate, le cerveau, la moelle osseuse. Cela sur des cadavres frais.

Sur les cadavres mal conservés, on choisira, de préférence la moelle osseuse et le cerveau, mieux protégés.

Quoi qu'il en soit, à chaque fois qu'on aura un doute sur l'état de conservation ou la pureté bactérienne des organes choisis, le surnageant du broyat en sérum physiologique sera additionné de pénicilline et de streptomycine dans les proportions suivantes :

— on ajoutera, à 1 cc de surnageant, 10.000 unités de pénicilline et 1 cg de streptomycine. On laissera ce mélange en contact pendant 1 heure au moins à 37°, avant de procéder à l'inoculation.

La filtration peut également être utilisée comme procédé de purification. Elle a toutefois le gros inconvénient d'appauvrir en virus l'inoculat. Si ce procédé était choisi, il y aurait lieu d'utiliser des bougies L2 de préférence à L3.

b) Les œufs seront incubés, le gros bout en position supérieure, à la température de 37°5 à 38°. Si l'on n'a pas de couveuse à sa disposition, cette incubation peut très bien se faire dans une étuve. On ne manquera pas, dans ce cas, d'y mettre un récipient contenant de l'eau, destinée à assurer une humidité relative voisine de 60 %. Les portes de l'étuve seront ouvertes de temps en temps pour assurer la ventilation.

Le rythme de cette ventilation sera fonction du volume de l'étuve et du nombre d'œufs mis à incuber.

c) Avant usage, les œufs seront mirés dans un local sombre, afin d'éliminer les œufs clairs et les embryons morts. En effet, dès le huitième jour, l'embryon vivant est doté de mouvements, surtout visibles dès la sortie de l'incubateur.

Au cours de ce mirage, les limites de la chambre à air seront tracées au crayon sur la coquille.

On notera également, par une croix, la position de l'œil, qui se signale par un gros point sombre.

d) L'œuf étant posé sur un support de bois ou de carton, le lieu de l'inoculation sera choisi à proximité de cette croix et en dehors d'un vaisseau sanguin. Cette portion de la

coquille sera désinfectée avec de l'alcool. On coulera ensuite une goutte de paraffine stérile au point d'inoculation. C'est à travers cette goutte, qu'à l'aide d'un poinçon effilé et par un mouvement de rotation, on percera la coquille.

On laissera l'effilure du poinçon obturer l'orifice jusqu'à ce que, au moyen d'une pipette effilée, on y fasse entrer 1 à 3 gouttes du produit suspect. Ce liquide rentre facilement de lui-même, sans qu'il soit nécessaire de souffler. On obture rapidement l'orifice en passant sur la goutte de paraffine une pointe de pipette chauffée.

Chaque échantillon suspect sera inoculé à 3 ou 4 œufs embryonnés. Il ne faut jamais, en effet, se borner à inoculer un seul œuf par échantillon. Ces œufs sont alors remis dans l'incubateur.

c) Lorsque le produit suspect contient le virus de la maladie de Newcastle, l'embryon meurt entre la 24^e et la 48^e heure qui suit l'inoculation. Les œufs seront donc mirés matin et soir, à partir du lendemain de l'injection, de façon à en contrôler les suites. Les œufs possédant des embryons morts en 24 heures ne permettent aucun renseignement. Ce sont ceux dans lesquels l'embryon meurt entre la 36^e et la 48^e heure qui sont les plus riches en virus. On les entropose pendant quelques heures (2 à 12 h.) au frigidaire à + 4°.

f) Vient alors la récolte du liquide allantoïque. L'œuf est placé verticalement sur un support, le gros pôle en position supérieure. Après une large désinfection à l'alcool, la calotte recouvrant la chambre à air est enlevée, en découpant la coquille au moyen de petits ciseaux pointus, suivant la ligne marquée au crayon au moment du premier mirage. Avec une pince fine on enlève une portion de la membrane coquillère qui tapisse le fond de la chambre à air et on arrive ainsi sur la membrane allantoïque. Celle-ci est percée par l'effilure d'une pipette Pasteur à boule, dans laquelle on recueille, par aspiration, le liquide allantoïque.

Il faut procéder avec soin à cette récolte pour éviter de prélever du vitellus.

Ce liquide sera porté dans un tube à essais stérile. Puis, avec les quelques gouttes restant dans la pipette, on procédera à un ensemencement sur bouillon nutritif et à un con-

trôle qualitatif rapide, en le mettant en contact, sur une lame de verre, avec une goutte de suspension d'hématies du poulet sain.

g) Epreuve de l'Hémagglutination (H.A. Test).

— *Matériel :*

- compte-gouttes calibrés à XX gouttes au centimètre cube ;
- pipettes de 1 cc graduées en 1/10^e de cc. ;
- tubes à hémolyse ;
- miroir concave.

— *Eléments entrant dans la réaction :*

- sérum physiologique à 8,5 pour 1.000, préparé à partir d'eau bidistillée sur verre ;
- virus. Il est représenté par le liquide allantoïque recueilli aseptiquement à partir des œufs inoculés ;
- suspension d'hématies. Recueillir aseptiquement à la seringue, sur 0,5 cc. de solution stérile de citrate de soude à 5 %, 4 cc. de sang de poulet sain. La saignée se fera à la veine axillaire.

Transvaser en tube à centrifuger. Ajouter du sérum physiologique jusqu'à la moitié du tube environ. Centrifuger 2 minutes au premier plot. Décanter le liquide surnageant. Reprendre le culot en sérum physiologique. Centrifuger. Faire un troisième lavage dans les mêmes conditions. Puis décanter le surnageant pour ne garder que la purée globulaire.

Prendre 0,5 cc. de cette suspension globulaire épaisse et le diluer, au moment de l'emploi, dans 100 cc de sérum physiologique.

Cette suspension globulaire épaisse peut être conservée pour usage pendant 5 jours au maximum, au réfrigérateur à + 4°.

TECHNIQUE DE LA RÉACTION (H.A. Test)

Prendre 10 tubes à hémolyse.

1° diluer au 1/20^e le liquide allantoïque (virus). Soit II gouttes de virus pour XXXVIII gouttes de sérum physiologique :

— mettre 0,5 cc. de cette dilution dans les tubes 1 et 2,

— ajouter 0,5 cc. de sérum physiologique dans les tubes 2 inclus à 10 inclus,

— prendre 0,5 cc du mélange (à 1/40^e) du tube 2 et le porter dans le tube 3 — mélanger — puis 0,5 cc. du tube 3 dans le tube n° 4 et ainsi de suite jusqu'à 9 inclus. Le tube 10, tube témoin, garde sa solution physiologique sans virus.

2° ajouter à chaque tube, de 1 à 10 ,0,5 cc. de la suspension à 0,5 pour 100 d'hématies de poulet.

3° suivre étroitement la réaction pour lire l'agglutination, qui se produit entre 25 minutes à 1 heure environ. Elle est plus rapide et s'étend sur 1 ou 2 tubes supplémentaires lorsqu'on la pratique au bain marie à 37°.

La lecture de l'agglutination des hématies, un peu délicate pour le débutant, s'inspirera des précisions suivantes :

— lorsqu'il y a agglutination, les hématies tapissent tout le fond du tube,

— lorsqu'il n'y a pas d'agglutination, les hématies forment un culot rassemblé en un petit disque régulier au fond du tube.

Certaines fortes agglutinations peuvent prêter à confusion pour le débutant. La comparaison avec le tube témoin (n° 10), (sans agglutination) et les tubes à plus forte dilution du virus (agglutinats dispersés) suffit à lever le doute.

De plus, la lecture sur le miroir concave rendra service.

Il faut noter le titre de dilution du virus pour lequel on obtient la dernière agglutination.

Tubes 1 : 1/20 - 2 : 1/40 - 3 : 1/80 - 4 : 1/160 - 5 : 1/320
6 : 1/640 - 7 : 1/1.280 - 8 : 1/2.560 - 9 : 1/5.120.

Ce titre est indiqué ici, abstraction faite de l'apport de la suspension des hématies. En réalité, il est 2 fois plus faible.

Si la réaction est positive et le liquide allantotique qui l'a donnée, stérile, ce dernier sera réparti en ampoule de 1/2 cc., étiqueté à son titre et gardé en glacière comme source de virus en vue d'éventuelles épreuves d'inhibition de l'hémagglutination.

B) MISE EN ÉVIDENCE DES ANTICORPS DANS LE SÉRUM (7).

Elle se fait par l'épreuve d'inhibition de l'hémagglutination (H.I. Test). Des dilutions croissantes du sérum suspect sont mises en contact avec une même quantité d'évirus, puis on ajoute un volume constant de suspension d'hématies. La neutralisation du virus, par les anticorps d'un sérum provenant d'un malade, empêche l'hémagglutination.

Epreuve d'inhibition de l'hémagglutination (H.I. Test).

Matériel:

- compte-gouttes calibrés à XX gouttes au centimètre cube,
- pipettes de 1 cc, graduées en 1/10^e de cc,
- tubes à hémolyse,
- miroir concave.

Eléments entrant dans la réaction :

— sérum physiologique à 8,5 pour 1.000, préparé à partir d'eau bidistillée sur verre.

— sérum suspect :

Il sera dilué au 1/20^e (II gouttes pour XXXVIII de sérum physiologique). Le germe de ses dilutions finales s'étendra de 1/40^e dans le premier tube, à 1/20.000^e dans le dixième tube.

— virus :

Sa dilution dans chaque tube doit être 4 fois moins forte que la dilution maximum ayant provoqué l'agglutination dans le H.A. Test. C'est ainsi que si, dans le H.A. Test, nous avons noté l'agglutination jusqu'au neuvième tube inclus, la dilution finale du virus dans chaque tube devra être de 1/1.280.

Pour arriver à ce taux, on diluera une goutte de virus dans 6 cc. + VII gouttes de sérum physiologique. On aura ainsi une dilution immédiate de 1/128 et une dilution de 1/1280 (environ) par tube, par le jeu des différentes adjonctions des éléments de la réaction (volume de 1 cc I).

— suspension d'hématies :

Elle sera au taux de 0,5 % (voir ci-dessus la réaction d'hémagglutination).

(7) La recherche indirecte du virus par la sérologie et en particulier par le test de l'inhibition de l'hémagglutination, joue un rôle important dans le diagnostic en raison de sa spécificité et de sa rapidité en quelques heures.

Technique de la réaction (H.I. Test).

Prendre 10 tubes à hémolyse.

1° sérum physiologique : mettre 0,5 cc. de sérum physiologique dans les tubes 2 inclus à 10 inclus ;

2° sérum suspect : mettre 0,5 cc de la dilution au 1/20^e du sérum suspect dans les tubes 1 et 2. Puis porter 0,5 cc. du mélange (au 1/40^e) du tube 2 dans le tube 3 — mélanger — porter 0,5 cc dans le tube 4 et ainsi de suite, jusqu'à 10 inclus.

3° Virus : mettre dans chaque tube, de 1 inclus à 10 inclus, 0,1 cc. du virus dilué, préparé comme il a été dit plus haut.

4° Suspension à 0,5 % d'hématies : ajouter 0,5 cc. de cette suspension dans les tubes 1 à 10 inclus.

5° Lecture de la réaction : la lecture se fait dans les mêmes limites de temps que pour le H.A. Test (de 25 minutes à 1 heure environ) et dans les mêmes conditions.

La zone d'inhibition avec les sérums de poules atteintes de la forme chronique de la maladie de Newcastle ou guéries, peut s'étendre jusqu'au 7^e ou 8^e tube.

La zone d'agglutination se place ordinairement sur les deux ou trois derniers tubes.

Lors de dépistages systématiques des formes chroniques de la maladie de Newcastle sur des effectifs importants, il y a lieu de pratiquer le H.I. Test sur des mélanges de 6 sérums.

La zone d'inhibition peut, de ce fait, se trouver réduite.

En fait, dans l'un et l'autre cas, l'inhibition de l'hémagglutination dans le premier tube est suffisante pour conclure à une réaction positive (dilution au 1/40^e). Les autres tubes permettent de connaître le titre du sérum testé par rapport au virus utilisé.

(C.M., 3 septembre 1963,
21 octobre 1952. *Annexe*
et 17 juin 1959.)

V. — Mesures sanitaires

I. — A l'intérieur

ARTICLE PREMIER. — Dans le cas où une maladie appartenant au groupe des pestes aviaires, et notamment la maladie de Newcastle, est constatée, un arrêté préfectoral pris sur proposition du Directeur Départemental des Services Vétérinaires délimite, pour chaque foyer de la maladie, un périmètre déclaré infecté. Ce périmètre englobe une zone de séquestration et une zone d'observation.

(A.M., 30 octobre 1963.)

DANS UNE EXPLOITATION : *zone de séquestration.*

A) ANIMAUX.

ART. 2. — La zone de séquestration comprend, en totalité ou en partie, l'exploitation dans laquelle la maladie a été constatée à la suite d'examens clinique et nécropsique complétés, le cas échéant, par des épreuves expérimentales.

(A.M., 30 octobre 1963.)

■ 1 Mesures de limitation.

● *Vis-à-vis des malades* (cliniquement atteints) et des *suspects* (présentant un signe ne pouvant être rapporté certainement à une autre maladie).

Visite, recensement, séquestration des oiseaux domestiques de toutes espèces.

Les oiseaux malades ou suspects sont séparés des animaux sains. La sortie de la zone de séquestration est interdite, sans aucune exception, pour tous les oiseaux recensés vivants.

(C.R., Art. 228

et A.M., 23 juillet 1959, Art. 3 b et c

et A.M., 30 octobre 1963.)

Transport interdit avant la visite du vétérinaire sanitaire.

(C.R., Art. 226.)

Exposition, vente, mise en vente des oiseaux atteints ou soupçonnés d'être atteints interdites, si ce n'est pour la consommation.

Si la vente a eu lieu, elle est nulle de droit, que le vendeur ait connu ou ignoré l'existence de la maladie dont son animal était atteint ou suspect.

(C.R., Art. 240.)

● *Vis-à-vis des cadavres.*

Les cadavres des oiseaux morts ou des malades abattus sont détruits, enfouis ou enlevés par les soins d'un équarrisseur régulièrement autorisé.

(A., 23 juillet 1959, d
et C.M., 20 décembre 1955
et A.M., 30 octobre 1963, Art. 3 f.)

Destruction obligatoire dans les 24 heures.

Enfouissement interdit avant l'examen du vétérinaire sanitaire, à moins que le maire, en cas d'urgence, n'en ait donné l'autorisation spéciale.

(C.R., Art. 226.)

Enfouissement obligatoire des cadavres dans un enclos communal spécialement affecté à cet usage (à 100 mètres des habitations, ni dans les bois, les mares, les rivières, préalablement couverts de chaux vive et de telle sorte que la couche de terre au-dessus du cadavre ait au moins un mètre d'épaisseur.

(C.R., Art. 241 et 274.)

Si le poids des cadavres dépasse au total 75 kilogrammes, les propriétaires ou détenteurs des animaux morts sont tenus d'en faire immédiatement déclaration au maire de la commune où se trouvent les cadavres.

(C.R., Art. 264.)

Ils doivent les remettre en entier et non dépouillés, à l'un des équarrisseurs autorisés dans le périmètre comprenant l'exploitation.

(C.R., Art. 265.)

Dans la limite de ce périmètre, les équarrisseurs sont tenus de procéder à l'enlèvement des cadavres qui doit être effectué dans les 24 heures qui suivent la réception de l'avis du maire.

(C.R., Art. 267.)

Destination des cadavres et des œufs dans la zone de séquestration : les cadavres des oiseaux morts ou abattus et les œufs doivent être détruits, enfouis ou enlevés par un équarrisseur autorisé.

Lorsqu'il y a enfouissement dans l'exploitation, l'opération est faite conformément aux dispositions de l'article 241 du Code Rural. Les œufs sont placés dans la même fosse que les cadavres.

(C.M., 30 juillet 1959.)

● *Vis-à-vis des œufs.*

La sortie de la zone de séquestration est interdite, sans aucune exception, pour les œufs. Les œufs sont détruits ou enfouis ou enlevés pour l'équarrissage en même temps que les cadavres.

(A.M., 23 et 30 juillet 1959, c et d
et A.M. 30 octobre 1963, Art. 3 c.)

● *Vis-à-vis des véhicules de transport.*

Transport à l'usine d'équarrissage ou à la fosse d'enfouissement en véhicules étanches.

Les voitures sont disposées de manière qu'aucune matière solide ou liquide ne puisse s'en échapper durant le trajet ; elles sont immédiatement nettoyées et désinfectées ainsi que tous les objets ayant été en contact avec les animaux morts ou abattus comme atteints de maladie.

Les conducteurs et autres personnes employées au chargement ou déchargement et à l'enfouissement des cadavres sont soumis aux mesures de désinfection jugées nécessaires.

(D., 6 octobre 1904, Art. 84.)

Le véhicule de l'équarrisseur doit être désinfecté extérieurement au départ de l'exploitation et désinfecté complètement après le déchargement.

(A., 23 juillet 1959, d.)

● *Vis-à-vis des personnes.*

L'entrée et la sortie des personnes sont subordonnées à l'exécution des mesures qui sont prescrites en vue d'éviter la contagion.

(A.M., 23 juillet 1959, a
et A.M., 30 octobre 1963, Art. 3 a.)

Les personnes doivent porter des bottes en caoutchouc, qui sont brossées et plongées à l'entrée et à la sortie de la zone de séquestration, dans un récipient contenant une solution de soude caustique de 8 grammes par litre. Les mains doivent être lavées à l'eau et au savon et soigneusement brossées.

(C.M., 30 juillet 1959 ; C.M., 20 décembre 1955.)

● *Vis-à-vis des animaux et des objets.*

Pour les animaux, objets ou produits autres que ceux visés ci-dessous, l'entrée dans la zone de séquestration et la sortie de cette zone sont interdites, sauf autorisation délivrée, en cas de nécessité impérieuse, par le Directeur des Services Vétérinaires qui prescrit les mesures propres à éviter la contagion.

(A., 23 juillet 1959 c.)

Ces autorisations ne sont accordées qu'en cas de « nécessité impérieuse » et sous réserve de mise en œuvre préalable de mesures de désinfection dans tous les cas où un risque de dissémination du virus peut être suspecté.

En ce qui concerne le bétail notamment, il y a lieu de prévoir son passage sur une nappe de sciure répandue à l'entrée de l'exploitation et arrosée d'une solution de soude caustique à 8 grammes par litre.

Si le Directeur des Services Vétérinaires autorise la sortie des oiseaux sains abattus, il doit imposer que soient prises les précautions indispensables suivantes : l'abattage aura lieu en présence du Directeur des Services Vétérinaires ou de son représentant, qui examinera chaque oiseau avant et après abattage et s'assurera qu'aucun d'eux ne présente de signes pouvant faire suspecter la maladie. Les animaux seront plumés et vidés

sur place et les déchets détruits ou enfouis. Les lieux d'abattage seront ensuite désinfectés. Les carcasses seront ensuite ébouillantées et enlevées dans les emballages désinfectés ou stérilisés.

Ces opérations ne sont évidemment possibles que si l'on a affaire à un nombre important d'animaux sains. Si les conditions précédentes ne peuvent être remplies, les cadavres des animaux sains éventuellement abattus seront détruits, enfouis ou enlevés comme il a été dit plus haut pour les cadavres des animaux morts.

(C.M., 30 juillet 1959 ; C., 20 décembre 1955.)

■ 2 Mesures d'éradication : Abattage.

1. — *Textes de base.*

Le Ministre de l'Agriculture peut, suivant les modalités prévues par un arrêté conjoint des Ministres de l'Agriculture et des Finances, prendre toutes mesures destinées à prévenir l'apparition, à enrayer le développement et à poursuivre l'extinction des maladies des animaux réputées contagieuses.

Des décrets en Conseil d'Etat définiront les modalités selon lesquelles pourront être prises les mesures de lutte contre les maladies des animaux.

Un Comité Consultatif des Epizooties, dont l'organisation est déterminée par règlement d'administration publique, donne son avis sur les mesures que peut exiger une maladie. Le Ministre lui communique tous renseignements relatifs aux épizooties.

(C.R., Art. 214 et D. 18 février 1963.)

2. — *Autorité.*

L'abattage de tous les malades et contaminés dans la zone de séquestration ne peut être entrepris qu'après avoir été préalablement décidé par le Ministre de l'Agriculture.

(C.M., 30 juillet 1959 et 6 novembre 1963 ;
et A.I.M., 4 avril 1959, Art. 1^{er}.)

3. — *Mise en route.*

Si le principe de l'abattage a été ordonné, le Directeur des Services Vétérinaires rend compte immédiatement par télé-

phone à l'Administration centrale de la constatation des foyers, de leur localisation et des conditions éventuelles de l'abattage.

Il propose au préfet de prendre un arrêté établissant la liste des foyers et, pour chacun d'eux, la délimitation des zones de séquestration et d'observation.

Il est primordial que les opérations d'abattage soient entreprises dans les plus brefs délais après la constatation de la maladie et effectuées avec la plus grande rapidité. Il convient, le cas échéant, de faire appel à la force publique pour mener à bien ces opérations.

4. — *Oiseaux à abattre.*

Ce sont tous les oiseaux domestiques sans exception de l'exploitation ou des exploitations atteintes.

Il est nécessaire d'attirer l'attention des intéressés sur ce point et de souligner devant eux la nécessité de protéger leurs élevages par l'utilisation de moyens de prévention et par une stricte application des prescriptions de la police sanitaire.

Le terme « oiseaux domestiques » concerne toutes les espèces d'oiseaux élevés ou entretenus en captivité et quelle qu'en soit la destination.

5. — *Estimation des oiseaux à abattre.*

Il y a lieu de dresser dès maintenant, si ce n'est déjà fait, la liste des experts prévue à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 octobre 1963, après avoir consulté à ce sujet notamment les représentants des organismes avicoles ou des groupements de défense sanitaire.

Cette liste pourra être modifiée, sur proposition du Directeur Départemental des Services Vétérinaires, dans le cas où les estimations par tel ou tel expert lui paraîtraient excessives.

L'estimation est faite en présence du vétérinaire qui s'assure que toutes précautions sont prises pour éviter la dissémination du virus au cours de l'opération.

Le vétérinaire sanitaire n'intervient pas dans la détermination du prix, mais devra signaler au directeur des Services Vétérinaires toute estimation qui lui paraîtra exagérée.

(C.M., 30 juillet 1959 et 6 novembre 1963.)

L'estimation est faite par un expert choisi par le propriétaire sur une liste dressée par arrêté préfectoral, après avis des organismes professionnels.

Si le propriétaire refuse de désigner l'expert, le Directeur des Services Vétérinaires, ou son représentant, prend note de ce refus et procède d'office à l'estimation.

En cas d'urgence, l'estimation peut être effectuée après réalisation de l'abattage.

(A.M., 30 octobre 1963.)

6. — *Rémunération des experts.*

La rémunération des experts chargés de procéder à l'estimation des animaux dont l'abattage a été ordonné pour cause de maladie est précisée.

(A.M., 26 novembre 1962.)

7. — *Lieu de l'abattage et choix de la méthode d'abattage.*

Les animaux, sauf dérogation prévue à l'article 4 de l'arrêté du 30 octobre 1963, doivent être abattus sur place, c'est-à-dire dans la zone de séquestration.

Afin d'éviter les risques de dissémination du virus, les oiseaux ne doivent, en aucun cas, être saignés. Il convient néanmoins de choisir une méthode qui provoque un minimum de souffrances et une mort immédiate. L'abattage peut être pratiqué par torsion de la tête suivie d'une élongation du cou pour disloquer les vertèbres. Il est recommandé de recourir à l'asphyxie par un gaz toxique lorsque l'équipement de l'exploitation le permet. Les gaz d'échappement des moteurs à explosion peuvent être employés à cette fin.

Pour toutes les personnes participant aux opérations d'abattage ainsi qu'à la destruction ou à l'enfouissement des cadavres, il convient de prévoir le port de bottes en caoutchouc et de vêtements spéciaux qui seront ensuite soumis à la désinfection.

(C.M., 30 juillet 1959 et 6 novembre 1963
et A.M., 30 octobre 1963.)

8. — *Destination des oiseaux abattus.*

Les oiseaux morts, les oiseaux malades abattus sur place et les œufs sont détruits, enfouis ou enlevés par les soins d'un équarrisseur régulièrement autorisé, dans les conditions prévues aux articles 241 et 265 du Code Rural. Le véhicule de l'équarrisseur doit être désinfecté extérieurement au départ de l'exploitation et désinfecté complètement après le déchargement.

(A.M., 30 octobre 1963
et A.M., 23 juillet 1959 d
et C.M., 20 décembre 1955.)

● 1 *Enfouissement.*

Enfouissement obligatoire des cadavres dans un enclos communal spécialement affecté à cet usage (à 100 mètres des habitations, ni dans les bois, les mares, les rivières, préalablement couverts de chaux vive et de telle sorte que la couche de terre au-dessus du cadavre ait au moins un mètre d'épaisseur.

(C.R., Art. 241 et 274.)

Les œufs sont placés dans la même fosse que les cadavres.

(C.M., 30 juillet 1959.)

● 2 *Equarrissage.*

Si le poids des cadavres dépasse au total 75 kilogrammes, les propriétaires ou détenteurs des animaux morts sont tenus d'en faire immédiatement la déclaration au maire de la commune où se trouvent les cadavres.

(C.R., Art. 264.)

Ils doivent les remettre en entier et non dépouillés, à l'un des équarrisseurs autorisés dans le périmètre comprenant l'exploitation.

(C.R., Art. 265.)

Dans la limite de ce périmètre, les équarrisseurs sont tenus de procéder à l'enlèvement des cadavres qui doit être effectué dans les 24 heures qui suivent la réception de l'avis du maire.

(C.R., Art. 267.)

9. — *Transport.*

Transport à l'usine d'équarrissage ou à la fosse d'enfouissement en véhicules étanches ; les voitures sont disposées de manière qu'aucune matière solide ou liquide ne puisse s'en échapper durant le trajet ; elles sont immédiatement nettoyées et désinfectées ainsi que tous les objets ayant été en contact avec les animaux morts ou abattus comme atteints de maladie.

Les conducteurs et autres personnes employées au chargement ou au déchargement et à l'enfouissement des cadavres sont soumis aux mesures de désinfection jugées nécessaires.

(D.M., 6 octobre 1904, Art. 84.)

Le véhicule de l'équarrisseur doit être désinfecté extérieurement au départ de l'exploitation et désinfecté complètement après le déchargement.

(A.M., 23 juillet 1959.)

10. — *Désinfection.*

Elle est faite sur les indications et sous le contrôle de la direction des Services Vétérinaires, selon les prescriptions des arrêtés ministériels du 1^{er} avril 1898 et 28 février 1957.

Les vêtements utilisés au cours des opérations d'abattage ou d'enfouissement des carcasses doivent être nettoyées et désinfectées par immersion, pendant une dizaine de minutes, dans de l'eau maintenue à 80°C, ou dans de l'eau contenant un antiseptique. Pour les bottes et vêtements en caoutchouc, il est recommandé la solution de soude caustique à 8 g par litre.

Il existe à l'heure actuelle, de nombreux services de désinfection gérés par les Services Vétérinaires Départementaux ou fonctionnant sous leur contrôle. En l'absence de tels services il importe soit de les créer, soit de s'assurer la possibilité de recourir à ceux d'un département voisin.

(C.M. 30 juillet 1959 et 6 novembre 1963.)

11. — *Indemnités d'abattage.*

Des arrêtés conjoints des ministres de l'Agriculture et des Finances fixent les conditions d'indemnisation des propriétaires dont les animaux ont été abattus sur l'ordre de l'Administration.

Toute infraction à ces dispositions et aux règlements rendus pour leur exécution peut entraîner la perte de l'indemnité. La décision appartient au Ministre, sauf recours à la juridiction administrative.

(C.R., Art. 243.)

Il sera alloué aux propriétaires d'oiseaux abattus une indemnité égale au tiers de la valeur d'estimation pour les sujets atteints et à la totalité de cette valeur pour les sujets contaminés. Toutefois, le montant des indemnités allouées pour les oiseaux malades pourra être porté à 75 p. 100 de la valeur d'estimation si le nombre d'oiseaux atteints est inférieur au tiers de l'effectif total.

Pour l'établissement du prix de l'estimation, il sera fait abstraction de l'existence de la peste aviaire dont les animaux pourront être atteints.

(A.I.M., 4 avril 1959, Art. 2.)

Le montant des indemnités est imputé sur les crédits délégués chaque année au préfet par l'Administration centrale au titre de la prophylaxie des maladies animales. Le paiement aux intéressés est décidé par arrêté préfectoral pris sur la proposition du directeur des Services Vétérinaires qui joint l'état justificatif dont le modèle est reproduit en annexe.

Les frais complémentaires inhérents à l'abattage, notamment ceux concernant l'expertise (arrêté du 26 novembre 1962, *J.O.* du 11-12-1962, p. 12.108), le transport, la désinfection et la rémunération des heures de travail, sont imputés sur les mêmes crédits et remboursés aux intéressés sur présentation d'un mémoire justificatif.

Un exemplaire de l'état et du mémoire justificatifs ci-dessus mentionnés sont adressés au Ministère de l'Agriculture (Service Vétérinaire). Une délégation des crédits correspondants est alors adressée au préfet.

(C.M., 30 juillet 1959 et 6 novembre 1963.)

L'abattage est indemnisé dans les élevages de reproduction, l'abattage est facultatif pour les coqs des autres élevages.

(C.M., 13 janvier 1963.)

■ 3 *Déroptions aux dispositions prévues pour les mesures de limitations et d'éradications dans la zone de séquestration.*

L'article 4 de l'arrêté du 30 octobre 1963 prévoit, pour la zone de séquestration, la possibilité de dérogations autorisant :

- a) l'envoi des œufs à la consommation ;
- b) L'envoi des oiseaux vivants ne présentant aucun symptôme clinique à l'abattage et à la consommation (8) ;
- c) L'envoi à un élevage des poussins issus des œufs conservés jusqu'à éclosion.

Les autorisations de cette nature peuvent être délivrées que l'abattage ait été ou non ordonné par le Ministère de l'Agriculture.

Dans le premier cas, elles sont accordées par le Ministère de l'Agriculture (Service Vétérinaire) sur proposition et avis téléphonés du Directeur Départemental des Services Vétérinaires.

Dans le deuxième cas, elles sont accordées par le préfet sur proposition et avis du Directeur Départemental des Services Vétérinaires.

1. *Cas dans lesquels peuvent être accordées les dérogations :*

Les dérogations ont pour objet de sauvegarder, dans la mesure du possible, les intérêts des aviculteurs. Il n'en reste pas moins que le Directeur Départemental des Services Vétérinaires doit avoir pour préoccupation majeure d'empêcher la propagation de la maladie.

Il convient, en conséquence, de n'envisager de dérogation que dans les cas où :

- la séparation des oiseaux ne présentant pas de symptômes cliniques peut être rapidement réalisée, dans de bonnes conditions ;
- le propriétaire a pris l'engagement d'abattre sur place et détruire les volailles présentant des symptômes cliniques,

(8) Dans le cas où, conformément aux dispositions de l'arrêté du 30 octobre 1963 (art. 4), une dérogation a été accordée autorisant l'envoi des volailles à la consommation, l'indemnisation allouée au propriétaire est calculée en déduisant le montant de la vente des oiseaux du montant de l'indemnité calculée conformément aux dispositions de l'arrêté du 4 avril 1959 (art. 2).
(C. M., 30 juillet 1959 et 6 novembre 1963.)

lorsque l'abattage n'a pas été ordonné par le Ministère de l'Agriculture.

Il va de soi que pour les élevages de très faible ou de faible importance l'abattage et l'enfouissement sur place répondent le mieux aux exigences de la prophylaxie.

Les prescriptions suivantes doivent par ailleurs être strictement observées.

2. Conditions d'envoi des volailles à l'abattage et à la consommation :

a) Transport des volailles.

Il doit être assuré, sous couvert d'un laissez-passer délivré par le vétérinaire sanitaire, depuis l'exploitation jusqu'à l'établissement d'abattage. Il est procédé à une désinfection soignée de l'extérieur du véhicule à la sortie de la zone de séquestration. Une désinfection complète est faite après le déchargement à l'établissement d'abattage.

Toutes précautions utiles doivent être prises afin que le transport soit effectué dans les meilleures conditions, notamment en période chaude. Il convient que les véhicules soient assez spacieux pour que les volailles ne soient pas entassées et de prévoir une aération suffisante.

b) Abattage des volailles.

Les volailles doivent être sacrifiées dans un établissement spécialisé, qu'il soit privé ou qu'il constitue un secteur particulier d'un abattoir public. Exceptionnellement, avec l'accord du maire intéressé, l'abattage peut être pratiqué dans un abattoir public ne comportant pas d'installations particulières, à la condition que l'abattage des animaux d'autres espèces n'ait pas lieu en même temps.

Si un vétérinaire inspecteur n'est pas chargé du contrôle de l'établissement, le Directeur des Services Vétérinaires désigne un vétérinaire sanitaire pour assurer l'inspection *ante* et *post-mortem* des volailles, et surveiller les opérations d'abattage et de désinfection.

Dans tous les cas, l'établissement est consigné jusqu'à ce que les opérations d'abattage et de désinfection soient entièrement terminées.

Doivent être soumis à la désinfection :

- les caisses ou cageots ayant servi au transport des volailles s'ils ne peuvent être détruits sur place ;
- les outils et le matériel utilisés pour les opérations d'abattage ;
- le personnel ayant participé à ces opérations ;
- l'établissement d'abattage.

Les viscères, sang et plumes sont, soit détruits sur place, soit désinfectés par immersion avant leur enlèvement en vue de leur destruction hors de l'établissement.

Dans le cas où l'abattage n'a pas été prescrit à titre obligatoire, le laissez-passer établi par le vétérinaire sanitaire pour accompagner les volailles est contresigné par le vétérinaire inspecteur de l'établissement et adressé par ses soins au Directeur départemental des Services Vétérinaires du département dans lequel les oiseaux ont été abattus. Ce dernier transmet ensuite le laissez-passer au Directeur des Services Vétérinaires du département d'origine des oiseaux.

Dans le cas où l'abattage a été prescrit à titre obligatoire, il appartient au propriétaire des oiseaux d'adresser au préfet de son département (Direction des Services Vétérinaires), dûment rempli et signé, l'état justificatif annexé à la présente circulaire comportant le laissez-passer et le certificat d'abattage.

c) Envoi des volailles abattues à la consommation :

Il est recommandé que, dans la mesure du possible, les carcasses de volailles soient enveloppées individuellement ou collectivement. Les caisses ou cageots ayant contenu les volailles sont détruits ou désinfectés. Les emballages ayant servi à envelopper les carcasses sont détruits.

Les carcasses sont livrées à des établissements de vente exclusivement situés dans des centres urbains. Il appartient au Directeur des Services Vétérinaires du département d'origine des oiseaux de prendre toutes dispositions utiles pour s'assurer de cette destination.

3° Conditions d'envoi des œufs à la consommation :

a) Transport des œufs :

Le véhicule est désinfecté dans les mêmes conditions que celles utilisées pour le transport des volailles, au départ de l'exploitation et après livraison à l'établissement destinataire.

b) Destination des œufs :

Ils sont dirigés de préférence sur une biscuiterie ou une casserie. A défaut, ils sont livrés pour être consommés par des collectivités exclusivement situées dans des centres urbains.

Il appartient, dans tous les cas, au Directeur départemental des Services Vétérinaires, de contrôler la destination des œufs et de s'assurer que les emballages ayant servi à leur transport ont été désinfectés par baignée gazeuse antiseptique (formol 40 g, permanganate 25 g par m³ pendant 20 minutes) ou, en cas d'impossibilité, détruits.

4° Conditions d'envoi à un élevage des poussins issus d'œufs conservés jusqu'à éclosion :

Les dérogations qui peuvent être accordées dans ce cas sont subordonnées aux prescriptions mentionnées à l'article 5 de l'arrêté du 30 octobre 1963.

La baignée gazeuse antiseptique prévue pour les œufs en éclosoir entre le 19^e et le 21^e jours est effectuée aux vapeurs de formol (formol 13 g, permanganate 7 g par m³).

Les véhicules destinés au transport des poussins doivent, avant leur chargement et leur départ de l'élevage, être désinfectés extérieurement par les méthodes classiques. Ils doivent en outre, avant le chargement et après livraison des poussins, être désinfectés intérieurement par une baignée gazeuse antiseptique (formol 40 g, permanganate 25 g par m³).

Les cartons ayant contenu les poussins doivent être brûlés.

Le Directeur des Services Vétérinaires doit prendre toutes dispositions nécessaires pour contrôler la destination des poussins et faire appliquer les dispositions prévues à l'article 5 de l'arrêté précité.

(C.M., 30 juillet 1959
et 6 novembre 1963.)

— Les dérogations autorisant l'envoi à un élevage des poussins issus d'œufs conservés jusqu'à éclosion, sont subordonnées aux prescriptions suivantes :

a) Les œufs doivent subir en éclosoir, entre le 19^e jour et le 21^e jour, une baignade gazeuse antiseptique ;

b) Les poussins sont expédiés dans des cartons neufs et manipulés par un personnel n'ayant aucun contact avec l'élevage ;

c) Les poussins ne peuvent être livrés que dans des élevages dans lesquels il ne reste aucun oiseau domestique au moment de la réception. Ces élevages sont alors placés sous le contrôle de la Direction départementale des Services Vétérinaires ;

d) Les véhicules destinés au transport des poussins sont désinfectés extérieurement et intérieurement avant leur chargement et leur départ du couvoir ;

e) Après la livraison des poussins les cartons sont brûlés et les véhicules sont à nouveau désinfectés.

(A.M., 30 octobre 1963, Art. 5.)

■ 4 *Résumé sur la conduite à tenir, dans la zone de séquestration et en fonction des dérogations pouvant être accordées, pour chacune des catégories d'élevage.*

1° *Elevages de poulets de chair et élevages de production d'œufs de consommation :*

a) *Volailles* : autorisation d'envoi à l'abattage et à la consommation (centres urbains) des volailles ne présentant aucun symptôme clinique ;

b) *Œufs* : autorisation d'envoi des œufs à la biscuiterie ou à la casserie. A défaut, autorisation pour la consommation directe mais livraison exclusive à des collectivités situées dans des agglomérations urbaines.

2° *Elevages de reproduction :*

a) *Volailles* : autorisation d'envoi à l'abattage et à la consommation (centres urbains) des volailles ne présentant aucun symptôme clinique.

b) *Œufs fécondés n'ayant pas été mis en incubation :*

— autorisation d'envoi à la biscuiterie ou à la casserie. A défaut, autorisation pour la consommation directe mais livraison exclusive à des collectivités situées dans des agglomérations urbaines ;

— possibilité d'envoi à destination d'un couvoir, mais seulement lors de la levée des mesures applicables à la zone de séquestration.

c) *Œufs fécondés mis en incubation :*

Les œufs se trouvant déjà en incubation peuvent :

— soit être envoyés à la biscuiterie s'ils sont en incubation depuis moins de quatre jours ;

— soit être conservés jusqu'à éclosion.

d) *Poussins issus d'œufs conservés jusqu'à éclosion :*

Les poussins issus de ces œufs doivent, de préférence, être élevés sur place soit pour une consommation future, soit pour une vente future en vue de la production d'œufs ou la reproduction.

Au cas où l'élevage sur place de ces poussins est impossible, leur expédition vers des élevages extérieurs peut être autorisée dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté du 30 octobre 1963.

Il est indiqué pour chacune des trois catégories d'élevages de vacciner, avec un virus vaccin modifié, les oiseaux ne présentant pas de symptômes cliniques restant dans l'exploitation.

(C.M., 30 juillet 1959 et 6 novembre 1963.)

B) *LOCAUX DE L'EXPLOITATION :*

● Mise en interdit ainsi que le périmètre délimité déclaré infecté (C.R., Art. 228).

● Désinfection obligatoire immédiate en cours de maladie (C.R., Art. 227) à l'aide de l'un des antiseptiques autorisés :

(A.M., 1^{er} avril 1898 ;

C.M., 23 mars 1938,

15 décembre 1955 et

24 janvier 1956.)

Désinfection :

La désinfection est faite sur les indications et sous le contrôle du Directeur des Services Vétérinaires. Il existe déjà de nombreux services de désinfection gérés par les Services Vétérinaires départementaux ou fonctionnant sous leur contrôle. En l'absence de tels services, il importe soit de les créer, soit de s'assurer la possibilité de recourir à ceux d'un département voisin.

(C.M., 30 juillet 1959.)

Désinfectants. Technique de désinfection à l'aide de l'un des antiseptiques autorisés :

- bichlorure de mercure à 1 % additionné d'acide chlorhydrique à 5 % ;
- hypochlorite de soude commerciale au 1/10^e ;
- lait de chaux à 10 % ;
- eau bouillante projetée sous forme de vapeur sous pression ;
- soude caustique à 4 à 8 ‰ additionnée ou non de chaux à 5 % ;
- produits bactéricides à fonction ammonium quaternaire ;
- formol et ses dérivés ;
- huile de pins ;
- orthoxyquinoléine et ses sels.

(A.M., 1^{er} avril 1898,

C.M., 23 mars 1938, 15 décembre 1955 et
24 janvier 1956.)

Les mesures de désinfection dont l'application est obligatoire ou prescrite pour l'exécution des programmes de prophylaxie, subventionnées, peuvent être assurées au moyen d'un des désinfectants suivants :

1° Les solutions d'hypochlorites de sodium, de potassium et de calcium titrant 1 degré chlorométrique ;

2° Le lait de chaux préparé au moment de l'emploi avec de la chaux vive dans la proportion de 10 p. 100 ;

3° La solution de soude caustique (hydroxyde de sodium) titrant 30 grammes par litre ;

4° La solution de formol commercial titrant 3 grammes d'aldéhyde formique par litre.

Le nettoyage et la désinfection comprennent les opérations ci-après :

a) Retirer des locaux, des véhicules ou des quais la litière et les déjections abondamment arrosées au préalable avec le désinfectant.

b) Détacher du sol ou du plancher et des parois à l'aide d'un racloir ou d'un crochet appropriés les matières adhérant à leur surface ou remplissant les joints et balayer ces immondices.

c) Enlever toutes les longes, cordes, etc... ayant servi à attacher les animaux.

d) Après ce nettoyage, procéder avec de l'eau en pression au lavage et au brossage de toutes les surfaces et accessoires souillés par les déjections ou la bave des animaux, de manière à ne laisser subsister aucune trace de déjection ou de litière. L'extérieur des véhicules doit être également lavé.

e) Lorsque le local ou le véhicule ou le quai sont suffisamment ressuyés, soumettre à l'action du désinfectant ou badigeonner au lait de chaux toutes les surfaces qui peuvent avoir été au contact des animaux ou contaminés par leur bave ou leurs déjections : sol, plancher, parois, portes, volets et leur entourage, barreaux de claire-voie, boucles de fer, etc...

(A.M., 28 février 1957.)

C) LEVÉES DES MESURES APPLICABLES DANS LA ZONE DE SÉQUESTRATION :

Les mesures applicables dans la zone de séquestration sont levées :

a) Si l'abattage n'a pas été pratiqué, après que deux visites du vétérinaire sanitaire effectuées à quinze jours d'intervalle, auront chacune permis de constater la disparition de la maladie par l'examen des animaux, l'appréciation de leur production, éventuellement par des épreuves de laboratoire, et après que les mesures de désinfection applicables auront été pratiquées.

Toutefois, lors de la levée des mesures applicables à la zone de séquestration, la sortie hors de cette zone des œufs fécondés à destination d'un couvoir est subordonnée aux conditions suivantes :

Les œufs doivent être identifiés par marquage indélébile. Ils sont ensuite soumis, ainsi que leurs emballages, à une baignade gazeuse antiseptique sous atmosphère humide avant leur sortie de l'élevage ;

Les véhicules effectuant le transport des œufs doivent, avant leur départ de l'exploitation, être désinfectés extérieurement et intérieurement.

b) Si l'abattage a été pratiqué aussitôt après l'accomplissement des opérations de destruction, d'enlèvement ou d'enfouissement des cadavres et des œufs, complétées par les opérations de désinfection.

Dans ce dernier cas, la zone de séquestration est incluse dans la zone d'observation.

(A.M., 30 octobre 1963, Art. 6.)

Conditions d'envoi des œufs fécondés à un couvoir lors de la levée des mesures applicables à la zone de séquestration :

Les œufs fécondés ne peuvent sortir de la zone de séquestration, à destination d'un couvoir, qu'après la levée des mesures applicables à cette zone. Ils doivent, avant la levée de ces mesures :

— être identifiés par apposition de la mention S.V. à l'encre indélébile. Ce marquage est effectué avec un tampon de caoutchouc ou, à défaut, par inscription à la main ;

— être soumis, ainsi que leurs emballages, à une baignade gazeuse (formol 40 g, permanganate 25 g par m³) sous atmosphère humide, avant la sortie de l'élevage.

Les véhicules assurant le transport des œufs fécondés à destination d'un couvoir doivent être désinfectés suivant les modalités précisées précédemment pour les véhicules servant au transport des poussins.

Il appartient au Directeur des Services Vétérinaires de contrôler la destination des œufs.

(C.M., 30 juillet 1959 et 6 novembre 1963.)

DANS LA REGION PERI-FOCALE : *zone d'observation.*

La zone d'observation comprend la totalité du territoire situé à la périphérie de la zone de séquestration, jusqu'à 500

mètres au minimum des limites de cette dernière. Elle doit être étendue à toutes les exploitations, à tous les locaux, emplacements ou passages qui peuvent être considérés comme contaminés, directement ou indirectement.

(A.M., 30 octobre 1963, Art. 2.)

Les mesures suivantes sont applicables dans la zone d'observation :

a) Visite et recensement des élevages d'oiseaux domestiques en vue de la recherche de la maladie par examen clinique complété éventuellement par des épreuves expérimentales.

b) Interdiction, en cas de nécessité, de la tenue des marchés et des rassemblements d'oiseaux domestiques de toutes espèces.

c) Surveillance permanente des élevages d'oiseaux par les Services Vétérinaires :

Jusqu'à la levée des mesures applicables dans la zone de séquestration lorsque l'abattage de tous les oiseaux domestiques n'y a pas été pratiqué ;

Jusqu'au quinzième jour suivant la levée des mesures applicables dans la zone de séquestration lorsque l'abattage de tous les oiseaux domestiques y a été pratiqué.

(A.M., 30 octobre 1963, Art. 7.)

DANS LES FOIRES ET MARCHES :

1° MARCHÉS DE VOLAILLES : En cas de peste aviaire, la tenue des marchés de volailles doit être interdite ou tout au moins réglementée.

Selon les circonstances d'approvisionnement des marchés, il y a lieu :

- soit de les *interdire* d'une façon totale ;

- soit d'interdire la présentation des volailles vivantes, et éventuellement, si vous l'estimez possible, de prescrire que les volailles mortes seront présentées *éviscérées* et amputées des pattes et de la tête (les viscères, pattes et têtes ayant été détruites par incinération ou enfouissement).

2° LOTERIES DE VOLAILLES : Les loteries de volailles ont été particulièrement incriminées dans l'extension de la Maladie de Newcastle. Elles ont la faveur du public des *fêtes foraines* et elles permettent souvent la *vente clandestine* des oiseaux des élevages infectés. C'est donc à bon droit que des arrêtés préfectoraux ont prescrit leur interdiction.

Toutefois, les loteries de volailles ne doivent pas faire l'objet de mesures discriminatoires. C'est ainsi qu'il ne serait pas légitime de les interdire si, par ailleurs, les marchés de volailles restaient autorisés, les loteurs pouvant prétendre, en effet, s'approvisionner sur le marché local.

Au lieu d'interdire les loteries de volailles, vous avez la possibilité de réglementer les conditions de leur approvisionnement pour autant que les industriels forains seront à même de justifier que les volailles qu'ils mettent en loterie proviennent de départements et d'élevages indemnes de peste aviaire.

A cet égard, les arrêtés préfectoraux devront prévoir :

a) Que les expéditions se feront à partir de départements indemnes de peste aviaire (Maladie de Newcastle) et d'exploitations reconnues indemnes de cette maladie à la suite de H.I. Tests pratiqués depuis moins de trois mois sur 5 % au moins de l'effectif de l'exploitation, et d'un examen clinique du troupeau pratiqué le jour même de l'expédition ;

b) Qu'il sera délivré, en triple exemplaire, un certificat conforme au modèle annexé selon la procédure suivante :

Le Directeur des Services Vétérinaires remplira (en trois exemplaires) le recto du certificat et l'adressera au vétérinaire sanitaire, accompagné d'un nombre suffisant de marques d'ails comportant les lettres S.V., le numéro d'ordre du département et un numéro d'identification. Le vétérinaire sanitaire, après s'être assuré de l'absence de tout signe clinique pouvant se rapporter à la peste aviaire (Maladie de Newcastle), procédera à l'identification des sujets expédiés par apposition des marques d'ails.

Puis il remplira le verso des trois exemplaires du certificat en y mentionnant les numéros d'ordre des sujets visités.

— L'exemplaire n° 1 (original) devra accompagner les oiseaux jusqu'au lieu de destination ;

— Les exemplaires n^{os} 2 e t3 (duplicata et triplicata) seront adressés par le vétérinaire sanitaire au Directeur des Services Vétérinaires du département d'origine ;

— L'exemplaire n^o 3 (triplicata) sera transmis par le Directeur des Services Vétérinaires du département d'origine, pour information et contrôle, au Directeur des Services Vétérinaires du département destinataire.

Au lieu de destination, l'industriel forain fera visiter chaque lot de volailles par un vétérinaire sanitaire. Celui-ci vîsiera le certificat d'origine et attestera que les volailles examinées correspondent bien aux numéros mentionnés et sont apparemment indemnes de peste aviaire (Maladie de Newcastle) et le transmettra à la Direction des Services Vétérinaires.

Les frais de ce contrôle seront à la charge des intéressés.

(C.M., 20 décembre 1955.)

*
* *

II. — Aux Frontières

IMPORTATION - EXPORTATION - TRANSIT :

L'importation de volailles domestiques vivantes et des œufs à couvrir est prohibée du point de vue sanitaire.

(A.M., 24 janvier 1948 et 7 juin 1937.)

Toutefois, les dérogations peuvent être accordées sur demande de l'importateur adressée au Ministère de l'Agriculture.

Les importateurs devront désormais justifier de leur qualité d'éleveur ou d'accoureur ou de la qualité d'éleveurs ou d'accoueurs des personnes pour le compte desquelles ils importent.

Ces importateurs devront fournir en outre la preuve que l'exploitation de destination est placée sous le *contrôle permanent* du Directeur des Services Vétérinaires auprès duquel les éleveurs ou accoueurs se seront engagés à accepter toutes mesures sanitaires qui pourraient leur être prescrites.

Ces justifications seront fournies par une attestation visée par le Directeur des Services Vétérinaires du département où est située l'exploitation.

(Avis « J.O. », 22 mai 1959.)

Pour éviter les risques d'introduction et de propagation de la peste aviaire dans leur pays, les autorités helvétiques imposent aux volailles tuées, en provenance de France, un séjour de dix jours environ en *entrepôt frigorifique*.

Cette clause grève évidemment les frais d'exportation et rend impossible la vente en Suisse de volailles fraîches d'origine française, beaucoup plus appréciées sur les marchés que les volailles congelées.

Le Directeur de l'Office Vétérinaire Fédéral Suisse m'a fait savoir que, pour pallier à cet inconvénient, il accordait l'autorisation de mettre immédiatement à la disposition des importateurs les volailles en provenance du département de l'Ain, compte tenu des garanties sanitaires que pouvait lui fournir le Directeur des Services Vétérinaires de ce département, et qui sont les suivantes :

1° Il ne doit exister aucun cas de peste aviaire dans le département ;

2° Le D.S.V. autorise certains expéditeurs agréés à exporter les volailles sous couvert d'un certificat émanant de la D.S.V., aux conditions suivantes :

— les expéditeurs ne doivent s'approvisionner que dans l'aire géographique de l'Ain ;

— ils seront soumis, par les soins du D.S.V. ou d'un vétérinaire délégué par lui, à des contrôles par sondage des lots de volailles qu'ils abattent, en vue de la recherche de la peste aviaire. Les frais de contrôle sont à la charge des exportateurs.

3° Dans le cas d'apparition de la peste aviaire, le D.S.V. en informera l'Office Vétérinaire Fédéral Suisse. Il fera abattre et enfouir le troupeau atteint.

4° La vaccination par virus vivant ou atténué est interdite dans le département.

Le Directeur de l'Office Vétérinaire Fédéral Suisse est disposé à étendre à d'autres départements la mesure prise pour

les volailles en provenance de l'Ain, à condition que les garanties ci-dessus mentionnées puissent lui être fournies.

Dans le cas où des expéditeurs de volailles tuées de votre département seraient intéressées par l'exportation sur la Suisse et où vous pourriez accorder aux autorités helvétiques ces mêmes garanties, vous voudrez bien m'en aviser.

(C.M., 9 mars 1956.)

L'importation de volailles et d'œufs à couver est réglementée.

L'exportation de volailles tuées et d'œufs en coquille est réglementée.

(C.M., 30 septembre 1960, 16 janvier 1961,
6 novembre 1962 et 2 août 1963.)

Les *produits avicoles* dont l'importation est réglementée sont les suivants :

Œufs de volailles de basse-cour en coquilles, frais ou conservés, à l'exclusion des œufs à couver ;

Œufs dépourvus de leurs coquilles et jaunes d'œufs, de volailles de basse-cour, propres à des usages alimentaires, frais, conservés, séchés ou sucrés ;

Volailles vivantes, de basse-cour, d'un poids supérieur à 185 grammes ;

Volailles mortes de basse-cour et leurs abats comestibles (à l'exclusion des foies), frais, réfrigérés ou congelés ;

Graisse de volailles pressée ou fondue ;

Graisse de volailles non pressée, ni fondue, fraîche, réfrigérée, congelée, salée ou en saumure, séchée ou fumée ;

Autres préparations et conserves de viandes ou d'abats de volailles.

(D., 21 juillet 1962, et A.M., 20 septembre 1962.)

Une *dérogation générale* à la prohibition d'importation d'oiseaux vivants et tués et d'œufs à couver est obtenue pour :

I. — Oiseaux tués, leurs abats comestibles (y compris les foies) et leurs graisses, en transit de frontière à frontière ou en transbordement.

Pigeons voyageurs destinés à des lâchers.

Ces oiseaux sont admis sans aucune réserve sanitaire.

II. — Psittacidés dans la limite de deux oiseaux par importateur.

La dérogation comporte les réserves ci-après mentionnées :

1° Présentation d'un certificat établi par un vétérinaire officiel du pays de provenance attestant le bon état de santé des oiseaux ;

2° Présentation d'une attestation sur l'honneur, établie par l'importateur, certifiant qu'il est propriétaire des oiseaux depuis plus de six mois et qu'il s'engage à ne pas les revendre et à accepter tout contrôle sanitaire auquel les Services Vétérinaires estimeraient devoir procéder à l'adresse indiquée par l'importateur ;

3° Visite sanitaire favorable effectuée par le vétérinaire-inspecteur.

III. — Oiseaux vivants et leurs œufs à couver :

Une réserve est formulée. Elle consiste en la présentation d'un certificat par lequel un vétérinaire officiel du pays de provenance atteste, selon le cas, le bon état de santé des oiseaux eux-mêmes ou le bon état sanitaire de l'élevage de provenance des œufs à couver.

D'autre part, le Service des Douanes peut accorder des dérogations particulières lorsqu'il s'agit d'animaux présentés en nombre très limité par les voyageurs et les touristes.

Toutefois, la dérogation générale et les dérogations particulières ne s'appliquent pas aux oiseaux vivants énumérés ci-après et à leurs œufs à couver :

Psittacidés, coqs et poules, dindes et dindons, pintades, faisans, perdrix, cailles, colins, francolins, paons, canards, sarcelles, oies, cygnes, tourterelles et pigeons.

Ces oiseaux et leurs œufs à couver restent soumis à la présentation de dérogations particulières délivrées par le Ministère de l'Agriculture, Service Vétérinaire, 3, rue Barbet-de-Jouy, Paris (7^e).

IV. — Volailles de basse-cour (coqs, poules, canards, oies, dindes, dindons, pintades) et leurs abats comestibles (y compris les foies), graisse de volailles non pressée ni fondue.

Sans préjudice de l'application de l'interdiction édictée par le décret n° 62-827 du 21 juillet 1962, les réserves ci-après sont prescrites :

1° Présentation d'un certificat établi par un vétérinaire officiel du pays d'origine, attestant que les denrées :

a) Ont été préparées dans un abattoir régulièrement autorisé (agréé pour l'exportation vers la France) et reconnues salubres à la suite d'une inspection vétérinaire effectuée avant et après abattage ;

b) N'ont pas été traitées avec des produits interdits par la législation française ;

c) Ont été préparées, manipulées et expédiées suivant les exigences de l'hygiène alimentaire dans un établissement soumis à une surveillance vétérinaire permanente.

Le certificat doit mentionner en outre que les volailles ne provenaient pas, au moment de leur abattage, d'un foyer de maladies contagieuses de l'espèce, notamment de peste aviaire sous toutes ses formes.

2° Inspection de salubrité favorable assurée par le vétérinaire inspecteur.

V. — Oiseaux tués, autres que les volailles de basse-cour. Les réserves ci-après énumérées sont prescrites :

1° Présentation d'un certificat établi par un vétérinaire officiel du pays d'origine attestant que les denrées :

a) sont salubres et ne contiennent aucun produit interdit par la législation française ;

b) ne proviennent pas d'un foyer de maladies contagieuses de l'espèce, notamment de peste aviaire sous toutes ses formes ;

c) ont été préparées, manipulées et expédiées suivant les exigences de l'hygiène alimentaire.

2° Inspection de salubrité favorable effectuée par le vétérinaire inspecteur à la frontière (9).

(A.M., 19 mars 1964 et
Avis « J.O. », 9 avril 1964.)

*
* *

VI. — Mesures médicales

Sur l'avis de la Section Permanente du Comité Consultatif des Epizooties, la vaccination, en l'état actuel de ses possibilités d'emploi, a été écartée comme moyen de lutte officiel contre la peste aviaire.

Les Services Vétérinaires n'entendent pas pour autant condamner un moyen d'intervention qui peut avoir son utilité pour la prévention de la maladie et il est possible, le cas échéant, d'en recommander l'emploi, sous la réserve que seuls des vaccins inactivés soient utilisés, à l'exclusion des vaccins vivants ou atténués.

Mais ils estiment que la vaccination contre la maladie de Newcastle doit, pour l'instant tout au moins, être laissée à l'initiative privée et ne saurait faire l'objet de mesures analogues à celles qui sont prises dans la fièvre aphteuse (anneaux de vaccination, etc...) (10).

(C.M., 20 décembre 1955.)

En ce qui concerne la prophylaxie de la maladie de Newcastle, dans le cadre de la défense sanitaire collective des élevages avicoles, les élevages de reproduction doivent être placés

(9) La protection aux frontières vis-à-vis d'une maladie aussi contagieuse que la maladie de Newcastle constitue une mesure fondamentale et prévient l'introduction de virus exotiques, en particulier de la peste aviaire vraie.

(10) Il existe deux moyens de lutte contre une maladie contagieuse comme la maladie de Newcastle. Le moyen le plus simple et universellement admis consiste à s'opposer à l'introduction ou à l'extension du virus ; le deuxième consiste, en outre, dans la généralisation de la vaccination pour protéger le cheptel.

L'association des deux premiers est efficace dans une maladie très contagieuse comme la maladie de Newcastle, à partir du moment où la maladie a pris une certaine extension dans un pays. Mais on ne peut en attendre de résultat valable que dans la mesure où les deux procédés sont appliqués avec la rigueur nécessaire. Enfin, une incompatibilité entre la vaccination et le dépistage expérimental met obstacle à la réussite de la méthode mixte.

sous contrôle sanitaire permanent et vaccinés périodiquement à l'aide de vaccins inactivés. Il était prévu, en corollaire, que dans le cas où, malgré l'application des mesures prescrites, la maladie viendrait à apparaître, les propriétaires acceptant de liquider leur élevage par la mise en œuvre de l'abattage recevraient de l'Etat des indemnités destinées à compenser les pertes subies.

Il mérite d'être souligné que les dispositions concernant la mise en œuvre des mesures d'abattage ont été prises à la suite de l'épizootie de maladie de Newcastle enregistrée en 1962, alors que la maladie se présentait sous une forme franche et qu'il était permis de considérer qu'elles pouvaient jouer un rôle efficace. Elles ont, effectivement, joué un rôle favorable pendant la période qui a suivi, mais, par la suite, on a constaté une modification progressive de la symptomatologie de la maladie de Newcastle, et celle-ci, à l'heure actuelle, présente généralement des formes chroniques, frustes, entraînant une mortalité très faible, son diagnostic clinique se révélant très difficile.

Il va de soi, dans ces conditions, que la méthode d'abattage ne peut maintenant être appliquée avec efficacité comme moyen de prophylaxie.

De même, il n'apparaît plus opportun, aussi bien pour des raisons techniques que pratiques, de subordonner au seul usage des vaccins inactivés la prévention de la maladie dans les élevages de reproduction soumis au contrôle sanitaire collectif.

Il est, en conséquence, nécessaire que les dispositions antérieures soient révisées en tenant compte des considérations nouvelles précédemment exprimées...

La lutte contre la maladie de Newcastle ne peut être basée sur la seule application des mesures sanitaires légales et il est nécessaire d'avoir recours à des mesures permanentes de prévention à l'égard de cette maladie.

La vaccination contre la maladie de Newcastle peut être entreprise à l'aide de virus modifiés (vaccins vivants) soit par l'usage de virus inactivés (vaccins tués). Chaque type de vaccin présente des avantages mais peut connaître aussi des contre-indications.

En ce qui concerne les *virus modifiés*, il convient d'avoir recours aux vaccins produits à partir de *souches lentogéniques* (la souche connue sous le nom de Hitchner, Hitchner B1 ou Hitchner-Johnson représente la souche de ce groupe la plus couramment utilisée à l'heure actuelle). Les virus modifiés possèdent le grand avantage d'une application facile et peu onéreuse suivie d'une immunité précoce et durable ; mais on doit signaler que leur emploi peut être suivi d'une interruption de la ponte, d'un arrêt de la croissance des jeunes et que cette intervention peut aussi déclencher les manifestations cliniques d'infection latentes, dues à d'autres agents des maladies aviaires.

Au sujet des *virus inactivés*, on s'accorde à reconnaître leur innocuité, qui exclut tout accident de vaccination, mais on doit ajouter que l'immunité conférée par une seule intervention est faible et tardive, qu'il est nécessaire de la renforcer par une ou plusieurs injections de rappel et que ces vaccins devant être administrés par voie sous-cutanée ou intramusculaire, le prix de l'intervention s'élève au point de compromettre parfois la rentabilité des élevages de poulets de chair.

Dans les élevages sous contrôle officiel, qu'il s'agisse d'élevages de reproduction ou d'élevages de poulets de chair, tous les oiseaux devront être régulièrement vaccinés au moyen de vaccins officiellement autorisés.

(C.M., 23 juillet 1963,
12 janvier 1963,
22 février 1963.)

VII. — Elevages avicoles

1. — Contrôle officiel facultatif des élevages avicoles (11)

Dans un certain nombre de départements, le contrôle sanitaire facultatif des élevages avicoles a été créé à l'initiative du Directeur des Services Vétérinaires. Cette organisation a donné des résultats encourageants ; il est souhaitable

(11) Ce contrôle renforce avec vigueur la prophylaxie de la peste aviaire et doit être exposé dans son ensemble.

qu'elle réunisse un nombre de plus en plus grand d'aviculteurs et s'étende aussi rapidement que possible à d'autres départements. Il y a lieu de signaler toutefois que les dispositions prises jusqu'alors en la matière, celles en vigueur dans le cadre du Syndicat National des Aviculteurs Agréés mises à part, présentent des aspects divers. Une mission d'études étrangère, qui a visité récemment plusieurs départements, n'a pas manqué de le constater et de souligner les difficultés qui pouvaient en résulter sur le plan du commerce extérieur.

Il me paraît donc nécessaire d'uniformiser les méthodes à utiliser dans ce domaine. Une commission spécialisée du *Comité Consultatif des Epizooties* a élaboré un *protocole de contrôle et d'attribution de certificat*, dont on peut dès maintenant mettre en pratique les principes essentiels.

2. — Protocole pour l'attribution de certificats de contrôle officiel hygiénique et sanitaire par les Services Vétérinaires Départementaux

1. — LA DEMANDE.

Tout aviculteur, éleveur ou accoureur peut demander à adhérer à un contrôle officiel hygiénique et sanitaire organisé par la Direction départementale des Services Vétérinaires ; il doit adresser à la Direction des Services Vétérinaires, avant le 15 septembre, une demande rédigée sur un imprimé spécial, en indiquant sa spécialisation, et dans laquelle il reconnaîtra avoir une connaissance précise du présent protocole ; il s'engagera à en respecter les dispositions ainsi que toutes les instructions qui pourront lui être données par les Services Vétérinaires.

2. — DISPOSITIONS VISANT LES ETABLISSEMENTS D'ELEVAGE AVICOLE.

CONDITIONS HYGIÉNIQUES ET SANITAIRES QUI SERONT EXIGÉES POUR LES ÉTABLISSEMENTS D'ÉLEVAGE AVICOLE.

Dans les élevages avicoles soumis au contrôle hygiénique et sanitaire, tous les sujets reproducteurs devront être bagués

et aucun changement de bague ne devra intervenir au cours de la saison. Les numéros perdus devront être remplacés par les mêmes numéros, ou par d'autres numéros, mais dans ce cas mention devra en être faite sur le registre d'élevage qui sera tenu dans l'établissement.

Les éleveurs inscrits au contrôle officiel sont tenus de ne repeupler leurs élevages qu'à partir d'œufs ou avec des poussins provenant soit de leur propre élevage, soit d'élevages titulaires du certificat de contrôle hygiénique et sanitaire, ou encore avec des adultes provenant de tels élevages ou ayant donné un séro-diagnostic négatif, les examens ayant été pratiqués par le laboratoire agréé pour l'élevage.

Ils devront pouvoir présenter toutes justifications à cet égard (attestations délivrées soit par les éleveurs vendeurs d'œufs à couvrir, soit par les accoueurs, fiches d'examen du laboratoire portant les numéros des bagues des oiseaux ayant subi le sérodiagnostic).

Les élevages devront comprendre :

— des locaux et poulaillers convenablement construits, éclairés, aérés, aménagés et entretenus, comportant des perchoirs et pondoirs en nombre suffisant, des planches à déjection ou un dispositif de réception des déjections reconnu convenable, le tout entretenu en bon état d'usage et de propreté ;

— « facultatif » : un local particulier éloigné ou tout au moins nettement séparé des parcs d'élevage où seront isolés les sujets malades et mis en quarantaine les sujets de repeuplement venant de l'extérieur ;

— des parcours extérieurs dont la surface sera reconnue suffisante et qui seront constamment herbeux ou bien boisés, cultivés ou régulièrement retournés ;

— « facultatif » : un parquet de désinfection à l'entrée de chaque poulailler.

Il devra être manifeste que les fumiers sont régulièrement enlevés et désinfectés ou détruits, que le sol et les murs sont propres et régulièrement désinfectés par chaulage (lait de chaux ou pulvérisation au sulfate de fer, formol, etc..).

Un *cahier d'élevage* devra être tenu dans chaque élevage. Il sera visé par un vétérinaire sanitaire chargé du contrôle et par le Directeur des Services Vétérinaires ou son représentant, lors de leurs visites. Sur ce cahier devront être inscrits les numéros des bagues des oiseaux malades ou morts, les symptômes observés, les dates d'expédition de cadavres ou de malades au laboratoire avec les indications résumées qu'elles comportent quant au diagnostic de la maladie et au traitement prescrit, les dates et les modalités des traitements employés, la notation des résultats apparents de ces traitements.

Toute mortalité intéressant 2 % de l'effectif dans le courant d'une semaine devra faire obligatoirement l'objet de l'envoi immédiat de cadavres ou d'oiseaux malades au laboratoire départemental des Services Vétérinaires.

Dans tous les cas, les résultats des examens ne pourront être communiqués par ce dernier qu'à l'aviculteur intéressé, au vétérinaire sanitaire chargé du contrôle et au vétérinaire traitant habituel.

VISITES D'ACCEPTATION DES ÉLEVAGES AVICOLES.

Lorsqu'il aura reçu d'un aviculteur une demande régulière d'adhésion au contrôle officiel hygiénique et sanitaire, le Directeur des Services Vétérinaires ou son représentant devra visiter l'exploitation avicole du demandeur.

Il sera accompagné, lors de sa visite, d'un ou plusieurs aviculteurs désignés par le Syndicat ou la Société d'Aviculture auxquels adhère le postulant. Le Vétérinaire sanitaire qui sera chargé de la surveillance de l'élevage pourra être appelé à participer à cette visite.

La Commission ainsi constituée s'assurera que l'élevage peut être conduit dans de bonnes conditions ; elle s'entourera de tous renseignements susceptibles de lui faire connaître l'état sanitaire du cheptel et de guider, par la suite, la conduite des opérations d'éradication ou de prophylaxie des maladies aviaires.

Les sujets défectueux ou de mauvaise conformation seront débagués en présence de la Commission et éliminés. Les numéros des bagues seront relevés et aucun sujet portant le numéro de ces bagues ne devra être présent dans l'élevage de reproducteurs au moment des prises de sang.

« facultatif » : la Commission notera l'élevage suivant le tableau de pointage ci-après :

Bâtiments :

Construction,	coefficient	4.	Surface utile,	coefficient	6.
Aération	»	3.	Eclairage	»	3.
Entretien	»	5.	Pondoirs	»	3.
Perchoirs	»	1.	Mangeoires	»	3.
Abreuvoirs	»	2.			

Parcours :

Surface	coefficient	4.	Aspect	coefficient	8.
Pente	»	2.	Clôtures	»	2.
Rotation	»	4.			

Cheptel :

Coqs	coefficient	12.	Poules	coefficient	8.
------	-------------	-----	--------	-------------	----

Couvoir :

Installation	coefficient	15.	Entretien	coefficient	15.
--------------	-------------	-----	-----------	-------------	-----

« Chaque élément est noté de 0 à 10. Les produits de ces notes par les coefficients respectifs sont additionnés. La somme donne la note définitive (sur 1.000). »

A l'issue de la visite et après avis de la Commission, le Directeur des Services Vétérinaires statuera sur l'acceptation de l'élevage ou, au contraire, sur son refus. L'éleveur sera informé par ses soins de la décision. En cas de refus, le motif de ce refus devra être indiqué à l'éleveur de façon à lui permettre de prendre toutes mesures susceptibles de faire admettre par la suite son élevage aux opérations de contrôle hygiénique et sanitaire.

Les décisions de la Commission seront sans appel.

Les élevages qui auront été contrôlés l'année précédente et qui auront pleinement satisfait aux opérations de contrôle pourront ne pas être soumis à la visite d'acceptation. Ils conserveront, dans ce cas, les notes de la précédente campagne. Toutefois les éleveurs auront toujours le droit de demander le passage de la Commission s'ils l'estiment préférable ou s'ils espèrent une meilleure notation en raison des progrès qu'ils auront apportés à leur élevage.

Les notes données par la Commission d'acceptation pourront être modifiées en cours de campagne à l'occasion de visites de contrôle du Directeur des Services Vétérinaires ou de son représentant et à la suite des examens de laboratoire qui pourront être effectués en cours de contrôle.

VISITES DE CONTRÔLE DES ÉLEVAGES AVICOLES.

Tout élevage soumis au contrôle officiel sera placé sous la surveillance permanente d'un vétérinaire sanitaire désigné par le Directeur des Services Vétérinaires.

Le Vétérinaire sanitaire visitera l'élevage au moins trois fois par an. Au cours de ces visites, qui seront inopinées, le Vétérinaire sanitaire conseillera l'éleveur quant à l'hygiène de son établissement et à la santé de son cheptel. En cas d'épidémie, il prescrira toutes mesures qui lui paraîtront nécessaires et il contrôlera l'exécution des prescriptions des services sanitaires vétérinaires.

Des visites inopinées pourront également être effectuées à tous moments par le Directeur des Services Vétérinaires ou son représentant.

A l'occasion de chacune de leurs visites, le Directeur des Services Vétérinaires et le Vétérinaire sanitaire vérifieront, annoteront et viseront le cahier d'élevage. Le vétérinaire-inspecteur adressera au Directeur des Services Vétérinaires un rapport de ses observations et opérations et ce rapport sera inséré au dossier de l'éleveur. En fin de campagne, avant la délivrance du certificat de contrôle officiel, les cahiers d'élevage seront communiqués au Directeur des Services Vétérinaires.

Au cas où les visites de contrôle feraient apparaître de graves manquements à la réglementation à laquelle l'éleveur aura librement souscrit, celui-ci pourra être radié du contrôle officiel par décision du Directeur des Services Vétérinaires.

Il devra, dès lors, cesser de se prévaloir du certificat de contrôle officiel qui lui aura été attribué. Le retrait du certificat de contrôle sera publié au *Recueil des Actes administratifs* et par voie de presse porté à la connaissance du public.

OPÉRATION D'ÉRADICATION DE LA PULLOROSE.

1. Disposition générales :

Les opérations d'éradication de la pullorse comporteront des prises de sang, des épreuves de séro ou d'hémo-agglutination, l'élimination des volailles ayant présenté une réaction positive ou douteuse.

Ces opérations seront conduites par les soins et sous le contrôle des Services Vétérinaires, et il est interdit aux éleveurs admis au contrôle officiel de pratiquer eux-mêmes ou de faire pratiquer sur leurs oiseaux toutes opérations de prises de sang, séro ou hém-agglutination autres que celles qui sont contrôlées par les Services Vétérinaires.

La *séro-agglutination* et l'hém-agglutination sont seules admises comme épreuves de détection de la pullorose.

— Deux épreuves devront être pratiquées sur *l'ensemble des reproducteurs* au cours d'une même saison dans les élevages :

— non contrôlés les années précédentes,

— ou qui, contrôlés l'année précédente, ont eu plus de 2 % de réactions positives lors des deux séro ou hém-agglutinations.

Les deux épreuves sont séparées par un intervalle d'environ 2 à 3 mois, la première étant effectuée, en principe, entre le 1^{er} décembre et la fin janvier.

— les élevages déjà contrôlés et qui n'ont pas eu plus de 2 % de réactions positives lors des deux séro ou hém-agglutinations l'année précédente, pourront, sur leur demande expresse, être autorisés à substituer à l'une des deux épreuves un sondage sur 10 % au moins des poules et sur la totalité des coqs.

Le sondage pourra être pratiqué en guise de première épreuve en début de saison ou bien se substituera à la deuxième épreuve, c'est-à-dire que l'élevage peut être soumis :

— soit à un sondage suivi deux ou trois mois plus tard d'une épreuve sur la totalité du parquet,

si le résultat du premier sondage fait apparaître un pourcentage de résultats positifs supérieur à 2 % des sangs examinés, la séro ou l'hém-agglutination doit être aussitôt étendue à tout le parquet intéressé, c'est-à-dire que les deux épreuves totales deviennent obligatoires.

— soit à une épreuve sur la totalité, suivie deux ou trois mois plus tard d'un sondage,

si le résultat de la première épreuve ou du sondage final révèle plus de 2 % de réactions positives, la deuxième épreuve sera étendue à tout l'effectif.

Dans tous les cas, la ponte doit atteindre au moins 50 % au moment de l'épreuve générale. Les œufs ne seront pas mis en incubation avant au moins une séro ou hém-agglutination qui, effectuée sur la totalité du parquet, aura révélé moins de 2 % de réactions.

2. Dispositions visant les prélèvements de sang :

Les prélèvements de sang devront être effectués aux dates qui auront été admises par les laboratoires chargés d'effectuer les épreuves, sur proposition des aviculteurs, compte tenu de l'âge des poussins et du pourcentage de ponte observé.

Les prélèvements de sang seront pratiqués soit par le Vétérinaire sanitaire, soit par un agent des Services Vétérinaires, soit par les aviculteurs eux-mêmes ou par telles personnes auxquelles ils jugeront opportun de faire appel mais, dans ces deux derniers cas, toujours en présence d'un aviculteur agréé par le Directeur des Services Vétérinaires.

Le Vétérinaire ou l'aviculteur agréé attestera par écrit que les prélèvements de sang ont été effectués régulièrement et précisera s'ils ont eu lieu sur la totalité des reproducteurs ou, au contraire, sur une partie seulement de ce cheptel. Dans ce cas il indiquera le nombre de reproducteurs existant à l'élevage. Le certificat ainsi délivré devra accompagner les prises de sang lors de leur envoi au laboratoire de la Direction des Services Vétérinaires.

Les frais inhérents à la pratique des prises de sang seront à la charge des aviculteurs. Les tubes, étiquettes et bouchons nécessaires seront mis à leur disposition par les soins du Directeur des Services Vétérinaires qui précisera les conditions techniques et pratiques dans lesquelles devront être pratiquées ces prises de sang.

Les échantillons de sang devront être transmis immédiatement et par les moyens les plus rapides au laboratoire de la Direction départementale des Services Vétérinaires.

Remarques. — Il est recommandé, d'une part, d'éviter de pratiquer des prélèvements de sang par grand froid et, d'autre

part, de laisser les volailles à jeun avant les prises de sang (supprimer les mangeoires la veille au soir).

Un centimètre cube au moins de sang est recueilli par ponction de la veine interne de l'aile dans un tube à hémolyse classique fermé de préférence par un bouchon de caoutchouc non conique.

Ces tubes doivent être munis d'étiquettes sur lesquelles est porté le numéro des bagues. Il est important de les maintenir à plat lors de la prise de sang pour obtenir la coagulation le long de la paroi et le sérum nécessaire. Il y a intérêt à ce que les prélèvements soient apportés au laboratoire le jour même de leur récolte. A défaut, l'envoi doit être fait en emballage réfrigéré isotherme (neige carbonique ou glace en boîtes étanches et sciure) par le smoyens les plus rapides (car, colis express S.N.C.F.).

Le laboratoire doit disposer pour l'inscription des résultats de ses examens d'une fiche standard portant des n^{os} de 1 à 1.000, au regard desquels il y a lieu d'utiliser les signes de la notation ci-après :

V = vidé	+ = positif
B = brisé	O = négatif
H = hémolysé	S = suspect
A = absent	

3. Catégorisation et classement des élevages.

Seront éliminés d'office :

1° à l'issue de la première séro ou hém-agglutination, les élevages ayant présenté plus de 6 % de résultats positifs ou douteux ;

2° a l'issue de la deuxième séro ou hém-agglutination, les élevages ayant présenté plus de 2 % de résultats positifs ou douteux.

Seront rangés dans l'une des trois catégories suivantes :

Première catégorie : élevages n'ayant présenté aucune réaction positive lors des diverses épreuves ;

Deuxième catégorie : élevages dans lesquels le taux des réactions positives ou douteuses ne sera pas supérieur à 2 % lors de chaque épreuve ;

Troisième catégorie : élevages dans lesquels le taux des réactions positives ou douteuses ne sera pas supérieur à 6 % lors de la première épreuve.

Les élevages qui auront été autorisés à pratiquer une épreuve de sondage sur 10 % de leur cheptel de reproduction seront jugés et classés de la même façon en fonction des résultats obtenus lors du sondage et d'une séro-agglutination pratiquée sur la totalité des reproducteurs.

Lorsqu'un élevage comprend plusieurs groupes distincts de volailles, parquets de sélection, parquets de multiplication, parquets de races différentes, les résultats pourront être consignés séparément pour chacun d'eux. Il ne sera pas tenu compte du pourcentage moyen de réagissants sur l'ensemble de l'effectif, mais des résultats obtenus dans chaque groupe. Toutefois l'élevage ne pourra être agréé que si tous les groupes remplissent individuellement les conditions précitées.

« Facultatif » : En outre de cette catégorisation en fonction du résultat des épreuves effectuées en vue de l'éradication de la pullorose, les élevages soumis au contrôle officiel pourront être répartis en 4 classes : S, A, B et C, selon le pointage qu'ils auront obtenu lors de la visite d'acceptation, modifié, le cas échéant, au cours de la période de contrôle en fonction des résultats des visites de contrôle et des résultats des examens de laboratoire. Selon les notes obtenues, les élevages seront rangés :

Dans la classe S, s'ils ont obtenu de 90 à 100 points									
»	»	»	A,	»	»	»	»	75 à 90	»
»	»	»	B,	»	»	»	»	65 à 75	»
»	»	»	C,	»	»	»	»	50 à 65	»

4. *Elimination des sujets donnant des réactions positives ou douteuses.*

Les résultats des épreuves de séro ou d'hémo-agglutination seront communiqués à l'éleveur qui devra procéder au plus tôt à l'élimination des sujets reconnus infectés en présence soit du vétérinaire sanitaire chargé du contrôle, soit d'un agent des Services Vétérinaires, soit de l'aviculteur agréé par le Directeur des Services Vétérinaires qui aura contrôlé les prises de sang.

L'élimination des sujets infectés se fera dans le cas de séro-agglutination :

soit par le sacrifice immédiat, soit par livraison à un commerçant en volailles qui en donnera décharge.

La personne ayant contrôlé l'élimination procédera à la section des plumes de la queue des volailles réagissantes et attestera par écrit la régularité des opérations d'élimination en précisant la façon dont ces sujets ont été éliminés. Son attestation sera immédiatement transmise à la Direction des Services Vétérinaires.

Dans le cas d'hémo-agglutination, le Vétérinaire ou l'Agent sanitaire sectionneront immédiatement les rectrices des réagissants et l'élimination aura lieu dans les conditions sus-indiquées.

En cas de contestation des résultats, des séro-agglutinations de contrôle pourront être demandées au Laboratoire Central de Recherches Vétérinaires, 22, rue Pierre-Curie à Alfort.

3. DISPOSITIONS VISANT LES ETABLISSEMENTS D'ACCOUVAISON.

Dispositions générales.

Les éleveurs accoueurs ou les accoueurs spécialisés devront s'engager à ne se procurer les œufs qu'ils mettront en incubation que dans leur propre élevage, s'il est titulaire du certificat de contrôle ou dans les élevages titulaires de ce certificat.

Ils devront pouvoir à tout moment justifier de cette condition notamment au moyen d'un cahier d'accouaison conforme à un modèle, admis par les Services Vétérinaires, qu'ils tiendront à jour et qui portera mention des entrées d'œufs et des sorties de poussins avec l'adresse précise des vendeurs et des acheteurs.

Ils seront invités à fournir aux Services Vétérinaires, avant chaque campagne d'accouaison, la liste des élevages dans lesquels ils se procureront les œufs qu'ils mettront en incubation.

Ils devront délivrer à leurs acheteurs une attestation dans laquelle ils affirmeront que les poussins livrés proviennent soit

de leur élevage particulier titulaire du certificat de contrôle, soit d'un élevage titulaire de ce certificat.

Ils ne devront introduire dans leurs incubateurs que des œufs marqués au tampon encreur au nom du producteur les ayant fournis. Si les œufs proviennent de leur propre élevage, ils devront être marqués de leur tampon particulier.

Les résultats des accouvoirs devront être inscrits sur le cahier spécial. Les pourcentages trop élevés d'œufs clairs ou de mortalité en coquille ou à la naissance seront immédiatement signalés à la Direction des Services Vétérinaires et des échantillons d'œufs ou de cadavres de poussins seront immédiatement adressés au Laboratoire de la Direction des Services Vétérinaires. La réponse du laboratoire sera inscrite sur le registre et les mesures préconisées seront aussitôt appliquées.

Visites d'acceptation et de contrôle.

Les établissements d'accouvoir, qu'ils soient annexés à un établissement d'élevage ou qu'ils soient spécialisés, seront soumis à des visites d'acceptation et de contrôle dans les mêmes conditions que les établissements d'élevage.

Si les accouvoirs sont annexés à un établissement d'élevage leurs visites pourront coïncider avec celles de ces établissements d'élevage.

Lors de la visite d'acceptation, la Commission s'assurera que l'installation matérielle est convenable, que le matériel est entretenu dans de bonnes conditions et que l'accouvoir peut s'y effectuer correctement. Au cours de la période d'accouvoir, le vétérinaire sanitaire qui sera désigné par le Directeur des Services Vétérinaires pour contrôler l'établissement, devra effectuer de façon inopinée au moins trois visites de contrôle. Des visites inopinées pourront également être effectuées à tous moments par le Directeur des Services Vétérinaires ou son représentant.

Au cours de leurs visites, les agents de contrôle devront s'assurer que les opérations d'accouvoir s'effectuent selon les règles fixées par le présent protocole ; contrôler les éclosions, la désinfection des couveuses ; vérifier, annoter et viser le cahier d'accouvoir.

Après chacune de ces visites, le vétérinaire sanitaire adressera au Directeur des Services Vétérinaires un rapport de ses observations. Ce rapport sera inséré au dossier de l'accoureur.

En fin de campagne, les cahiers d'accouaison seront communiqués au Directeur des Services Vétérinaires qui contrôlera leur bonne tenue et les annotations de contrôle.

Les établissements d'accouaison qui en auront été jugés dignes par la Commission chargée de la visite d'acceptation seront admis au bénéfice du certificat de contrôle hygiénique et sanitaire des Services Vétérinaires.

Le bénéfice ne pourra leur être maintenu pour les campagnes ultérieures qu'autant que les visites de contrôle et l'examen du cahier d'accouaison auront donné satisfaction et que les livraisons faites n'aient pas permis de constater de fautes graves imputables à l'accoureur ou à sa technique.

Au cours de la campagne d'accouaison, si les visites de contrôle permettaient de constater de graves manquements à la réglementation à laquelle l'accoureur aura librement souscrit ou des fautes techniques graves dans la conduite des opérations d'accouaison, cet accoureur pourra être radié du contrôle officiel par décision du Directeur des Services Vétérinaires.

Il devra dès lors cesser de se prévaloir du certificat de contrôle officiel qui lui aura été attribué. Le retrait du certificat de contrôle sera publié au *Recueil des Actes Administratifs* et par voie de presse porté à la connaissance du public.

4. CERTIFICAT DE CONTROLE OFFICIEL.

Les éleveurs ou accoueurs qui auront satisfait aux conditions imposées par le présent protocole recevront, avant le début de la période de production d'œufs à couvrir ou de poussins, un certificat de contrôle officiel qui leur sera délivré par le Directeur des Services Vétérinaires.

En ce qui concerne les établissements d'élevage, le certificat mentionnera le nombre de reproducteurs contrôlés, leur race, la classe et la catégorie dans lesquelles ils auront été admis.

En ce qui concerne les accouvoirs, il précisera la puissance de production par incubation.

La liste des élevages avicoles et des établissements d'accouaison soumis au contrôle des Services Vétérinaires ayant obtenu le certificat de contrôle officiel sera publiée chaque année au Bulletin d'Information administrative ou au Recueil des Actes Administratifs de janvier et de février. Elle pourra faire l'objet de publication par voie de presse.

Dans le but de faire connaître leurs produits, les bénéficiaires du certificat de contrôle hygiénique et sanitaire pourront donner, à leurs frais, toute publicité au certificat dont il s'agit. Leur publicité ne pourra cependant comporter que les indications figurant audit certificat.

Au cas où, pour quelque motif que ce soit, le bénéfice du certificat de contrôle viendrait à être retiré à un éleveur ou à un accoureur, celui-ci devrait immédiatement cesser de s'en prévaloir. Avis de ce retrait serait inséré au *Recueil des Actes Administratifs* ou au *Bulletin d'Information Administrative* et publication pourrait en être faite par voie de presse.

L'attribution du certificat de contrôle officiel hygiénique et sanitaire constitue une recommandation de l'Administration en faveur des éleveurs qui en sont les bénéficiaires, mais cette attribution ne saurait constituer une garantie susceptible de faire encourir une responsabilité de quelque nature que ce soit à l'Administration à l'occasion de litiges pouvant survenir entre les bénéficiaires de la licence et leurs clients.

Les aviculteurs n'ayant pas satisfait aux obligations prévues pour le certificat de contrôle officiel pourront obtenir sur demande un certificat de contrôle sérologique indiquant simplement le nombre de volailles sur lesquelles a été pratiquée la séro ou l'hémo-agglutination pullorose et la date de ces opérations.

(C.M., 27 janvier 1958.)

3. — Vaccination

Sur l'avis de la Section Permanente du Comité Consultatif des Epizooties, la vaccination, en l'état actuel de ses possibilités d'emploi, a été écartée comme moyen de lutte officiel contre la peste aviaire.

Les Services Vétérinaires n'entendent pas pour autant condamner un moyen d'intervention qui peut avoir son utilité pour la prévention de la maladie et vous pourrez, le cas échéant, en *recommander l'emploi* sous la réserve que seuls des *vaccins inactivés* soient utilisés, à l'exclusion des vaccins vivants ou atténués.

Mais ils estiment que la vaccination contre la Maladie de Newcastle doit, pour l'instant tout au moins, être laissée à l'*initiative privée* et ne saurait faire l'objet de mesures analogues à celles qui sont prises dans la fièvre aphteuse (anneaux de vaccination, etc...).

(C.M., 20 décembre 1955.)

En ce qui concerne la prophylaxie de la Maladie de Newcastle, dans le cadre de la défense sanitaire collective des élevages avicoles, les élevages de reproduction doivent être placés sous contrôle sanitaire permanent et vaccinés périodiquement à l'aide de vaccins inactivés. Il était prévu, en corollaire, que dans le cas où malgré l'application des mesures prescrites, la maladie viendrait à apparaître, les propriétaires acceptant de liquider leur élevage par la mise en œuvre de l'abattage recevraient de l'Etat des indemnités destinées à compenser les pertes subies.

Il mérite d'être souligné que les dispositions concernant la mise en œuvre des mesures d'abattage ont été prises à la suite de l'épizootie de Maladie de Newcastle enregistrée en 1962, alors que la maladie se présentait sous une forme franche et qu'il était permis de considérer qu'elles pouvaient jouer un rôle efficace. Elles ont, effectivement, joué un rôle favorable pendant la période qui a suivi mais, par la suite, on a constaté une modification progressive de la symptomatologie de la Maladie de Newcastle et celle-ci, à l'heure actuelle, présente généralement des formes chroniques, frustes, entraînant une mortalité très faible, son diagnostic clinique se révélant très difficile.

Il va de soi, dans ces conditions, que la méthode d'abattage ne peut maintenant être appliquée avec efficacité comme moyen de prophylaxie.

De même il n'apparaît plus opportun, aussi bien pour des raisons techniques que partiques, de subordonner au seul usage

des vaccins inactivés la prévention de la maladie dans les élevages de reproduction soumis au contrôle sanitaire collectif.

Il est en conséquence nécessaire que les dispositions antérieures soient révisées en tenant compte des considérations nouvelles précédemment exprimées.

Tel est l'objet de la présente circulaire dans laquelle, dans un but de clarification, sont reprises les dispositions toujours valables des deux circulaires précitées, relatives à l'organisation générale de la défense sanitaire collective des élevages avicoles.

I. — MODALITÉS D'ORGANISATION DE L'ACTION COLLECTIVE DE DÉFENSE SANITAIRE DES ÉLEVAGES AVICOLES.

L'expérience acquise dans le domaine de la défense sanitaire du cheptel a bien démontré que le succès de la lutte contre les maladies animales est subordonné à l'application collective de mesures sanitaires et médicales composant un programme général de prophylaxie.

Cette notion conserve toute sa valeur en ce qui concerne la prophylaxie des maladies aviaires.

Il est donc nécessaire que, dans chaque département, les Directeurs des Services Vétérinaires déploient tous leurs efforts afin de grouper le plus grand nombre possible d'aviculteurs décidés à appliquer volontairement, sous leur contrôle, les mesures permanentes de lutte contre les maladies aviaires.

Il semble que cet objectif puisse être atteint en tenant compte de la situation existant dans le département ; deux cas peuvent se présenter :

Premier cas : Départements dans lesquels est déjà organisée une action collective de défense sanitaire des élevages avicoles.

Il s'agit de départements dans lesquels un contrôle officiel hygiénique et sanitaire a été organisé sur le plan départemental par la Direction des Services Vétérinaires, en exécution d'un arrêté préfectoral. Les aviculteurs ayant adhéré volontairement à cette action se sont engagés, parfois depuis un grand nombre d'années, à respecter les instructions données

par les Services Vétérinaires en application d'un protocole porté à leur connaissance.

Il convient seulement, dans ces départements, d'étendre le contrôle officiel existant au plus grand nombre possible d'élevages avicoles. Il n'y a pas lieu d'envisager la création d'un ou plusieurs organismes nouveaux tendant au même but, sous peine de disperser inutilement les efforts et de compromettre les résultats obtenus.

Deuxième cas : Départements dans lesquels n'existe aucune organisation collective de défense sanitaire des élevages avicoles.

On peut concevoir, pour cette catégorie de départements, deux possibilités :

- soit l'organisation d'une action collective instituée par la Direction des Services Vétérinaires sur le plan départemental, dans les conditions énoncées ci-dessus pour le 1^{er} cas ;
- soit faire appel au concours d'organismes existants, dont l'activité s'exerce dans le cadre de l'aviculture ou ayant vocation à la lutte contre les maladies animales qu'il y aurait intérêt, le cas échéant, à rassembler en un groupement unique à caractère départemental.

II. — MODALITÉS DE L'ORGANISATION DU CONTRÔLE SANITAIRE DES ÉLEVAGES AVICOLES.

Le protocole joint à la circulaire n° 1106 du 27 janvier 1958 et concernant l'attribution de certificats de contrôle officiel hygiénique et sanitaire par les Services Vétérinaires doit pouvoir servir de canevas général aux interventions qu'il y a lieu de mettre en place ou de développer actuellement. Il suffit donc de commenter les différents points de ce protocole en vue d'en faciliter l'adaptation aux circonstances présentes.

1° *La demande* : qu'elle vous soit adressée directement par l'aviculteur dans le cadre de l'organisation d'un contrôle officiel facultatif ou qu'elle vous soit transmise par l'intermédiaire de l'organisme de défense sanitaire avicole dont vous aurez suscité la création, cette demande doit constituer avant

tout l'engagement du signataire de se conformer strictement aux mesures de prophylaxie que comporte le programme d'action sanitaire que vous aurez arrêté en application des présentes instructions et éventuellement en entente avec le Groupement professionnel local. Il y aura avantage à distribuer aux intéressés des formules de demandes imprimées au verso desquelles figurera l'énoncé des obligations et des règles dont ils devront avoir pris attentivement connaissance et auxquelles ils auront souscrit.

2° *Instruction de la demande* ; il apparaît nécessaire qu'à la réception de la demande le Directeur des Services Vétérinaires visite lui-même l'établissement en faisant l'objet ou qu'en cas d'empêchement il charge de cette visite celui de ses collaborateurs qu'il estime le plus qualifié. Il est souhaitable qu'un ou plusieurs aviculteurs désignés par le Groupement auquel adhère le postulant ou des représentants des organismes locaux d'aviculteurs participent à cette visite.

3° *Conditions d'admission au contrôle facultatif* : elles comprennent outre l'engagement que doit souscrire l'aviculteur, comme il est précisé au § I, celles qui ont été énumérées dans le protocole précité sous les titres « Conditions hygiéniques et sanitaires exigées » et « visite d'acceptation des élevages ». Il y aurait lieu de modifier la clause relative au repeuplement en supprimant la possibilité d'introduire des oiseaux provenant d'élevages non contrôlés sous la seule garantie d'un séro-diagnostic de pullorose négatif. Il y aura lieu d'exiger que les sujets des élevages de reproduction soient munis d'une bague ou d'une plaque d'aile portant un numéro d'ordre. Il sera interdit d'utiliser les emballages ayant servi au transport de volailles ou d'œufs à couvrir.

4° *Visites de contrôle* : le Vétérinaire Sanitaire agréé sur proposition de l'aviculteur pour assurer la surveillance permanente de l'établissement devra visiter inopinément celui-ci au moins deux fois par an. Il conviendra d'ailleurs que le Directeur des Services Vétérinaires procède lui-même à des visites inopinées pour rechercher si le contrôle est régulièrement assuré et si les mesures de prophylaxie sont correctement appliquées. Il devra tenir la main à ce que le cahier d'élevage prévu au chapitre 2 du protocole soit rigoureusement tenu à

jour et à ce que le Vétérinaire Sanitaire y consigne ses observations à chacune de ses visites. Tout fait important, intervention de dépistage, de vaccination ou de traitement sera mentionné. L'apparition d'une maladie ou une mortalité supérieure à 2 % dans le courant d'une semaine devra être signalée immédiatement.

5° Mesures relatives à la prévention des maladies :

a) *Pullorose* : Les dispositions prévues à l'égard du dépistage et de l'éradication de cette maladie doivent être maintenues en vigueur même dans les élevages qu'elles ont permis de reconnaître jusqu'à présent indemnes ou d'assainir. Il y a tout lieu de penser qu'un relâchement de ces mesures compromettrait à bref délai les résultats acquis et reviendrait à les avoir mises en œuvre au prix d'un effort prolongé en pure perte. Il conviendra au contraire, avant de reconnaître indemne un élevage, d'exiger que le nombre des réagissants calculé sur l'ensemble de l'effectif, n'excède pas 1 % au cours de la première année de contrôle et 0,5 % dès la deuxième année.

b) *Mycoplasmoses* : Cette maladie dont l'extension est inquiétante doit faire l'objet d'une attention particulière et il est indispensable de s'efforcer d'en identifier les foyers dans les élevages de reproduction d'où elle peut diffuser largement. Il conviendra donc d'effectuer des sondages, à l'occasion des épreuves diagnostiques de pullorose, en adressant au Laboratoire des prélèvements de sang, portant sur 10 % des effectifs pour la recherche de la mycoplasmoses, sans attendre l'apparition des formes cliniques.

c) *Maladie de Newcastle* : La lutte contre la Maladie de Newcastle ne peut être basée sur la seule application des mesures sanitaires légales et il est nécessaire d'avoir recours à des mesures permanentes de prévention à l'égard de cette maladie.

La vaccination (12) contre la Maladie de Newcastle peut être entreprise soit à l'aide de virus modifiés (vaccins vivants)

(12) La vaccination dissimule la maladie, entretient les porteurs de virus et jette le discrédit sur le cheptel avicole d'un pays, dont les exportations de volailles se ralentissent. Cependant, une vaccination systématique à l'aide

soit par l'usage de virus inactivés (vaccins tués). Chaque type de vaccin présente des avantages mais peut connaître aussi des contre-indications .

En ce qui concerne les *virus modifiés*, il convient d'avoir recours aux vaccins produits à partir de souches lentogéniques (la souche connue sous le nom de Hitchner, Hitchner B1 ou Hitchner-Johnson représente la souche de ce groupe la plus couramment utilisée à l'heure actuelle). Les virus modifiés possèdent le grand avantage d'une application facile et peu onéreuse suivie d'une immunité précoce et durable ; mais on doit signaler que leur emploi peut être suivi d'une interruption de la ponte, d'un arrêt de la croissance des jeunes et que cette intervention peut aussi déclencher les manifestations cliniques d'infections latentes dues à d'autres agents des maladies aviaires.

Au sujet des *virus inactivés* on s'accorde à reconnaître leur innocuité qui exclut tout accident de vaccination ; mais on doit ajouter que l'immunité conférée par une seule intervention est faible et tardive, qu'il est nécessaire de la renforcer par une ou plusieurs injections de rappel et que, ces vaccins devant être administrés par voie sous-cutanée ou intra-musculaire, le prix de l'intervention s'élève au point de compromettre parfois la rentabilité des élevages de poulets de chair.

Dans les élevages sous contrôle officiel, qu'il s'agisse d'élevages de reproduction ou d'élevages de poulets de chair, tous les oiseaux devront être régulièrement vaccinés au moyen de vaccins officiellement autorisés.

d) *Autres maladies* : (Encéphalomyélite, Laryngo-trachéite, Bronchite infectieuse, Neurolymphomatose, Leucose, maladies parasitaires, etc...).

Toutes les fois que l'apparition de signes cliniques ou une mortalité supérieure à 2 % des effectifs au cours d'une semaine sera constatée des prélèvements devront être adressés au Laboratoire en vue de permettre, le cas échéant, de faire prendre les mesures nécessaires.

de souches de virus tuées ou mieux, de souches atténuées (virus vaccin Beaudette ou Hitchner B1) avec rappels d'immunité peuvent procurer une immunité de base dans un pourcentage élevé d'oiseaux, qui constituent alors un « matelas » d'animaux vaccinés où se brisent les vagues épidémiques de peste aviaire.

6° *Avantages du contrôle sanitaire :*

Le concours apporté par l'Administration à la lutte collective contre les maladies aviaires dans les conditions ci-dessus définies se traduira :

a) par la gratuité des visites de contrôle effectuées par les Vétérinaires Sanitaires. Il conviendra que les prévisions de dépenses correspondant à ce poste, établies en fonction des tarifs de rémunération en vigueur, ne soient fournies en vue de la délégation des crédits nécessaires.

b) enfin par la délivrance d'un certificat de contrôle officiel valable pour un an et à tout instant révocable aux élevages dont l'état sanitaire aura été reconnu satisfaisant et aux établissements d'accouaison dans lesquels auront été appliquées les prescriptions du protocole de contrôle sanitaire. Les bénéficiaires du certificat seront inscrits sur une liste dressée annuellement, à laquelle toute publicité utile pourra être donnée.

III. — CONTRÔLE SANITAIRE DES IMPORTATIONS.

La défense sanitaire des élevages avicoles doit avoir pour corollaire un renforcement des mesures de contrôle sanitaire des importations de volailles et d'œufs à couvrir, déjà soumises à des mesures strictes (C.M. 1^{er} août 1960).

Seuls pourront obtenir des dérogations sanitaires pour l'importation de volailles et d'œufs à couvrir les aviculteurs dont les élevages seront inscrits sur la liste des élevages officiellement contrôlés.

(C.M., 23 juillet 1963,
12 janvier 1963,
22 février 1963.)

Tout détenteur en vue de la production de poussins d'un ou de plusieurs appareils d'incubation, d'une capacité égale ou supérieure à mille œufs, est tenu de déclarer à la direction des services agricoles du département :

- a) Le nombre et la capacité des appareils détenus ;
- b) Les cessions ou destructions d'appareils ;
- c) Toutes modifications survenues à la capacité des appareils.

De même, tout constructeur, importateur, dépositaire ou agent de vente qui vend à un utilisateur un ou plusieurs appareils d'incubation d'une capacité égale ou supérieure à mille œufs est tenu de déclarer cette vente à la direction des Services Agricoles du département.

Un arrêté du Ministre de l'Agriculture fixera les modalités d'application de l'article précédent.

Sera punie d'une amende de 60 F à 400 F toute personne qui n'aura pas souscrit l'une des déclarations prévues à l'article 1^{er} du présent décret ou qui aura sciemment souscrit des déclarations inexactes.

En cas de récidive, la peine d'amende pourra être portée au double.

(D. 8 juin 1963.)

ARTICLE PREMIER. — En exécution du décret du 8 juin 1963, tout détenteur, en vue de la production de poussins, d'un ou de plusieurs appareils d'incubation d'une capacité égale ou supérieure à mille œufs est tenu d'en faire la déclaration à la Direction des Services Agricoles du département où ces appareils sont installés en utilisant le modèle n° 1 annexé au présent arrêté.

Il devra également, dans les mêmes conditions et en se référant à sa première déclaration, signaler :

Les cessions ou destructions d'appareils intervenues depuis cette première déclaration en indiquant, dans le cas des cessions, les nom et adresse du cessionnaire ;

D'une façon générale, toutes modifications survenues à la capacité des appareils.

ART. 2. — Tout constructeur, importateur, dépositaire ou agent de vente à un utilisateur un ou plusieurs appareils d'incubation d'une capacité égale ou supérieure à mille œufs est tenu d'en faire la déclaration au Directeur des Services Agricoles du département où ces appareils sont installés, en utilisant le modèle n° 2 annexé au présent arrêté.

ART. 3. — Les déclarations visées aux articles 1^{er} et 2 doivent être souscrites en triple exemplaire.

ART. 4. — Ces déclarations concernent uniquement la capacité réelle d'incubation des appareils, à l'exclusion de toute capacité d'éclosion, notamment dans le cas d'appareils pouvant être utilisés à la fois comme incubateurs et comme éclosiers.

(A.M., 12 juillet 1963.)

VIII. — Gibier (13)

En raison tant des dangers de contagion pour l'homme et les animaux domestiques que de l'importance économique et sociale du gibier, je vous invite à observer de la manière la plus attentive l'apparition et l'évolution des maladies du gibier et à mettre en œuvre toutes les mesures qui doivent permettre d'en limiter l'extension. *Indépendamment des mesures réglementaires dont l'application doit être immédiate dès l'apparition d'une maladie légalement contagieuse, il apparaît qu'il convienne en tout temps d'apporter votre concours aux Fédérations Départementales des Chasseurs et au Service des Eaux et Forêts, en vue d'identifier dans le meilleur délai toutes maladies constatées sur le gibier.* Il importe de faire connaître à ces organismes que les laboratoires régionaux et départementaux des Services Vétérinaires sont en mesure de procéder aux examens ordinaires en vue du diagnostic des maladies animales et peuvent le cas échéant, faire appel au Laboratoire Central de Recherches Vétérinaires qui, grâce à l'heureuse initiative du Conseil Supérieur de la Chasse, possède maintenant un Service d'Etudes et de Recherches sur les maladies du gibier. Il conviendra de prendre contact avec ce service toutes les fois que vous l'estimerez nécessaire.

(C.M., 17 août 1955.)

Le Code Pénal est complété par un article 454 bis ainsi conçu :

Toute personne qui aura volontairement fait naître ou qui aura volontairement contribué à répandre une épizootie

(13) L'aspect cynégétique de la peste aviaire ne peut être négligé tant du point de vue national (élevages de gibier de chasse) que du point de vue international (repeuplement des chasses).

chez les animaux énumérés à l'article 452, chez les chiens, les chats, les animaux de basse-cour ou de volières, les abeilles, les vers à soie, le gibier et les poissons des lacs et rivières, sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 25.000 F à 2 millions de francs. La tentative sera punie comme le délit consommé.

Toute personne qui, en communiquant sciemment à un animal quelconque une maladie contagieuse aura involontairement fait naître ou aura involontairement contribué à répandre une épizootie dans une des espèces précitées, sera punie d'une amende de 24.000 F à 1 million de francs.

(Loi 31 octobre 1955.)

Les élevages de gibier destiné au repeuplement des chasses se font de plus en plus nombreux sur tout le territoire. Certains sont dus à l'initiative privée, d'autres se constituent dans le cadre d'une fédération de chasseurs sous la forme de centres de sauvetage ou d'élevage proprement dit.

Tous sont actuellement à la merci de nombreuses maladies parasitaires, virales ou microbiennes qui font que parfois la bonne volonté, les efforts, l'argent sont dépensés en pure perte. Ces mauvais résultats s'aggravent du fait que les survivants, porteurs de parasites ou de germes pathogènes, sont utilisés pour le repeuplement. Une partie, trop affaiblie, est dès le lâcher la proie des carnassiers sauvages ou des chiens errants les autres dont la vigueur subsiste contaminent le gibier indigène.

Aussi, le Conseil Supérieur de la Chasse et les Fédérations de Chasseurs ont-ils, comme les Services Vétérinaires, estimé nécessaire de favoriser le contrôle sanitaire à ces différents lieux de production du gibier de telle façon que les organismes acheteurs puissent bénéficier de la garantie qu'offre un certificat sanitaire à l'achat.

Pratiquement, l'élevage du gibier se limite actuellement en France à deux espèces : le faisan et la perdrix.

Les dominantes pathologiques ne sont pas les mêmes pour ces deux espèces et, s'il est possible de rencontrer sur elles toutes les maladies habituelles de la basse-cour, les grandes causes de pertes sont :

— Pour le faisan : la coccidiose, la syngamose, la variole, la tuberculose ;

— Pour la perdrix : la coccidiose, l'histomonose, la syngamose, la pullorose, la Maladie de Newcastle, la variole,

toutes maladies pour lesquelles des mesures rapides sont indispensables et possibles.

Les éleveurs désireux de se prévaloir du contrôle sanitaire officiel devront en faire la demande à la Préfecture (Direction des Services Vétérinaires) de leur département ; cette demande comportera leur engagement à se soumettre aux obligations découlant du contrôle organisé comme suit :

1° Le Directeur des Services Vétérinaires ou son représentant visitera l'élevage deux fois par an. Au cours de ces visites qui seront inopinées, l'éleveur pourra recevoir des conseils quant à l'hygiène et à la santé de ses animaux ;

2° Lorsque, dans l'intervalle des deux visites de contrôle, surviendront des cas de mortalité, l'éleveur devra en aviser le Directeur des Services Vétérinaires et faire appel au vétérinaire sanitaire de son choix qui tiendra le Directeur des Services Vétérinaires au courant de l'évolution de la maladie ;

3° Les sujets nouvellement introduits dans l'élevage devront être isolés pendant 15 jours dans des volières aménagées en lazaret ;

4° Lors de la vente de gibier, les éleveurs demanderont au Directeur des Services Vétérinaires la délivrance d'une fiche de garantie sanitaire.

Cette attestation ne pourra être accordée qu'à la suite d'une visite sanitaire favorable effectuée au cours de la quinzaine précédant la vente, par le vétérinaire de l'élevage.

5° Sauf dans le cas de maladie légalement contagieuse (Maladie de Newcastle) et pour les deux visites annuelles prévues au 1°), tous les frais de surveillance et de contrôle seront à la charge des éleveurs ou des Fédérations de Chasseurs.

Dans le cas où le vétérinaire sanitaire appelé pour donner des soins à un élevage jugera utile de faire confirmer son diagnostic par le laboratoire, il aura la possibilité de s'adresser soit au laboratoire des Services Vétérinaires de son départ-

tement, soit au Laboratoire Central de Recherches Vétérinaires.

Il m'apparaît opportun, à cette occasion, de rappeler aux vétérinaires que lorsqu'il s'agit d'oiseaux ou de petits animaux en général, il est préférable d'adresser au laboratoire des malades ou, à défaut, des cadavres frais entiers non ouverts. Sinon la putréfaction peut masquer les lésions et compliquer l'étude bactériologique et parasitologique demandée.

Pour qu'un tel contrôle puisse porter ses fruits, il y aura lieu de recommander aux acheteurs de gibier de repeuplement de s'approvisionner uniquement dans les élevages pouvant délivrer une fiche de garantie sanitaire.

(C.M., 17 juillet 1956.)

CONCLUSIONS

- 1° Les activités cynégétiques et la pathologie vétérinaire du gibier constituent un domaine important d'ordre économique, hygiénique et réglementaire. En effet, les mammifères et les oiseaux sauvages constituant le gibier représentent des réservoirs dangereux à la fois vis-à-vis des animaux domestiques et de l'Homme.
- 2° La législation sanitaire générale de la Chasse est importante à connaître puisqu'elle concerne la protection de certaines espèces et le commerce du gibier mort en même temps qu'elle coïncide avec des législations sanitaires spéciales, telle celle de la Rage, de la Peste Bovine, de la Fièvre charbonneuse.
- 3° Le point actuel de la législation sanitaire des principales maladies du gibier (Tularémie, Psittacose, Ornithose, Myxomatose, Peste aviaire) est exposé suivant un plan logique et assorti de quelques commentaires ; il concerne également les élevages de gibier de repeuplement qui sont considérés comme des animaux domestiques.
- 4° Cet ensemble réglementaire doit être intégré dans les textes concernant la protection de la Santé Publique contre les zoonoses, en particulier pour la Psittacose-Ornithose et la Tularémie.

Vu : LE PROFESSEUR RESPONSABLE
DE L'ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE,
JOUBERT.

Vu : LE DIRECTEUR
DE L'ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE,
FLORIO.

Vu :
LE DOYEN
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE,
J.-F. CIER.

Vu :
LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
BERTOYE.
PROFESSEUR
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE,

Vu et permis d'imprimer : Lyon, 26 Mai 1966.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ
P. LOUIS.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	11
● INTRODUCTION	13
● PREMIERE PARTIE. — Législation générale de la chasse	17
<i>Chapitre Premier.</i> — Exercice du droit de chasse	19
<i>Chapitre II.</i> — Pénalités	29
<i>Chapitre III.</i> — Groupements de chasseurs	37
<i>Chapitre IV.</i> — Destruction et chasse des animaux nuisibles. Chasse - Louveterie	45
1° Généralités	45
2° Arrêté du 19 pluviose An V	47
3° Ordonnance du 15 août 1814 sur les attributions du Grand Veneur	48
4° Ordonnance du 20 août 1814 portant règlement relativement aux chasses dans les forêts et bois des domaines de l'état	48
5° Ordonnance du 20 août 1814 portant règlement sur l'organisation de la louveterie	49
6° Ordonnance du 14 septembre 1830 qui attribue à l'Administration des forêts la police de la chasse dans les forêts de l'Etat et supprime les fonctions de Grand Veneur	52
7° Décret du 20 mai 1903 portant règlement sur l'organisation de la gendarmerie	52

8° Loi du 23 juillet 1907 assurant la destruction des corbeaux et des pies dans les contrées où le trop grand nombre de ces oiseaux occasionne des dommages aux ensemencements et aux récoltes	52
9° Loi du 16 août 1929 fixant les modes d'exploitation de la chasse dans les forêts domaniales	53
10° Loi du 20 août 1943 relative à la compétence des gardes-chasse commissionnés au titre des Eaux et Forêts	53
11° Arrêté du 16 mars 1955 relatif à l'interdiction de la divagation des chiens	54
12° Décret du 10 mai 1957 relatif aux régions cynégétiques	55
13° Décret du 22 mai 1957 portant codification des textes législatifs concernant l'administration communale	55
14° Arrêté du 7 août 1959 relatif aux reprises de gibier vivant en vue de repeuplement	56
<i>Chapitre V. — Ouverture de la chasse</i>	57
<i>Chapitre VI. — Armes de chasse</i>	61
<i>Chapitre VII. — Commerce du gibier</i>	63
<i>Chapitre VIII. — Règlement départemental permanent sur la police de la chasse</i>	67
<i>Chapitre IX. — Parcs nationaux</i>	81
● DEUXIEME PARTIE. — Législation sanitaire générale des maladies du gibier	85
<i>Chapitre Premier. — Epizooties volontaires guerre et destructions microbiologiques du gibier ..</i>	87
<i>Chapitre II. — Maladies contagieuses du gibier</i>	89
<i>Chapitre III. — Commerce du gibier malade</i>	99
<i>Chapitre IV. — Importation du gibier</i>	101

● TROISIEME PARTIE. — Législation sanitaire spéciale des maladies du gibier	103
— Tularémie	105
— Psittacose Ornithose	111
— Myxomatose	119
— Peste aviaire	127
I. — ESPÈCES VISÉES	127
II. — DÉCLARATION	128
III. — TYPE D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL	129
IV. — DIAGNOSTIC	129
1° Dépistage général	129
2° Eléments de suspicion ante et post-mortem et méthodes expérimentales dans le diagnostic de la maladie de Newcastle	130
V. — MESURES SANITAIRES	140
■ I. <i>Disposition sanitaires à l'intérieur</i>	140
1. — <i>Dans une exploitation : zone de séquestration</i> ..	140
A) ANIMAUX	140
● <i>Mesures de limitation</i>	140
● <i>Mesures d'éradication, abattage</i>	144
a) Textes de base	144
b) Autorité	144
c) Mise en route	144
d) Oiseaux à abattre	145
e) Estimation des oiseaux à abattre	145
f) Rémunération des experts	146
g) Lieu de l'abattage et choix de la méthode	147
h) Destination des oiseaux à abattre	147
1. Enfouissement	147
2. Equarrissage	147
i) Transport	148
j) Désinfection	148
k) Indemnité d'abattage	148

● <i>Dérogations aux dispositions prévues pour les mesures de limitations et d'éradications dans la zone de séquestration</i>	150
● <i>Résumé sur la conduite à tenir dans la zone de séquestration et en fonction des dérogations pouvant être accordées pour chacune des catégories d'élevage</i>	154
B) LOCAUX DE L'EXPLOITATION	155
— Désinfection	156
— Désinfectants, Technique de désinfection	156
C) LEVÉES DES MESURES APPLICABLES DANS LA ZONE DE SÉQUESTRATION	157
— <i>Dans la région péri-focale : zone d'observation</i> ..	158
— <i>Dans les Foires et Marchés</i>	159
■ II. <i>Dispositions sanitaires aux frontières</i> (importation, exportation, transit)	161
VI. — MESURES MÉDICALES	166
VII. — ELEVAGES AVICOLES	168
1. Contrôle officiel facultatif des élevages avicoles	168
2. Protocole pour l'attribution de certificats de contrôle officiel hygiénique et sanitaire par les services vétérinaires départementaux .	169
3. Vaccination	181
VIII. — GIBIER	190
CONCLUSIONS	195

